



Le Groupe  
**Jean Coutu**  
(PJC) inc.

Rapport annuel  
2007

## Table des matières

Message aux actionnaires.....	3
Profil de l'entreprise.....	5
Rapport de gestion .....	13
États financiers consolidés .....	45

## Message aux actionnaires, Résultats du 4<sup>e</sup> trimestre et annuels

Le Groupe Jean Coutu a le plaisir de vous communiquer ses résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice financier terminés le 4 juin 2007.

Pour le quatrième trimestre, la perte nette s'élevait à 6,9 millions de dollars (0,03 \$ par action), comparativement à un bénéfice net de 30,3 millions de dollars (0,12 \$ par action) pour le quatrième trimestre de l'exercice financier de 2006 et à 184,0 millions de dollars (0,70 \$ par action) pour le troisième trimestre du présent exercice financier. Le bénéfice avant éléments spécifiques s'élevait à 19,4 millions de dollars (0,07 \$ par action) comparativement à 41,5 millions de dollars (0,16 \$ par action) au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier précédent et à 39,8 millions de dollars (0,15 \$) au cours du troisième trimestre du présent exercice financier.

Les ventes ainsi que la performance opérationnelle du réseau canadien se sont améliorées comparativement à l'exercice financier 2006 alors que les ventes du réseau américain ont été acceptables malgré les défis encourus précédant la clôture de la transaction avec Rite Aid Corporation (« Rite Aid »). Le 4 juin, la Compagnie concluait la vente de son réseau américain à Rite Aid et détient maintenant une participation d'environ 32 % dans les capitaux propres de cette compagnie. Le gain sur la cession du secteur de vente au détail s'élevait à 139,3 millions de dollars (76,6 millions de dollars, déduction faite des impôts) et les frais de restructuration totalisaient 54,3 millions de dollars (31,6 millions de dollars, déduction faite des impôts). Les pertes encourues suite aux remboursements anticipés des prêts à terme et des billets, effectués en utilisant la contrepartie reçue en espèces dans le cadre de la transaction avec Rite Aid, s'élevaient à 168,3 millions de dollars (117,5 millions de dollars, déduction faite des impôts). L'exercice qui s'est terminé le 4 juin 2007 comprenait exceptionnellement 53 semaines et deux jours pour tenir compte de la vente des opérations américaines.

Pour l'exercice financier 2007, le bénéfice net s'élevait à 140,8 millions de dollars (0,54 \$ par action) comparativement à un bénéfice net de 103,8 millions de dollars (0,40 \$ par action) au cours de l'exercice financier 2006. Le bénéfice avant éléments spécifiques s'élevait à 107,8 millions de dollars (0,41 \$ par action) comparativement à 114,7 millions de dollars (0,44 \$ par action) au cours de l'exercice financier précédent.

Le total des revenus a augmenté et s'établissait à 2,882 milliards de dollars au cours du quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007, alors qu'il s'établissait à 2,875 milliards de dollars pour la période correspondante de l'année précédente. Pour le quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007, sur une base d'établissements comparables, les ventes ont augmenté de 6,4 % au Canada et ont diminué de 1,0 % aux États-Unis par rapport à l'année dernière. Pour l'exercice financier 2007, la croissance des ventes par établissements comparables était de 6,8 % au Canada et de 1,3 % aux États-Unis. L'effet de la conversion des médicaments d'origine vers des médicaments génériques sur la croissance des ventes pharmaceutiques américaines a été de 6,1 % au cours du quatrième trimestre et 4,4 % pour l'exercice financier 2007. Le total des revenus pour l'exercice financier 2007 a augmenté de 532,5 millions de dollars ou 4,8 % pour atteindre 11,676 milliards de dollars comparativement à 11,143 milliards de dollars au cours de l'exercice financier 2006.

Le bénéfice d'exploitation avant amortissements (« BEAA ») du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007 a été affecté par certains frais liés au programme de rémunération de transition relativement à la transaction. Le BEAA avant frais de restructuration s'établissait à 130,2 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007 comparativement à 129,9 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006 et atteignait 4,5 % au cours des quatrième trimestres des exercices financiers 2007 et 2006. Le BEAA avant frais de restructuration s'établissait à 533,0 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2007 comparativement à 496,6 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2006. Cette augmentation s'explique, entre autres, par les journées additionnelles pour l'année financière se terminant le 4 juin 2007.

Le BEAA des opérations canadiennes s'établissait à 49,4 millions de dollars pour le quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007 comparativement à 41,8 millions de dollars pour le quatrième trimestre terminé le 27 mai 2006, soit une hausse de 18,2 % ou 17,1 % en devises locales. Cette augmentation est attribuable à la croissance des performances opérationnelles. En pourcentage des revenus et en devises locales, le BEAA représentait 10,1 % des revenus pour le quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007 comparativement à 9,4 % pour la période correspondante de l'exercice financier 2006. Le BEAA des opérations canadiennes s'établissait à 191,0 millions de dollars pour l'exercice financier terminé le 4 juin 2007 comparativement à 165,0 millions de dollars lors de l'exercice financier terminé le 27 mai 2006.

Le BEAA des opérations américaines avant frais de restructuration a diminué et s'élevait à 80,8 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007 comparativement à 88,1 millions de dollars pour le quatrième trimestre terminé le 27 mai 2006, reflétant les défis encourus précédant la clôture de la transaction avec Rite Aid. Le BEAA des opérations américaines avant frais de restructuration a augmenté et s'établissait à 342,0 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2007 comparativement à 331,6 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2006.

Le 4 juin 2007, le réseau américain, qui comprenait 1 854 établissements, a été vendu à Rite Aid. À la fin de l'exercice financier, le réseau était composé de 328 établissements PJC Jean Coutu, tous situés au Canada.

Le conseil d'administration de la Compagnie a déclaré un dividende trimestriel de 0,04 \$ CA par action, représentant une augmentation de 33,3% sur le dividende payé au trimestre précédent. Ce dividende est payable le 30 août 2007 à tous les porteurs d'actions à droits de vote subalterne Catégorie A ainsi qu'aux porteurs d'actions Catégorie B inscrits aux registres de la Compagnie en date du 16 août 2007. Ceci représente un dividende annuel de 0,16 \$ CA par action. L'augmentation du dividende démontre l'engagement de la Compagnie à maximiser la valeur actionnariale et le retour sur investissement.

Les tendances démographiques, tant au Canada qu'aux États-Unis, contribueront à la croissance de la consommation de médicaments d'ordonnance ainsi qu'à l'augmentation constante de l'utilisation de produits pharmaceutiques comme principale forme d'intervention en matière de soins de santé personnels. La direction est d'avis que ces tendances se maintiendront et que la Compagnie assurera la croissance de ses ventes grâce à la différenciation et à la qualité de son offre et de son niveau de service. Nous continuerons à déployer les efforts nécessaires pour maintenir et renforcer notre position parmi les chefs de file de l'industrie canadienne de la pharmacie en misant sur la croissance des ventes, notre programme immobilier et l'efficacité de nos opérations. Grâce à notre position d'actionnaire principal dans la nouvelle entité Rite Aid, nous serons en mesure de mieux participer à la croissance de l'industrie des chaînes de pharmacies aux États-Unis.

La Compagnie a annoncé que les administrateurs indépendants du conseil d'administration, sur recommandation du comité des ressources humaines, ont approuvé un plan de relève au terme duquel je serai remplacé en ma qualité de président et chef de la direction par monsieur François J. Coutu. Ce changement prendra effet lors de l'assemblée annuelle des actionnaires, prévue le 16 octobre prochain. À compter de cette nomination, je continuerai d'assumer la présidence du conseil d'administration de la Compagnie.

Je suis très heureux de voir mon fils François me succéder dans cette fonction alors que la Compagnie, suite à la vente de ses opérations américaines à Rite Aid, se prépare à franchir de nouveaux sommets. Sous la direction de François, les opérations et le rendement financier de l'organisation canadienne connaissent depuis plusieurs années des résultats probants qui témoignent d'une gestion saine et efficace et des efforts soutenus de son équipe. Je suis convaincu que sous sa gouverne, la Compagnie poursuivra avec brio ses différentes initiatives et que de nouvelles étapes seront à nouveau franchies en matière de développement et de croissance.

Finalement, nous profitons de l'occasion pour remercier tous nos employés pour leur persévérance et leurs efforts soutenus au cours de cette période déterminante. Nous désirons également remercier nos franchisés, nos actionnaires et nos clients pour leur appui et leur confiance indéfectibles. Vous êtes une source de motivation dans la poursuite de nos objectifs de croissance et la création de valeur.

Bien cordialement,

Président du conseil d'administration,  
Président et Chef de la direction,

/S/ Jean Coutu

Jean Coutu

## PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. ("la Compagnie" ou "le Groupe Jean Coutu") exerce ses activités au sein de l'industrie nord-américaine de la pharmacie de détail principalement dans l'est du Canada, par l'entremise d'établissements franchisés sous les bannières PJC Jean Coutu, PJC Santé Beauté et PJC Clinique et, jusqu'au 4 juin 2007, dans l'est des États-Unis par l'entremise d'établissements corporatifs sous les bannières Brooks et Eckerd. Le 4 juin 2007, le réseau américain qui comprenait 1 854 établissements corporatifs a été vendu à Rite Aid Corporation ("Rite Aid").

Au 4 juin 2007, notre réseau d'établissements franchisés canadien PJC Jean Coutu (« PJC ») était constitué des catégories d'établissements suivantes :

	2007	2006
Nombre total d'établissements	328	327
Établissements ou immeubles indépendants	82	80
Établissements offrant le service au volant	25	25

### CANADA

#### Profil du réseau d'établissements franchisés canadien

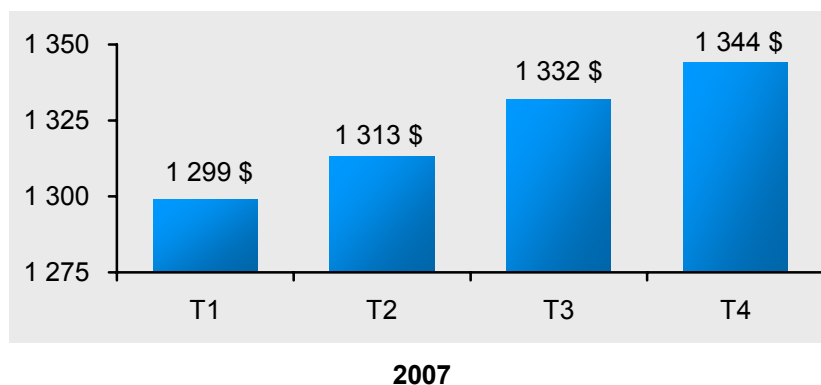
Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. est l'une des plus importantes chaînes de pharmacies au Canada, avec un réseau de 328 établissements au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Nos activités de franchisage comprennent l'exploitation de deux centres de distribution et la prestation de plusieurs services à nos établissements franchisés PJC. Il s'agit notamment des services d'achats centralisés, de distribution, de commercialisation, de formation, de ressources humaines, de gestion, de consultation opérationnelle et de systèmes d'information, de même qu'une participation à notre programme de marque maison. Les franchisés PJC sont propriétaires de leur établissement et en assument la gestion, en plus de veiller au merchandising et au financement de leurs stocks. Ils doivent s'approvisionner auprès de nos centres de distribution dans la mesure où les produits demandés sont disponibles et offerts à un prix inférieur ou égal à celui d'autres fournisseurs. Nous fournissons aux franchisés PJC environ 75 % des produits disponibles dans leurs établissements, y compris presque tous les médicaments d'ordonnance. Même si les ventes au détail des établissements franchisés PJC ne sont pas comptabilisées dans nos revenus, toute augmentation ou diminution de ces ventes a une incidence directe sur notre performance, compte tenu des retombées que de telles variations peuvent avoir sur le volume des ventes des centres de distribution et sur le montant des redevances versées par les franchisés.

Les pharmacies PJC Jean Coutu ont exécuté 55,2 millions d'ordonnances au cours de l'exercice financier 2007, soit en moyenne 3 187 ordonnances par pharmacie, par semaine. Notre position de chef de file dans le secteur pharmaceutique est attribuable à l'engagement et au professionnalisme de nos pharmaciens propriétaires, à la qualité des services professionnels prodigués et à la localisation de nos établissements.

Le secteur commercial de nos établissements mise principalement sur le bien-être de la clientèle en proposant un vaste choix de produits de santé et de beauté. En outre, environ 9 % de nos ventes de détail du secteur commercial proviennent de 2 300 produits de marque maison ou exclusifs. Reconnus pour leur excellent rapport qualité prix, ces produits fort populaires contribuent à l'augmentation de nos marges bénéficiaires et de notre achalandage ainsi qu'à la fidélisation de notre clientèle. De plus, il est également possible d'avoir accès à des services postaux complets dans 53 établissements de notre réseau.

## Réseau canadien – Ventes au détail par pied carré

(en dollars canadiens)



Les ventes au détail par pied carré constituent un indicateur clé de la performance. Ainsi, en divisant les ventes totales au cours des douze derniers mois par le nombre moyen de pieds carrés, la direction de la Compagnie dispose d'un bon indicateur de performance de son réseau. La croissance des ventes est directement liée à la pleine réalisation des stratégies de la Compagnie, lesquelles sont plus amplement décrites dans ce rapport.

Les ventes au détail par pied carré réalisées par le réseau de pharmacies PJC Jean Coutu ont augmenté à chacun des trimestres au cours de l'an dernier et s'élevaient à 1 344 dollars canadiens par pied carré au quatrième trimestre, ce qui constitue la meilleure performance dans notre marché. L'établissement PJC type fait figure de chef de file grâce à des ventes annuelles de 10,6 millions de dollars canadiens.

### Nos initiatives stratégiques en 2007

#### Expansion et modernisation du réseau canadien

Au cours de l'exercice financier 2007, nous avons poursuivi l'expansion de notre réseau en procédant à l'ouverture et à la relocalisation de neuf établissements. De plus, 18 établissements ont fait l'objet de rénovations ou d'agrandissement.

Nous avons également élaboré de nouveaux planogrammes d'aménagement afin de rehausser l'attrait de nos surfaces de vente et de mettre en valeur nos produits dans des espaces attractifs conçus pour répondre aux besoins des consommateurs. Ces nouveaux outils sont des éléments clés qui viennent soutenir nos stratégies commerciales élaborées pour accroître les ventes de notre réseau canadien dans les secteurs pharmaceutique et commercial et dans le domaine des produits saisonniers.

#### Compagnie la plus admirée au Québec

Pour la quatrième année consécutive, le Groupe Jean Coutu s'est classé premier parmi les compagnies les plus admirées au Québec selon un sondage réalisé par Léger Marketing pour la revue Commerce. Selon l'enquête, cette opinion positive est partagée presque unanimement par la population et est attribuable au soin constant que le Groupe Jean Coutu porte à la qualité, au service et aux produits qu'elle offre. Nous travaillons fort pour demeurer le numéro 1 dans le cœur de nos clients et de leurs familles et dans cette optique, nous avons mis sur pied la Patrouille santé Jean Coutu. Au cours de l'année 2006-2007, l'équipe a effectué des visites dans de nombreux centres de ski au cours desquelles elle offrait aux skieurs des conseils sur la santé et la sécurité dans une atmosphère festive.

#### Services pharmaceutiques

Une des principales stratégies du Groupe Jean Coutu consiste à être reconnue comme la destination santé numéro 1 dans nos marchés. Les trousse d'information sur le diabète ainsi que celles incitant à cesser de fumer « J'arrête, j'y gagne » qui ont été distribuées dans les pharmacies Jean Coutu au cours de l'exercice financier 2007 étaient une exclusivité dans nos marchés. Ces trousse sont très populaires auprès de nos patients et des nouveaux clients car elles fournissent des informations utiles sur la santé. Au cours de l'exercice financier 2007, nous avons élaboré une campagne publicitaire pour rappeler à notre clientèle d'utiliser leur Carnet Santé. Le Carnet Santé se veut un résumé pratique des ordonnances du patient qui s'insère facilement dans le portefeuille et qui s'avère utile lors de visites chez le médecin ou à l'hôpital. Enfin, nous avons installé dans nos pharmacies des supports publicitaires qui, selon les périodes, font un rappel des différents services professionnels qui sont offerts.

Le réseau de pharmacies PJC met tout en œuvre pour offrir à sa clientèle des services de première qualité et continue ainsi à augmenter sa part de marché.

### **Centre de distribution en Ontario**

Notre entrepôt situé en Ontario en était à sa deuxième année d'opérations au cours de l'exercice financier 2007. Tous les produits de santé, de beauté et de cosmétiques transitent par cette installation. Ce nouveau centre de distribution a permis à la Compagnie de développer rapidement son programme d'importation.

### **Publicité**

Une campagne publicitaire télévisée, constituée de trois nouveaux messages, a été lancée en 2007. Cette campagne a permis de rehausser la notoriété de la bannière PJC. Nous avons également maintenu une présence soutenue dans les postes de radio locaux.

### **Programme de récompenses AIR MILES<sup>md</sup>**

Apprécié des consommateurs, le programme de récompenses AIR MILES<sup>md</sup> constitue un atout important pour Le Groupe Jean Coutu qui en détient l'exclusivité dans le secteur de la pharmacie de détail au Québec. Au cours de l'exercice financier 2007, nous avons lancé une nouvelle phase du programme de récompenses instantanées AIR MILES<sup>md</sup>. Ainsi, les adhérents au programme AIR MILES<sup>md</sup> peuvent maintenant utiliser leurs miles de récompense pour payer leurs achats dans les pharmacies Jean Coutu, ce qui a contribué à augmenter sensiblement le coût moyen du panier lors de ces transactions. Être membre du regroupement de partenaires AIR MILES<sup>md</sup> permet à nos clients d'accumuler leurs miles de récompense plus rapidement que par l'entremise de tout autre programme de fidélité indépendant. Nos clients apprécient particulièrement cette nouvelle façon pratique de convertir leurs milles de récompense, exclusive à notre réseau de pharmacies.

### **Section beauté**

Onze nouvelles *Boutiques Passion Beauté* se sont ajoutées à notre réseau au cours de l'année, portant leur nombre à 38 et couvrant environ 12 % du réseau au terme de l'exercice financier 2007. Cette initiative s'inscrit dans la poursuite de notre objectif de faire de nos pharmacies des établissements voués au bien-être, tout en nous permettant d'accroître nos ventes dans des créneaux où les perspectives de croissance sont fort intéressantes. Nous continuons d'innover notre section beauté en proposant à notre clientèle de nouvelles marques de produits spécifiques pour les soins de la peau, les soins anti-rides et les soins de beauté.

### **Section de la photo**

Nous sommes reconnus comme une destination de choix en matière de services photographiques. Nous mettons à la disposition de nos clients des solutions d'accès rapides et accessibles telles que les kiosques d'impression numérique en succursales et un service de commande de développement de photos en ligne. Au cours de l'exercice financier 2007, le réseau de pharmacies Jean Coutu a continué d'augmenter ses parts de marché et est devenu le plus important détaillant de traitement de photographie numérique au Québec.

### **Programmes de marque maison et de lignes exclusives**

Au cours de l'exercice financier 2007, nous avons procédé au lancement de plusieurs nouveaux produits de notre marque maison *Personnelle* et poursuivons le développement de notre programme de marque maison et de marques exclusives. Chaque année, nous introduisons de nouveaux produits en privilégiant le secteur de la santé, de la beauté et des cosmétiques, un secteur où les perspectives de croissance sont également très intéressantes.

### **Nos nouvelles initiatives pour 2008**

Au cours de l'exercice financier 2008, nous prévoyons une augmentation des ventes dans le secteur pharmaceutique, dans les produits reliés à la santé et à la beauté et dans les produits saisonniers. Nous augmenterons nos ventes en apportant un support à notre réseau dans l'implantation de stratégies commerciales plus efficaces et mieux adaptées aux besoins locaux. En 2008, notre réseau de pharmacies offrira encore plus de services de consultation en magasin alors que la Compagnie poursuivra la mise en œuvre de nouveaux programmes, tels celui d'importation de produits saisonniers. La formation de notre personnel sera également un domaine dans lequel nous continuerons d'investir afin d'améliorer l'efficacité des opérations de notre réseau et le maintien de services de grande qualité.

Les nouveaux établissements *PJC Jean Coutu*, les établissements rénovés et le déploiement de nouveaux outils de développement devraient contribuer à augmenter les ventes et à assurer l'expansion d'un réseau de grande qualité. Nous poursuivons le développement et l'amélioration de notre réseau en investissant dans les pharmacies et en exploitant des technologies avancées qui nous permettront de générer plus de ventes, d'identifier les meilleures occasions quant à l'emplacement des établissements et d'augmenter la valeur de nos actifs immobiliers.

Au cours d'une période de 12 mois débutant le 5 juin 2007, nous prévoyons ouvrir huit nouveaux établissements, en relocaliser 11 autres et compléter les projets de rénovation et d'expansion de 44 établissements. Nous prévoyons également inaugurer une vingtaine de *Boutiques Passion Beauté*.

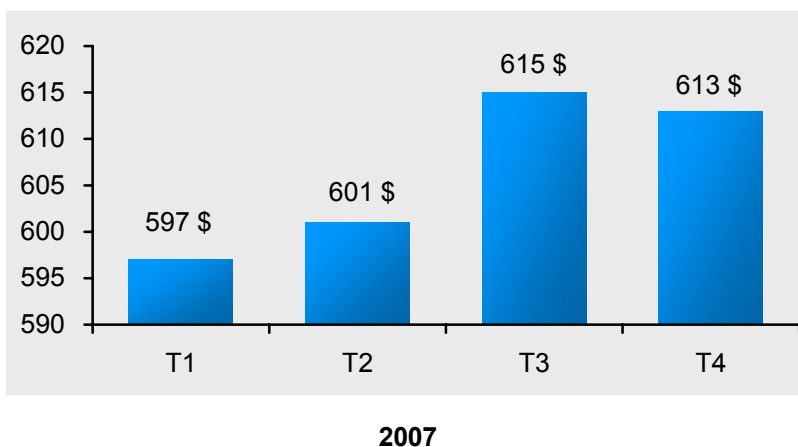
Finalement, nous continuerons à promouvoir la bannière *PJC Jean Coutu* et à capitaliser sur notre nouveau programme de récompenses instantanées AIR MILES<sup>md</sup> pour fidéliser davantage notre clientèle. Nous favoriserons la mise sur pied de nouvelles promotions afin d'optimiser le potentiel de ce programme et accroître les ventes du réseau.

## ÉTATS-UNIS

### Profil du réseau d'établissements corporatifs américain

Notre réseau américain comprenait 1 854 établissements corporatifs sous les bannières Brooks et Eckerd ainsi que six centres de distribution dans 18 états de l'est des États-Unis (1 858 établissements corporatifs et six centres de distribution en 2006). Le 4 juin 2007, la Compagnie procédait à la vente de tous ses établissements corporatifs pour une contrepartie en espèces et une participation dans l'entité Rite Aid qui exploite désormais un réseau d'environ 5 100 établissements corporatifs de pharmacies au détail dans les États-Unis. Les lecteurs sont invités à consulter la note 4 aux états financiers consolidés ainsi qu'à la section portant sur les risques et incertitudes du présent rapport pour plus d'information.

### Réseau américain – Ventes au détail par pied carré (en dollars américains)



Les ventes au détail par pied carré constituent un indicateur clé de la performance. Ainsi, en divisant les ventes totales des douze derniers mois par le nombre moyen de pieds carrés, la direction de la Compagnie dispose d'un bon indicateur de performance de son réseau. La croissance des ventes est directement liée à la pleine réalisation des stratégies de la Compagnie, lesquelles sont plus amplement décrites dans ce rapport. Les ventes au détail par pied carré du réseau Brooks Eckerd se sont accrues et ont atteint 613 dollars américains au quatrième trimestre de l'exercice financier 2007.

### Nos initiatives stratégiques en 2007

Ayant annoncé la vente de nos réseaux Brooks et Eckerd à Rite Aid en tout début d'exercice financier 2007, notre stratégie a été de maintenir et d'accroître la croissance de nos ventes et du nombre d'ordonnances.

### Section pharmaceutique

En ce qui a trait à l'aspect pharmaceutique des affaires, nous avons été à même de constater les efforts déployés pour faciliter l'expérience de magasinage. Nos pharmaciens ont été de fervents défenseurs du programme « *Medicare Part D Drug Benefit Program* » en aidant la clientèle à mieux comprendre les avantages du programme. De plus, certaines cliniques santé ont été ouvertes à l'intérieur même d'établissements sélectionnés et notre programme de vaccination contre la grippe a été plus amplement déployé. Nos objectifs étaient de créer un lien d'appartenance et de confirmer à notre clientèle l'importance du rôle que jouent les pharmacies de quartier en matière d'amélioration de la santé et du bien-être.



## **Section commerciale**

En ce qui concerne l'aspect commercial des affaires, nos efforts ont porté sur la plus importante catégorie de produits, soit celle de la santé et de la beauté. Des installations de traitement de photos numériques ont également été intégrées dans tous nos établissements et les sections de consommation courante et de confiserie ont été aménagées de façon à occuper plus d'espace.

## **Expansion du réseau américain**

Au cours de l'exercice financier 2007, nous avons poursuivi l'expansion du réseau américain en procédant à l'ouverture et à la relocalisation de 17 établissements. Nous avons fait l'acquisition de quatre établissements alors que nous en avons fermé 15. En date du 4 juin 2007, au moment de la clôture de la transaction avec Rite Aid, notre réseau américain comprenait 1 854 établissements Brooks et Eckerd.

## **RITE AID CORPORATION**

### **La transaction Groupe Jean Coutu – Rite Aid**

Le 23 août 2006, la Compagnie a conclu une entente définitive avec Rite Aid par laquelle elle disposerait de son réseau aux États-Unis. Le 1<sup>er</sup> juin 2007, les deux compagnies annonçaient que la « *Federal Trade Commission* » (« *FTC* ») ainsi que les agences réglementaires de certains états exigeaient que Rite Aid se départisse de 26 de ses établissements dans neuf états et que la période d'attente prévue par la « *Hart Scott-Rodino Act* » était échue, permettant ainsi aux parties de procéder à la clôture de la transaction. Le 4 juin 2007, la Compagnie concluait avec Rite Aid la vente de son réseau américain comprenant 1 854 établissements corporatifs en échange d'une contrepartie en espèces de 2,300 milliards de dollars, sous réserve d'un ajustement de fonds de roulement présentement estimé à 14,4 millions de dollars en faveur de la Compagnie et de 250,0 millions d'actions ordinaires de Rite Aid, pour une participation d'environ 32 % dans les capitaux propres et un droit de vote de 30 % dans la nouvelle compagnie. Rite Aid est un des chefs de file des chaînes de pharmacies aux États-Unis, qui affiche des revenus de plus de 27 milliards de dollars et qui compte environ 5 100 établissements situés dans 31 états et dans le district de Columbia, fortement représenté autant sur la côte est que sur la côte ouest.

Rite Aid est d'avis que l'acquisition des pharmacies Brooks Eckerd, auparavant exploitées par la Compagnie, leur procure plusieurs bénéfices stratégiques, tels :

- une augmentation importante du territoire et de l'ampleur de leurs opérations de même qu'une présence accrue dans des marchés stratégiques;
- la création du plus important réseau de pharmacies dans l'est des États-Unis, ce qui permettra à Rite Aid d'atteindre l'envergure nécessaire pour demeurer compétitif avec ses principaux concurrents;
- la création de valeur à long terme grâce à des réductions nettes des coûts et des dépenses, l'accomplissement d'importantes synergies telles l'ajout d'efficacités opérationnelles, d'importantes économies d'échelle, l'augmentation des revenus provenant de l'augmentation des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et la diminution de leur ratio de levier financier;
- un meilleur positionnement pour augmenter sa croissance dans un secteur où celle-ci est assurée pour les cinq prochaines années; et
- la possibilité d'appliquer leur infrastructure à grande échelle, dont leurs programmes et leurs meilleures pratiques ainsi que leur capacité à gérer un réseau plus grand ce qui, à leurs yeux, améliorera la profitabilité grâce à des économies de coûts et à la croissance des ventes.

### **Tendances de l'industrie américaine**

Rite Aid croit que les ventes de produits pharmaceutiques aux États-Unis vont connaître une croissance au cours des prochaines années. Cette croissance proviendra d'une plus grande consommation de médicaments, du vieillissement de la population, de l'arrivée à la soixantaine de la génération « *baby boom* », de l'augmentation de l'espérance de vie de la population américaine, du programme « *Medicare Part D Drug Benefit Program* », de l'introduction de nouveaux médicaments et du taux d'inflation.

L'usage des médicaments génériques contribue à réduire l'ensemble des coûts en médicaments pour les clients et les tiers-payeurs. Rite Aid croit que l'usage actuel des médicaments génériques continuera de croître pendant encore plusieurs années et qu'un nombre important de nouveaux médicaments génériques feront leur entrée sur le marché au cours des prochaines années. Le bénéfice brut réalisé sur les médicaments génériques de l'industrie de la pharmacie est plus grand que celui réalisé sur les médicaments d'origine.

L'industrie de la pharmacie au détail subit une compétition intense et a connu plusieurs cas de consolidation. Rite Aid est d'avis que de telles pratiques ainsi que les constantes ouvertures de pharmacies, l'augmentation des commandes postales, la concurrence accrue des fournisseurs Internet, l'importation des médicaments et les fusions de pharmacies au détail et de compagnies de services pharmaceutiques continueront d'exercer des pressions sur l'industrie. Le taux de croissance des médicaments a également été influencé par une diminution de nouveaux médicaments sur le marché ainsi que par les préoccupations en matière de sécurité qui ont mené au rappel de certains médicaments.

L'industrie des pharmacies de détail dépend de façon importante des tiers-payeurs. Ces derniers, tels le programme « *Medicare Part D* » et les agences subventionnées par les états « *Medicaid* », en réduisant le nombre de leurs participants ou leurs taux de remboursement, peuvent occasionner une diminution des ventes et des marges de profit et affecter défavorablement la rentabilité de l'industrie.

### **La Stratégie de Rite Aid**

La stratégie de Rite Aid consiste à continuer de se concentrer sur l'amélioration de la productivité de leurs établissements actuels ainsi que sur le développement et la relocalisation d'établissements dans leurs marchés les plus forts de même que sur l'intégration des établissements acquis de la Compagnie sous la bannière Rite Aid. Elle estime que l'amélioration des ventes dans leurs établissements actuels et l'accroissement de leurs marchés sont des éléments cruciaux pouvant améliorer leur rentabilité et leurs flux de trésorerie.

Les paragraphes ci-après résument les composantes de la stratégie de Rite Aid :

### **Intégration des établissements Brooks et Eckerd sous la bannière Rite Aid et développement des établissements dans leurs marchés actuels**

Rite Aid a l'intention de convertir tous les établissements Brooks et Eckerd aux systèmes et à la bannière Rite Aid dans un délai de 16 mois suivant la clôture de la transaction. Rite Aid entend également poursuivre son programme de nouveaux établissements, de relocalisations et de remodelage. Dans le cadre de ce programme, certains établissements Brooks, Eckerd ou Rite Aid qui seraient à proximité les uns des autres pourraient être regroupés afin d'en améliorer le rendement.

### **Faire croître les ventes en pharmacie et attirer une plus grande clientèle**

Rite Aid croit que le service à la clientèle et l'accessibilité sont des facteurs essentiels à la croissance des ventes pharmaceutiques. Rite Aid a développé et mis en oeuvre un nouveau système de distribution de médicaments qu'elle a l'intention d'implanter dans les établissements Brooks et Eckerd acquis lors de la transaction.

Rite Aid est également en position d'offrir des services de gestion de programmes d'assurance santé (*Pharmacy Benefit Management* ou « PBM ») auprès d'employeurs, de programmes de santé et de compagnies d'assurances. Par l'entreprise du PBM, Rite Aid a l'intention de proposer une alternative aux commandes postales en offrant la possibilité de s'approvisionner en médicaments pour une période de 90 jours. Rite Aid est d'avis que ce genre de services accessibles par le PBM créera de nouvelles opportunités pour diriger la clientèle vers leurs établissements.

### **Faire croître les ventes commerciales**

Rite Aid entend poursuivre la croissance des ventes commerciales en misant sur les principales catégories de produits vendus en pharmacie, en s'engageant à fournir des produits axés sur la santé et le bien-être qui accroîtront leur positionnement, en agençant des produits complémentaires aux produits saisonniers, en proposant une plus grande sélection de produits et services à leurs clients et en utilisant des promotions efficaces dans leurs circulaires publicitaires hebdomadaires. Rite Aid croit que le programme de nouveaux établissements décrit précédemment contribuera également à augmenter leurs ventes commerciales.

Les ventes commerciales moyennes par établissement de Rite Aid sont plus élevées que celles des établissements Brooks et Eckerd situés dans les mêmes marchés. Rite Aid mettra plus d'emphase sur leurs produits de marque maison, lesquels procurent une plus grande valeur aux consommateurs et des marges plus élevées pour la compagnie et augmentera également le nombre de comptoirs "GNC" à l'intérieur des établissements Rite Aid. Rite Aid croit que la mise en oeuvre de leurs « meilleures pratiques » dans les établissements Brooks et Eckerd augmentera la moyenne des ventes commerciales par établissement à un niveau similaire à celui des établissements de Rite Aid.

**Priorité aux consommateurs et aux associés**

L'engagement « *With Us, It's Personal* » de Rite Aid incite les associés à proposer aux clients une expérience de magasinage supérieure. Rite Aid continue de développer et de déployer ses programmes de formation et offre à ses employés certaines compensations et autres incitatifs pour les stimuler à fournir un excellent service à la clientèle. Rite Aid croit que ces mesures permettent et motivent leurs associés à offrir un service de qualité supérieure.

**Contrôle des dépenses et économies d'échelle grâce aux synergies**

L'objectif, pour l'ensemble du réseau d'établissements récemment agrandi de Rite Aid, est de réduire les coûts, de diminuer ou contenir les dépenses afin d'améliorer les stratégies de croissance des ventes pharmaceutiques et commerciales. La réalisation de ces étapes permettra d'investir encore plus dans des stratégies qui s'avéreront importantes pour le futur.

Rite Aid estime que des réductions dans les coûts et les dépenses seront réalisées dans les secteurs d'achat de marchandises, de la publicité, de la distribution et de l'administration. Rite Aid prévoit également que d'autres bénéfices et synergies résulteront de l'efficacité additionnelle dans les opérations, de plus grandes économies d'échelle et d'opportunités d'amélioration des revenus. Toutefois, l'éventualité et l'ampleur de ces bénéfices et synergies ne peuvent être présentement déterminés. Rite Aid ne peut fournir aucune assurance à l'effet que les bénéfices et synergies envisagés par la transaction se réaliseront.

En plus de l'information contenue aux documents de divulgation publique de Rite Aid, les lecteurs peuvent également consulter leur site Web à l'adresse [www.riteaid.com](http://www.riteaid.com).



# Rapport de gestion

Le rapport de gestion qui suit présente une analyse des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière de Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. (« la Compagnie » ou le « Groupe Jean Coutu ») pour le quatrième trimestre et l'exercice financier terminés le 4 juin 2007.

Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. exploite un réseau de 328 établissements franchisés au Canada, tous situés dans les provinces de Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario (sous les bannières PJC Jean Coutu, PJC Clinique et PJC Santé Beauté). La Compagnie détient une participation importante dans Rite Aid Corporation (« Rite Aid »), un des chefs de file des chaînes de pharmacies aux États-Unis, qui affiche des revenus de plus de 27 milliards de dollars et qui compte environ 5 100 établissements situés dans 31 états et dans le district de Columbia, fortement représenté autant sur la côte est que sur la côte ouest.

Dans le présent rapport de gestion, la direction a eu recours à certaines mesures qui ne sont pas définies par les principes comptables généralement reconnus (« PCGR »). En effet, même si le bénéfice d'exploitation avant amortissements (« BEAA »), le BEAA avant frais de restructuration et le bénéfice (ou le bénéfice par action) avant éléments spécifiques ne constituent pas des mesures de performance reconnues selon les PCGR du Canada, la direction, les investisseurs et les analystes les utilisent afin d'évaluer la performance de la Compagnie en matière de finances et d'exploitation. De plus, la méthode utilisée pour le calcul de ces mesures par la Compagnie peut être différente de celle utilisée par d'autres entreprises. Dans le présent rapport, nous avons rapproché ces mesures du bénéfice net, une mesure de performance établie selon les PCGR du Canada.

## PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En conformité avec les PCGR du Canada, la Compagnie présente l'ensemble de son information financière en dollars américains. Le présent rapport de gestion doit être lu concurremment avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires établis en date du 4 juin 2007 ainsi qu'avec les documents déposés récemment par la Compagnie.

Le calendrier de fins de périodes de la Compagnie est basé sur le calendrier de marchandisage 4-5-4 de la « *National Retail Federation* » aux États-Unis. Par conséquent, l'exercice de la Compagnie comprend habituellement 52 semaines, mais comporte 53 semaines tous les cinq ou six ans. L'exercice qui s'est terminé le 4 juin 2007 comprenait exceptionnellement 53 semaines et deux jours pour tenir compte de la vente des opérations américaines, plus amplement décrite dans ce rapport, alors que l'exercice financier qui s'est terminé le 27 mai 2006 en comprenait 52. Une nouvelle date de fin d'exercice financier est en vigueur depuis le 5 juin 2007. En effet, la Compagnie a décidé de reporter sa date de fin d'exercice financier au samedi se rapprochant le plus du 29 février ou du 1<sup>er</sup> mars pour coïncider dorénavant avec celle de Rite Aid.

Les lecteurs peuvent obtenir des renseignements et des documents complémentaires sur la Compagnie par l'entremise du site Internet [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Ce rapport de gestion contient des « déclarations prospectives » qui comportent des risques et des incertitudes et qui se fondent sur les attentes, les estimations, les projections et les hypothèses actuelles de la Compagnie qui ont été faites par le Groupe en fonction de son expérience et de sa perception des tendances historiques. Toutes les déclarations qui ont trait à des attentes ou des projections concernant l'avenir, y compris des déclarations sur la stratégie de Groupe Jean Coutu en matière de croissance, les coûts, les résultats d'exploitation ou les résultats financiers sont des déclarations prospectives. Toutes les déclarations autres que les déclarations de faits historiques comprises dans ce rapport de gestion, y compris les déclarations concernant les perspectives du secteur d'activités de la Compagnie et les perspectives, les projets, la situation financière et la stratégie d'affaires de la Compagnie, peuvent constituer des déclarations prospectives au sens de la législation et de la réglementation canadiennes en valeurs mobilières. Certaines déclarations prospectives peuvent être reconnues en raison de l'emploi de la marque du futur ou du conditionnel ou de certains termes comme « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « prévoir », « planifier », « croire » ou « continuer » ou de la forme négative de ces termes ou des variations de ces termes ou d'une terminologie semblable. Bien que la Compagnie soit d'avis que les attentes reflétées dans ces déclarations prospectives soient raisonnables, elle ne peut garantir qu'elles s'avéreront exactes. Ces déclarations ne garantissent pas le rendement futur et comprennent un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses. Ces déclarations ne tiennent pas compte de l'effet possible d'éléments non récurrents ou de fusions, d'acquisitions, d'aliénations, de radiation d'actifs ou d'autres opérations ou charges qui pourraient être annoncés ou qui pourraient avoir lieu après la date des présentes. Bien que la liste ci-dessous ne soit pas exhaustive, certains facteurs importants qui pourraient influencer sur nos résultats d'exploitation, notre situation financière et nos flux de trésorerie futurs et qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans ces déclarations prospectives sont les conditions économiques et financières et la conjoncture du marché, les variations cycliques et saisonnières dans notre secteur d'activités, les changements de réglementation en ce qui a trait à la vente de médicaments d'ordonnance, la capacité d'attirer et de retenir les pharmaciens, l'intensité de la concurrence dans notre secteur d'activités, certains risques liés à la propriété, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, des modifications technologiques qui affectent la demande à l'égard de nos produits et services, des interruptions de travail, y compris d'éventuelles grèves et des protestations de travailleurs, des modifications aux lois et aux règlements ou à leur interprétation, les modifications des règlements sur les impôts et des prises de positions comptables, le succès du modèle d'affaires de la Compagnie, la réputation des fournisseurs et des marques et le bien-fondé des hypothèses de la direction et d'autres facteurs indépendants de notre volonté.

Ces facteurs et d'autres pourraient faire en sorte que notre rendement et nos résultats financiers réels des périodes futures diffèrent considérablement des estimations ou projections concernant notre rendement ou nos résultats futurs exprimés, explicitement ou implicitement, dans ces déclarations prospectives. Les investisseurs et autres personnes sont avisés de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. Pour plus d'information sur les risques, les incertitudes et les hypothèses qui feraient en sorte que les résultats réels de la Compagnie diffèrent des attentes actuelles, veuillez également vous reporter aux documents publics de la Compagnie disponibles à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) ou [www.jeancoutu.com](http://www.jeancoutu.com). D'autres détails et descriptions de ces facteurs et d'autres facteurs se retrouvent dans la notice annuelle sous la rubrique intitulée « Facteurs de risque » et dans la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion. Nous rejetons expressément toute obligation ou intention de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives, que ce soit par suite d'une nouvelle information, d'événements futurs ou autrement, à moins que les lois applicables en matière de valeurs mobilières ne nous y obligent.

## DÉFINITION DE CERTAINES DONNÉES FINANCIÈRES

### Revenus

Les revenus sont composés du chiffre d'affaires des réseaux canadien et américain ainsi que des autres produits tirés des activités de franchisage et des ventes au détail.

**Canada :** Les ventes de marchandises aux franchisés PJC, par l'intermédiaire de nos centres de distribution, représentent la majeure partie de notre chiffre d'affaires au Canada. Les ventes au détail des établissements franchisés PJC ne sont pas incluses dans nos revenus. Toute variation dans les ventes au détail de ces établissements a cependant une incidence directe sur nos revenus puisque les franchisés PJC se procurent la plus grande part de leurs marchandises auprès de nos centres de distribution. Les autres produits proviennent des redevances versées par les franchisés en fonction d'un pourcentage des ventes au détail, des revenus de location et de l'imputation de frais pour certains services dont bénéficient les franchisés.

**États-Unis :** Notre chiffre d'affaires aux États-Unis inclut les ventes au détail réalisées par nos établissements sous les bannières Brooks et Eckerd. Les autres produits incluent les revenus provenant de la location de nos propriétés à des tiers.

### Bénéfice brut

Le bénéfice brut est calculé de la manière suivante : le chiffre d'affaires, moins le coût des marchandises vendues par nos centres de distribution, en ce qui concerne nos opérations canadiennes, ou moins le coût des marchandises vendues (y compris les coûts de distribution et le coût estimatif des pertes d'inventaire) dans les établissements de notre réseau américain.

### Frais généraux et d'exploitation

Les frais généraux et d'exploitation incluent les coûts liés à la rémunération et aux avantages sociaux, aux loyers, à la publicité, aux réparations et à l'entretien, aux assurances et aux honoraires professionnels.

### Bénéfice d'exploitation avant amortissements (« BEAA ») et BEAA avant frais de restructuration

Le BEAA et BEAA avant frais de restructuration ne sont pas des mesures de performance définies selon les PCGR du Canada. Cependant, la direction utilise ces mesures afin d'évaluer la performance opérationnelle et financière de ses secteurs isolables. Nous croyons que le BEAA et le BEAA avant frais de restructuration constituent des mesures additionnelles utilisées par les investisseurs afin d'évaluer le rendement de l'exploitation d'une entreprise et sa capacité à respecter ses obligations financières. Le BEAA et le BEAA avant frais de restructuration ne représentent toutefois pas, et ne devraient pas être utilisés comme une alternative au bénéfice net ou aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation tels que définis par les PCGR du Canada. Par ailleurs, le BEAA et le BEAA avant frais de restructuration ne constituent pas nécessairement un indice que les flux de trésorerie seront suffisants pour nous permettre de respecter nos obligations financières. Enfin, notre définition du BEAA et du BEAA avant frais de restructuration ne se compare pas nécessairement à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises.

### Bénéfice (ou bénéfice par action) avant éléments spécifiques

Le bénéfice avant éléments spécifiques et le bénéfice par action avant éléments spécifiques ne sont pas des mesures reconnues selon les PCGR. La Compagnie croit qu'il est utile pour les investisseurs d'être informés des éléments importants de nature inhabituelle ou non répétitive qui ont influé positivement ou négativement sur les mesures qu'elle applique en conformité avec les PCGR et que les mesures non conformes aux PCGR mentionnées précédemment procurent aux investisseurs une mesure de performance permettant de comparer ses résultats entre les périodes sans tenir compte de ces éléments. Les mesures de la Compagnie qui excluent certains éléments n'ont aucune signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures similaires présentées par d'autres compagnies; par conséquent, elles ne doivent pas être prises en compte isolément.

## DONNÉES FINANCIÈRES

Le tableau ci-dessous présente une sélection de données ainsi que les résultats d'exploitation de la Compagnie pour les exercices financiers terminés le 4 juin 2007 et le 27 mai 2006.

<i>(en millions de dollars américains, sauf les données par action)</i>	2007			2006		
	Canada \$	États-Unis \$	Consolidées \$	Canada \$	États-Unis \$	Consolidées \$
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 697,2</b>	<b>9 772,5</b>	<b>11 469,7</b>	1 458,2	9 495,9	10 954,1
Coût des marchandises vendues	<b>1 547,7</b>	<b>7 289,5</b>	<b>8 837,2</b>	1 324,0	7 077,2	8 401,2
<b>Bénéfice brut</b>	<b>149,5</b>	<b>2 483,0</b>	<b>2 632,5</b>	134,2	2 418,7	2 552,9
En % du chiffre d'affaires	<b>8,8 %</b>	<b>25,4 %</b>	<b>23,0 %</b>	9,2 %	25,5 %	23,3 %
Autres produits <sup>(1)</sup>	<b>196,5</b>	<b>13,3</b>	<b>209,8</b>	181,0	11,8	192,8
Frais généraux et d'exploitation	<b>155,0</b>	<b>2 154,3</b>	<b>2 309,3</b>	150,2	2 098,9	2 249,1
Frais de restructuration	-	<b>54,3</b>	<b>54,3</b>			
<b>Bénéfice d'exploitation avant amortissements</b>	<b>191,0</b>	<b>287,7</b>	<b>478,7</b>	165,0	331,6	496,6
Amortissements <sup>(1)</sup>	<b>16,8</b>	<b>54,2</b>	<b>71,0</b>	15,9	215,8	231,7
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>174,2</b>	<b>233,5</b>	<b>407,7</b>	149,1	115,8	264,9
Frais financiers			<b>215,6</b>			205,1
Gain sur la cession du secteur de vente au détail			<b>(139,3)</b>			
Pertes encourues suite aux remboursements anticipés des dettes			<b>168,3</b>			
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices</b>			<b>163,1</b>			59,8
Impôts sur les bénéfices (recouvrement)			<b>22,3</b>			(44,0)
<b>Bénéfice net</b>			<b>140,8</b>			103,8
Par action			<b>0,54</b>			0,40
<b>Bénéfice avant éléments spécifiques</b>			<b>107,8</b>			114,7
Par action			<b>0,41</b>			0,44

<sup>(1)</sup> L'amortissement des incitatifs versés aux franchisés est inclus à l'item « Amortissements » plutôt qu'à l'item « Autres produits » tel que présenté dans les états financiers consolidés.



	2007 \$	2006 \$
<i>(en millions de dollars américains, sauf les données sur la croissance et les données par action)</i>		
<b>Performance des réseaux – Vente au détail</b>		
Canada <sup>(1)</sup>	2 771,7	2 441,8
États-Unis	9 772,5	9 495,9
	<b>12 544,2</b>	<b>11 937,7</b>
<b>Croissance des ventes au détail – établissements comparables <sup>(2)</sup></b>		
<b>Canada <sup>(1)</sup></b>		
Total	<b>6,8 %</b>	4,3 %
Secteur pharmaceutique	<b>8,4 %</b>	7,0 %
Secteur commercial	<b>4,7 %</b>	0,6 %
<b>États-Unis</b>		
Total	<b>1,3 %</b>	1,2 %
Secteur pharmaceutique	<b>1,5 %</b>	2,0 %
Secteur commercial	<b>0,5 %</b>	(1,1) %
<b>Rapprochement du BEAA et du BEAA avant frais de restructuration avec le bénéfice net</b>		
<b>Bénéfice net</b>	<b>140,8</b>	103,8
Frais financiers	<b>215,6</b>	205,1
Gain sur la cession du secteur de vente au détail	<b>(139,3)</b>	-
Pertes encourues suite aux remboursements anticipés des dettes	<b>168,3</b>	-
Impôts sur les bénéfices (recouvrement)	<b>22,3</b>	(44,0)
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>407,7</b>	264,9
Amortissements selon les états financiers	<b>67,1</b>	227,9
Amortissements des incitatifs versés aux franchisés <sup>(3)</sup>	<b>3,9</b>	3,8
<b>Bénéfice d'exploitation avant amortissements (« BEAA »)</b>	<b>478,7</b>	496,6
Frais de restructuration	<b>54,3</b>	-
<b>BEAA avant frais de restructuration</b>	<b>533,0</b>	496,6

<sup>(1)</sup> Les ventes au détail des établissements franchisés ne sont pas incluses dans les états financiers consolidés.

<sup>(2)</sup> La croissance est calculée en monnaie locale et établie sur une base de périodes de temps comparables.

<sup>(3)</sup> L'amortissement des incitatifs versés aux franchisés est inclus dans les autres produits dans les états financiers consolidés.

(en millions de dollars américains, sauf les données par action)

2007  
\$

2006  
\$

### Rapprochement du bénéfice et du bénéfice par action avant éléments spécifiques

(tous les montants sont présentés, lorsqu'applicable, déduction faite des impôts)

<b>Bénéfice net</b>	<b>140,8</b>	103,8
Frais de restructuration	<b>31,6</b>	-
Renversement de l'amortissement du secteur vente au détail lors de la consolidation	<b>(105,3)</b>	-
Pertes (gains) de change non réalisées sur éléments monétaires	<b>(0,2)</b>	10,9
Gain sur la cession du secteur de vente au détail	<b>(76,6)</b>	-
Pertes encourues suite aux remboursements anticipés des dettes	<b>117,5</b>	-
<b>Bénéfice avant éléments spécifiques</b>	<b>107,8</b>	114,7
<b>Bénéfice par action</b>	<b>0,54</b>	0,40
Frais de restructuration	<b>0,12</b>	-
Renversement de l'amortissement du secteur vente au détail lors de la consolidation	<b>(0,41)</b>	-
Pertes (gains) de change non réalisées sur éléments monétaires	-	0,04
Gain sur la cession du secteur de vente au détail	<b>(0,29)</b>	-
Pertes encourues suite aux remboursements anticipés des dettes	<b>0,45</b>	-
<b>Bénéfice par action avant éléments spécifiques</b>	<b>0,41</b>	0,44

### DONNÉES SUR LE TAUX DE CHANGE

La présentation des résultats financiers de la Compagnie en dollars américains fournit aux actionnaires des renseignements plus pertinents, compte tenu du fait que la majeure partie de ses activités se déroule aux États-Unis et que sa dette est libellée en dollars américains. Le tableau ci-dessous présente les taux de change en fonction des taux de clôture de la « *Federal Reserve Bank of New York* », exprimés en dollars américains par tranche de 1,00 \$ CA.

	4 juin 2007	27 mai 2006	28 mai 2005
Taux moyen <sup>(1)</sup>	<b>0,8808</b>	0,8513	0,7937
Taux de clôture	<b>0,9453</b>	0,9032	0,7946

<sup>(1)</sup> Moyenne des taux de change acheteurs à midi pour chaque jour de la période indiquée.

## DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES CHOISIES

	Exercice financier terminé le 4 juin 2007 \$	Exercice financier terminé le 27 mai 2006 \$	Exercice financier terminé le 28 mai 2005 \$
<i>(en millions de dollars américains, sauf les données par action)</i>			
<b>Revenus</b>	<b>11 675,6</b>	11 143,1	9 617,4
<b>BEAA</b>	<b>478,7</b>	496,6	452,7
<b>BEAA avant frais de restructuration</b>	<b>533,0</b>	496,6	452,7 104,4
<b>Bénéfice net</b>	<b>140,8</b>	103,8	0,41
Par action	<b>0,54</b>	0,40	
<b>Bénéfice avant éléments spécifiques</b>	<b>107,8</b>	114,7	112,2
Par action	<b>0,41</b>	0,44	0,44
<b>Dividende en espèces par action (\$CA)</b>	<b>0,12</b>	0,12	0,12
<b>Total de l'actif</b>	<b>2 208,2</b>	5 591,0	5 694,9
<b>Total du passif à long terme</b>	<b>34,7</b>	2 719,1	2 976,6

## COMPARAISON DES EXERCICES FINANCIERS TERMINÉS LES 4 JUIN 2007 ET 27 MAI 2006

### Bénéfice net

Pour l'exercice financier terminé le 4 juin 2007, le bénéfice net s'élevait à 140,8 millions de dollars (0,54 \$ par action), comparativement à un bénéfice net de 103,8 millions de dollars (0,40 \$ par action) pour l'exercice financier terminé le 27 mai 2006.

Les ventes ainsi que la performance opérationnelle du réseau canadien se sont améliorées comparativement à l'exercice financier 2006 alors que les ventes du réseau américain ont été acceptables malgré les défis encourus précédant la clôture de la transaction avec Rite Aid.

Le 23 août 2006, la Compagnie a conclu une entente définitive avec Rite Aid par laquelle elle disposerait de son réseau aux États-Unis. Le 1<sup>er</sup> juin 2007, les deux compagnies annonçaient que la « *Federal Trade Commission* » (« *FTC* ») ainsi que les agences réglementaires de certains états exigeaient que Rite Aid se départisse de 26 de ses établissements dans neuf états et que la période d'attente prévue par la « *Hart Scott-Rodino Act* » était échu, permettant ainsi aux parties de procéder à la clôture de la transaction. Le 4 juin 2007, la Compagnie concluait avec Rite Aid la vente de son réseau américain comprenant 1 854 établissements corporatifs en échange d'une contrepartie en espèces de 2,300 milliards de dollars, sous réserve d'un ajustement de fonds de roulement présentement estimé à 14,4 millions de dollars en faveur de la Compagnie et de 250,0 millions d'actions ordinaires de Rite Aid, pour une participation d'environ 32 % dans les capitaux propres et un droit de vote de 30 % dans la nouvelle compagnie. Le gain sur la cession du secteur de vente au détail s'élevait à 139,3 millions de dollars (76,6 millions de dollars, déduction faite des impôts). Les pertes encourues suite aux remboursements anticipés des prêts à terme et des billets, effectués en utilisant la contrepartie reçue en espèces dans le cadre de la transaction avec Rite Aid, s'élevaient à 168,3 millions de dollars (117,5 millions de dollars, déduction faite des impôts). Les lecteurs sont invités à consulter les notes 4 et 14 des états financiers consolidés pour plus d'information.

Depuis le 23 août 2006, la Compagnie a cessé d'amortir les actifs relatifs à ses opérations américaines puisqu'ils étaient présentés à titre d'actifs destinés à la vente. Une charge d'amortissement de 181,0 millions de dollars a été renversée lors de la consolidation au cours de l'exercice financier 2007.

Le bénéfice avant éléments spécifiques s'établissait à 107,8 millions de dollars (0,41 \$ par action), comparativement à 114,7 millions de dollars (0,44 \$ par action) lors de l'exercice financier précédent.

## Revenus

Le total des revenus, qui inclut le chiffre d'affaires et les autres produits, a augmenté de 532,5 millions de dollars, ou 4,8 % et s'élevait à 11,676 milliards de dollars pour l'exercice financier terminé le 4 juin 2007, comparativement à 11,143 milliards de dollars pour l'exercice financier terminé le 27 mai 2006.

**Canada :** Les revenus générés par nos activités au Canada ont connu un taux de croissance au-dessus de la barre des 10 % au cours de l'exercice financier 2007 et s'élevaient à 1,890 milliard de dollars pour la période se terminant le 4 juin 2007, soit une augmentation de 254,4 millions, ou 15,6 %, comparativement à la période se terminant le 27 mai 2006. Au Canada, nos revenus ont augmenté de 11,9 %, en excluant l'impact des fluctuations du taux de change. Cette augmentation s'explique en partie par le fait que le présent exercice financier comprenait 53 semaines et deux jours alors que l'exercice financier 2006 en comprenait 52. Sur une base de périodes comparables, les revenus canadiens de l'exercice financier 2007 ont augmenté de 9,8 % en dollars canadiens. Au cours de l'exercice financier 2007, neuf établissements du réseau d'établissements franchisés PJC ont ouvert leurs portes, dont cinq établissements étaient des relocalisations, comparativement à 12 ouvertures, six relocalisations et cinq acquisitions au cours de l'exercice financier 2006. Par ailleurs, dix établissements ont fait l'objet d'importantes rénovations et huit autres ont été agrandis au cours de l'exercice financier 2007 comparativement à quatre et quatre respectivement au cours de l'exercice financier 2006. Enfin, trois établissements ont également fermé leurs portes au cours de l'exercice financier 2007 comparativement à cinq au cours de l'exercice financier 2006. En date du 4 juin 2007, le réseau PJC comprenait 328 établissements. La croissance du chiffre d'affaires a été générée par les ouvertures, les rénovations et les relocalisations d'établissements du réseau réalisées antérieurement. En comparaison avec l'exercice financier 2006, les ventes au détail totales de PJC pour l'exercice financier 2007, sur une base d'établissements comparables et en dollars canadiens, ont augmenté de 6,8 %, les ventes du secteur pharmaceutique se sont accrues de 8,4 % et celles du secteur commercial de 4,7 %.

**États-Unis :** Les revenus générés par nos activités aux États-Unis ont atteint 9,786 milliards de dollars pour la période se terminant le 4 juin 2007, en hausse de 278,1 millions de dollars, ou 2,9 %, comparativement à l'année précédente. Au cours de l'exercice financier 2007, sur une base d'établissements et de périodes comparables, les ventes au détail totales ont augmenté de 1,3 %, celles de la section pharmaceutique se sont accrues de 1,5 % alors que celles de la section commerciale affichaient une augmentation de 0,5 % comparativement à l'année précédente. Au cours de l'exercice financier 2007, 17 nouveaux établissements ont ouvert leurs portes dont 10 étaient des relocalisations, quatre établissements ont été acquis alors que 15 ont été fermés, ce qui portait à 1 854 le nombre d'établissements de notre réseau américain Brooks et Eckerd en date du 4 juin 2007, tout juste avant la transaction de clôture avec Rite Aid. Au cours de l'exercice financier 2006, 38 nouveaux établissements avaient ouvert leurs portes, dont 19 relocalisations et deux acquisitions, et 85 avaient été fermés, ce qui portait à 1,858 le nombre d'établissements Brooks et Eckerd dans notre réseau américain en date du 27 mai 2006.

Le chiffre d'affaires de Brooks Eckerd, pour le secteur de la pharmacie et sur une base d'établissements comparables, s'est encore amélioré malgré la conversion de médicaments d'origine en médicaments génériques, dont le prix est généralement moins élevé et offre une marge brute plus importante au détaillant en pharmacie. L'effet de la conversion des produits d'origine vers des produits génériques sur la croissance des ventes pharmaceutiques a été de 4,4 % au cours de l'exercice financier 2007 comparativement à 2,3 % au cours de l'exercice financier 2006. En mai 2007, les médicaments génériques représentaient 61,9 % des ventes pharmaceutiques totales comparativement à 57,1 % en mai 2006. Le taux de substitution des médicaments génériques, qui est le taux utilisé dans les établissements Brooks Eckerd lorsqu'on substitue les médicaments d'origine par leur équivalent générique lors de l'exécution d'une ordonnance, est passé de 94,0 % au cours de l'exercice financier 2006 pour atteindre 95,3 % au cours de l'exercice financier 2007 et atteignait 95,6 % en mai 2007. Cette augmentation du taux de substitution a eu un effet positif sur la marge bénéficiaire de la section pharmaceutique. Les ordonnances générées par le programme « *Medicare Part D* » représentaient 16,0 % des ventes pharmaceutiques totales réalisées en mai 2007. Les programmes de santé couverts par les tiers-payeurs représentaient 96,1 % des ventes de la section pharmaceutique au cours de l'exercice financier 2007 comparativement à 95,6 % lors de l'exercice financier 2006. Les ventes du secteur commercial étaient encore affectées par la baisse des ventes dans la catégorie photo, atténuées toutefois par une augmentation de 52 % des ventes du secteur de l'impression numérique. La baisse des ventes des produits de la catégorie photo a eu un impact de 1,2 % sur les ventes du secteur commercial au cours de l'exercice financier 2007. La croissance des ventes du secteur commercial a également été affectée par la moins grande disponibilité de certains produits de marque maison et autres produits jusqu'à la fin de l'exercice financier 2007 et en raison de la transaction à intervenir avec Rite Aid. Les ventes de produits de santé, de beauté et de consommation courante affichaient la meilleure performance de toutes les catégories du secteur commercial.

### **Bénéfice brut**

**Canada :** Le bénéfice brut généré par les activités canadiennes s'établissait à 149,5 millions de dollars pour l'exercice financier terminé le 4 juin 2007 comparativement à 134,2 millions de dollars pour l'exercice financier terminé le 27 mai 2006. La marge bénéficiaire brute était de 8,8 % au cours de l'exercice financier terminé le 4 juin 2007 comparativement à 9,2 % pour l'exercice financier terminé le 27 mai 2006.

**États-Unis :** Le bénéfice brut généré par les activités américaines s'établissait à 2,483 milliards de dollars pour l'exercice financier terminé le 4 juin 2007, comparativement à 2,419 milliards de dollars pour l'exercice financier terminé le 27 mai 2006. La marge bénéficiaire brute de nos activités américaines exprimée en pourcentage s'élevait à 25,4 % au cours de l'exercice financier terminé le 4 juin 2007 comparativement à 25,5 % pour la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006.

### **Autres produits**

Les autres produits, qui sont inclus dans le total des revenus dans les états financiers consolidés de la Compagnie, s'élevaient à 205,9 millions de dollars pour l'exercice financier 2007 alors qu'ils s'élevaient à 189,0 millions de dollars pour l'exercice financier 2006. Cette augmentation est principalement attribuable à l'impact des ventes au détail additionnelles sur les redevances, l'ajout de journées additionnelles à l'exercice financier 2007 et aux fluctuations du taux de change sur les revenus provenant de l'exploitation canadienne.

### **Frais généraux et d'exploitation**

Pour l'exercice financier terminé le 4 juin 2007, les frais généraux et d'exploitation s'élevaient à 2,309 milliards de dollars, en hausse de 60,2 millions ou 2,7 % par rapport à 2,249 milliards de dollars pour l'exercice financier terminé le 27 mai 2006. Ces frais représentaient 19,8 % des revenus comparativement à 20,2 % lors de l'exercice financier précédent.

**Canada :** Les frais généraux et d'exploitation représentaient 8,2 % des revenus au Canada pour l'exercice financier 2007 comparativement à 9,2 % pour l'exercice financier précédent. Cette amélioration reflète une meilleure imputation des coûts indirects fixes grâce à l'augmentation des revenus.

**États-Unis :** Les frais généraux et d'exploitation représentaient 22,0 % des revenus aux États-Unis comparativement à 22,1 % lors de l'année précédente. Les frais généraux et d'exploitation s'élevaient à 2,099 milliards de dollars au cours de l'exercice financier 2006 et ont atteint 2,154 milliards de dollars au cours de l'exercice financier 2007, soit une augmentation de 55,4 millions de dollars ou 2,6 %.

### **Frais de restructuration**

La Compagnie a mis en place un programme de rémunération de transition relativement à la cession du secteur de vente au détail. Les coûts relatifs à ce programme totalisent 54,3 millions de dollars (31,6 millions de dollars, déduction faite des impôts) pour l'exercice financier 2007.

### **BEAA**

Le BEAA de l'exercice financier 2007 a été principalement affecté par certains frais reliés au programme de rémunération de transition relativement à la transaction. Le BEAA avant frais de restructuration a augmenté et s'établissait à 533,0 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2007 comparativement à 496,6 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2006. Cette augmentation s'explique par les journées additionnelles pour l'année financière se terminant le 4 juin 2007. Exprimé en pourcentage des revenus, le BEAA avant frais de restructuration atteignait 4,6 % comparativement à 4,5 % lors de l'exercice financier 2006.

Le BEAA des opérations canadiennes s'établissait à 191,0 millions de dollars pour l'exercice financier terminé le 4 juin 2007 comparativement à 165,0 millions de dollars lors de l'exercice financier terminé le 27 mai 2006, soit une hausse de 15,8 % ou 12,0 % en devises locales. Cette augmentation est attribuable à une amélioration des performances opérationnelles. Le BEAA avant frais de restructuration des opérations américaines a augmenté et s'établissait à 342,0 millions de dollars pour l'exercice financier 2007 comparativement à 331,6 millions de dollars lors de l'exercice financier 2006.

### **Amortissements**

Les frais d'amortissements ont diminué au cours de l'exercice financier 2007 et s'élevaient à 67,1 millions de dollars, en baisse de 160,8 millions comparativement à 227,9 millions de dollars pour l'exercice financier 2006. Depuis le 23 août 2006, la Compagnie a cessé d'amortir les actifs relatifs à ses opérations américaines puisqu'ils étaient présentés à titre d'actifs destinés à la vente. Une charge d'amortissements de 181,0 millions de dollars a été renversée lors de la consolidation au cours de l'exercice financier 2007.

### **Frais financiers**

Pour l'exercice financier 2007, les frais financiers s'élevaient à 215,6 millions de dollars, soit une augmentation de 10,5 millions de dollars comparativement à 205,1 millions de dollars pour l'exercice financier 2006. Cette augmentation est attribuable à une hausse du taux moyen d'intérêt et aux journées additionnelles au cours de l'exercice financier 2007. La moyenne pondérée des taux d'intérêt de la dette à long terme de la Compagnie s'établissait à 8,0 % lors de l'exercice financier 2007 comparativement à 7,4 % lors de l'exercice financier 2006.

### **Impôts sur les bénéfices**

Pour l'exercice financier 2007, la charge d'impôts s'élevait à 22,3 millions de dollars comparativement à un recouvrement de 44,0 millions de dollars pour l'exercice financier 2006. Le faible taux d'imposition effectif pour l'exercice financier 2007 résulte de la structure de financement mise en place dans le cadre de l'acquisition d'Eckerd. La charge d'impôts sur les bénéfices de l'exercice financier 2007 inclut un montant de 62,7 millions de dollars relié au gain sur la cession du secteur de vente au détail. Cette charge inclut un montant de 58,7 millions de dollars relié au démantèlement de la structure de financement. Cette charge ne tient pas compte des modifications aux propositions législatives. Dans l'éventualité où ces mesures législatives devenaient pratiquement en vigueur, il est prévu que cette charge de 58,7 millions de dollars (0,22 \$ par action) sera renversée. Les lecteurs sont invités à consulter la note 7 des états financiers consolidés pour plus d'information.

## **COMPARAISON DES EXERCICES FINANCIERS TERMINÉS LES 27 MAI 2006 ET 28 MAI 2005**

### **Bénéfice net**

Pour l'exercice financier terminé le 27 mai 2006, le bénéfice net s'élevait à 103,8 millions de dollars (0,40 \$ par action), comparativement à un bénéfice net de 104,4 millions de dollars (0,41 \$ par action) pour l'exercice financier terminé le 28 mai 2005. Le bénéfice avant éléments spécifiques, constitué des pertes de change non réalisées sur éléments monétaires, s'établissait à 114,7 millions de dollars (0,44 \$ par action), comparativement à 112,2 millions de dollars (0,44 \$ par action) lors de l'exercice financier précédent.

### **Revenus**

Le total des revenus, qui inclut le chiffre d'affaires et les autres produits, a augmenté de 1,526 milliard de dollars, ou 15,9 % et s'élevait à 11,143 milliards de dollars pour la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006, comparativement à 9,617 milliards de dollars pour l'exercice financier terminé le 28 mai 2005.

**Canada :** Les revenus générés par nos activités au Canada ont connu un taux de croissance au-dessus de la barre des 10 % au cours de l'exercice financier 2006 et s'élevaient à 1,635 milliard de dollars, soit une augmentation de 229,2 millions, ou 16,3 %, comparativement à des revenus de 1,406 milliard de dollars pour l'exercice financier 2005. Exclusion faite des fluctuations du taux de change, les revenus générés par nos activités au Canada ont augmenté de 8,5 %. Au cours de l'exercice financier 2006, 12 établissements ont ouvert leurs portes, dont six établissements ont été relocalisés, et cinq pharmacies ont été acquises dans le réseau d'établissements franchisés PJC, comparativement à sept ouvertures et cinq relocalisations au cours de l'exercice financier 2005. Par ailleurs, quatre établissements ont fait l'objet d'importantes rénovations et quatre autres ont été agrandis au cours de l'exercice financier 2006 comparativement à sept et six respectivement au cours de l'exercice financier 2005. Enfin, cinq établissements ont également fermé leurs portes au cours de l'exercice financier 2006. La croissance du chiffre d'affaires a été générée par les ouvertures, les rénovations et les relocalisations d'établissements du réseau réalisées antérieurement, ainsi que par la hausse des ventes au détail de PJC sur une base d'établissements comparables. Pour l'exercice financier terminé le 27 mai 2006, comparativement à l'exercice financier terminé le 28 mai 2005, sur une base d'établissements comparables et en dollars canadiens, le total des ventes au détail PJC a augmenté de 4,3 %, les ventes du secteur pharmaceutique se sont accrues de 7,0 % et celles du secteur commercial de 0,6 %.

**États-Unis :** Les revenus générés par nos activités aux États-Unis ont atteint 9,508 milliards de dollars pour l'exercice financier terminé le 27 mai 2006, en hausse de 1,297 milliard de dollars, ou 15,8 %, comparativement à des revenus de 8,211 milliards de dollars pour l'exercice financier 2005. Cette augmentation est principalement attribuable aux revenus additionnels de 1,297 milliard de dollars générés par les pharmacies Eckerd acquises pour les 52 semaines terminées le 27 mai 2006 comparativement à 43 semaines au cours de l'exercice financier de 2005, nette de la perte de ventes liées à la fermeture des 78 pharmacies Eckerd au cours du premier trimestre de l'exercice financier 2006. Les revenus générés par ces établissements représentaient 156,8 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2005. La tendance des ventes dans les établissements Brooks et Eckerd s'est améliorée dans les secteurs pharmaceutique et commercial. Sur une base d'établissements comparables, les ventes au détail totales ont connu une augmentation de 1,2 %, celles du secteur pharmaceutique se sont accrues de 2,0 % et celles du secteur commercial ont diminué de 1,1 % comparativement à l'exercice financier précédent. Ces données incluent les ventes des pharmacies Eckerd, sur une base d'établissements comparables, depuis le 1<sup>er</sup> août 2005, soit après une année complète d'exploitation des établissements par la Compagnie. Au cours de l'exercice financier 2006, 38 nouveaux établissements ont ouvert leurs portes, dont 19 relocalisations, deux établissements ont été acquis et 85 ont été fermés, ce qui portait à 1 858 le nombre d'établissements Brooks et Eckerd dans notre réseau américain au 27 mai 2006. Au cours de l'exercice financier 2005, outre l'acquisition de 1 551 pharmacies, 117 nouveaux établissements ont ouvert leurs portes, dont 54 relocalisations, et 28 ont été fermés, ce qui portait à 1 922 le nombre d'établissements Brooks et Eckerd dans notre réseau américain en date du 28 mai 2005.

Dans le secteur pharmaceutique, le chiffre d'affaires a été défavorablement affecté par le remplacement des médicaments d'origine par des médicaments génériques dont le prix est généralement moins élevé et offre une marge brute plus importante au détaillant en pharmacie. Au cours des exercices financiers 2005 et 2006, les ventes du secteur pharmaceutique ont subi une diminution attribuable, en partie, au remplacement de plusieurs médicaments de marques populaires par des médicaments génériques et au transfert de certains de ces médicaments en produits offerts en vente libre. En pourcentage du nombre total d'ordonnances exécutées dans les pharmacies Brooks Eckerd, les médicaments génériques sont passés de 53,8 % en date du 28 mai 2005 à 57,1 % en date du 27 mai 2006. Le taux de substitution aux médicaments génériques, soit le taux auquel les pharmacies Brooks Eckerd substituent des médicaments d'origine par des médicaments génériques lorsque les ordonnances sont exécutées, a augmenté pour sa part de 93,8 % à 95,6 % pour les mois de mai 2005 et 2006 respectivement, ce qui a un effet positif sur les marges bénéficiaires dans le secteur pharmaceutique. L'impact du passage des médicaments d'origine aux médicaments génériques sur la croissance des ventes pharmaceutiques était de 2,3 % au cours de l'exercice financier 2006. Les régimes d'assurance maladie couverts par des tiers payeurs représentaient 95,6 % des ventes en pharmacie au cours de l'exercice financier 2006. En ce qui concerne le secteur commercial, la tendance s'est également améliorée dans les catégories de produits de consommation courantes et de la santé et de la beauté, ainsi que dans les produits de marque maison. Cependant, comparativement à l'exercice financier précédent, les ventes au détail du secteur commercial ont enregistré une légère diminution en raison, principalement, de l'importante diminution des ventes dans la catégorie photo.

### **Bénéfice brut**

**Canada.** Le bénéfice brut généré par les activités canadiennes s'est amélioré et s'établissait à 134,2 millions de dollars pour l'exercice financier terminé le 27 mai 2006 comparativement à 118,0 millions de dollars pour l'exercice financier précédent. La marge bénéficiaire brute a légèrement diminué, à 9,2 %, au cours de l'exercice financier 2006 comparativement à 9,5 % au cours de l'exercice financier précédent.

**États-Unis.** Le bénéfice brut généré par les activités américaines s'établissait à 2,419 milliards de dollars pour l'exercice financier terminé le 27 mai 2006, comparativement à 2,041 milliards de dollars pour l'exercice financier précédent. Cette augmentation est attribuable à l'exploitation des pharmacies Eckerd au cours de la période complète de l'exercice financier 2006. La marge bénéficiaire brute de nos activités américaines exprimée en pourcentage s'est améliorée et s'élevait à 25,5 % pour l'exercice financier 2006 comparativement à 24,9 % pour l'exercice financier 2005. Cette amélioration est attribuable à l'augmentation de l'usage des médicaments génériques, ce qui a eu un effet positif sur les marges bénéficiaires du secteur pharmaceutique comparativement à l'année précédente ainsi qu'à la diminution des pertes en inventaire, attribuable aux programmes mis en oeuvre dans l'ensemble du réseau américain.

### **Autres produits**

Les autres produits, qui sont inclus dans le total des revenus dans les états financiers consolidés de la Compagnie, s'élevaient à 189,0 millions de dollars pour l'exercice financier 2006 alors qu'ils s'élevaient à 169,0 millions de dollars pour l'exercice financier précédent. Cette augmentation est attribuable à la fluctuation des taux de change.

### **Frais généraux et d'exploitation**

Pour l'exercice financier terminé le 27 mai 2006, les frais généraux et d'exploitation s'élevaient à 2,249 milliards de dollars, en hausse par rapport à 1,878 milliard de dollars pour l'exercice financier précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux activités d'Eckerd durant tout l'exercice financier 2006.

**Canada :** Les frais généraux et d'exploitation représentaient 9,2 % des revenus pour l'exercice financier 2006 comparativement à 9,4 % pour l'exercice financier 2005.

**États-Unis :** Les frais généraux et d'exploitation représentaient 22,1 % des revenus comparativement à 21,3 % pour l'exercice financier précédent aux États-Unis. La hausse normale des frais généraux et d'exploitation due à l'inflation n'a pas été compensée par une augmentation des ventes. De plus, l'implantation du programme *Medicare Part D Drug Benefit* et les initiatives destinées à assurer la croissance des ventes ont contribué à l'augmentation des salaires. La Compagnie a par ailleurs encouru certaines dépenses non récurrentes liées à des activités d'intégration au cours des exercices financiers 2006 et 2005.

### **BEAA**

Le BEAA s'est amélioré au cours de l'exercice financier 2006 et s'établissait à 496,6 millions de dollars comparativement à 452,7 millions de dollars pour l'exercice financier 2005. Le BEAA exprimé en pourcentage des revenus s'établissait à 4,5 % à la clôture de l'exercice financier 2006, une diminution par rapport à l'exercice financier précédent alors qu'il s'établissait à 4,7 %. L'augmentation du BEAA au cours de l'exercice financier 2006 est attribuable aux opérations d'Eckerd pour tout l'exercice financier comparativement à 43 semaines pour l'exercice financier de 2005, ainsi qu'à l'amélioration de la performance des opérations canadiennes existantes.

### **Amortissements**

Les frais d'amortissements ont augmenté au cours de l'exercice financier 2006 et s'élevaient à 227,9 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 32,6 millions de dollars par rapport à 195,3 millions de dollars pour l'exercice financier 2005. Cette augmentation reflète l'exploitation des pharmacies Eckerd acquises pour tout l'exercice financier 2006.

### **Frais financiers**

Pour l'exercice financier 2006, les frais financiers s'élevaient à 205,1 millions de dollars, soit une augmentation de 43,0 millions de dollars comparativement à 162,1 millions de dollars pour l'exercice financier précédent. Cette augmentation est attribuable à l'exploitation des pharmacies Eckerd acquises pour tout l'exercice financier 2006 comparativement à 43 semaines pour l'exercice financier 2005 ainsi qu'à la hausse des coûts d'intérêts sur une portion de 1,2 milliard de dollars de la dette portant intérêt à des taux variables (1,3 milliard en 2005). La moyenne pondérée des taux d'intérêt sur la dette à long terme de la Compagnie s'établissait à 7,4 % lors de l'exercice financier 2006 comparativement à 6,3 % lors de l'exercice financier 2005.

### **Impôts sur les bénéfices**

Pour l'exercice financier 2006, la Compagnie a enregistré un recouvrement d'impôts de 44,0 millions de dollars comparativement à un recouvrement de 12,6 millions de dollars pour l'exercice financier 2005. Le faible taux d'imposition effectif pour l'exercice financier 2006 résulte de la structure de financement mise en place dans le cadre de l'acquisition d'Eckerd.



## DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES, NON VÉRIFIÉES

### RÉSULTATS TRIMESTRIELS DES OPÉRATIONS

<i>(en millions de dollars américains, sauf les données par action)</i>	Exercice financier terminé le 4 juin 2007	T4 2007	T3 2007	T2 2006	T1 2007	Exercice financier terminé le 27 mai 2006	T4 2006	T3 2006	T2 2006	T1 2006
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>11 469,7</b>	<b>2 829,1</b>	<b>3 119,5</b>	<b>2 783,3</b>	<b>2 737,8</b>	<b>10 954,1</b>	<b>2 826,3</b>	<b>2 826,7</b>	<b>2 663,3</b>	<b>2 637,8</b>
Coût des marchandises vendues	8 837,2	2 173,0	2 400,4	2 143,5	2 120,3	8 401,2	2 171,9	2 170,3	2 037,8	2 021,2
<b>Bénéfice brut</b>	<b>2 632,5</b>	<b>656,1</b>	<b>719,1</b>	<b>639,8</b>	<b>617,5</b>	<b>2 552,9</b>	<b>654,4</b>	<b>656,4</b>	<b>625,5</b>	<b>616,6</b>
En pourcentage du chiffre d'affaires	23,0 %	23,2 %	23,1 %	23,0 %	22,6 %	23,3 %	23,2 %	23,2 %	23,5 %	23,4 %
Autres produits <sup>(1)</sup>	209,8	53,7	55,7	51,1	49,3	192,8	49,8	49,9	46,9	46,2
Frais généraux et d'exploitation	2 309,3	579,6	613,8	559,9	556,0	2 249,1	574,3	569,1	547,3	558,4
Frais de restructuration	54,3	25,8	8,2	9,7	10,6	-	-	-	-	-
<b>Bénéfice d'exploitation avant amortissements</b>	<b>478,7</b>	<b>104,4</b>	<b>152,8</b>	<b>121,3</b>	<b>100,2</b>	<b>496,6</b>	<b>129,9</b>	<b>137,2</b>	<b>125,1</b>	<b>104,4</b>
Amortissements <sup>(1)</sup>	71,0	4,4	4,3	4,1	58,2	231,7	45,6	62,3	62,2	61,6
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>407,7</b>	<b>100,0</b>	<b>148,5</b>	<b>117,2</b>	<b>42,0</b>	<b>264,9</b>	<b>84,3</b>	<b>74,9</b>	<b>62,9</b>	<b>42,8</b>
Frais financiers	215,6	67,7	52,1	44,9	50,9	205,1	52,9	52,8	48,7	50,7
Perte (reprise) de valeur sur actifs destinés à la vente			(108,0)	(12,0)	120,0	-	-	-	-	-
Gain sur la cession du secteur de vente au détail	(139,3)	(139,3)	-	-	-	-	-	-	-	-
Pertes encourues suite aux remboursements anticipés des dettes	168,3	168,3	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>163,1</b>	<b>3,3</b>	<b>204,4</b>	<b>84,3</b>	<b>(128,9)</b>	<b>59,8</b>	<b>31,4</b>	<b>22,1</b>	<b>14,2</b>	<b>(7,9)</b>
Impôts sur les bénéfices (recouvrement)	22,3	10,2	20,4	11,8	(20,1)	(44,0)	1,1	(9,5)	(16,6)	(19,0)
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>140,8</b>	<b>(6,9)</b>	<b>184,0</b>	<b>72,5</b>	<b>(108,8)</b>	<b>103,8</b>	<b>30,3</b>	<b>31,6</b>	<b>30,8</b>	<b>11,1</b>
Par action	0,54	(0,03)	0,70	0,28	(0,42)	0,40	0,12	0,12	0,12	0,04
<b>Bénéfice avant éléments spécifiques</b>	<b>107,8</b>	<b>19,4</b>	<b>39,8</b>	<b>30,8</b>	<b>17,8</b>	<b>114,7</b>	<b>41,5</b>	<b>31,9</b>	<b>29,0</b>	<b>12,3</b>
Par action	0,41	0,07	0,15	0,12	0,07	0,44	0,16	0,12	0,11	0,05

<sup>(1)</sup> L'amortissement des incitatifs versés aux franchisés est inclus à l'item « Amortissements » plutôt qu'à l'item « Autres produits » tel que présenté dans les états financiers consolidés.

- Le calendrier de fins de périodes de la Compagnie est basé sur le calendrier de marchandisage 4-5-4 de la « *National Retail Federation* » aux États-Unis. Par conséquent, l'exercice de la Compagnie comprend habituellement 52 semaines, mais comporte 53 semaines tous les cinq ou six ans. L'exercice qui s'est terminé le 4 juin 2007 comprenait exceptionnellement 53 semaines et deux jours pour tenir compte de la vente des opérations américaines, plus amplement décrite à la Note 4 des états financiers consolidés, alors que l'exercice financier qui s'est terminé le 27 mai 2006 en comprenait 52. Le troisième trimestre du présent exercice financier comprenait 14 semaines comparativement à 13 pour le troisième trimestre de l'exercice financier 2006 et le quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007 contient 13 semaines et 2 jours comparativement à 13 semaines pour le quatrième trimestre terminé le 27 mai 2006.
- Depuis le 23 août 2006, la Compagnie a cessé d'amortir les actifs relatifs à ses opérations américaines puisqu'ils étaient présentés à titre d'actifs destinés à la vente. Une charge d'amortissement de 181,0 millions de dollars a été renversée lors de la consolidation au cours de l'exercice financier 2007. La Compagnie a mis en place un programme de rémunération de transition relatif à la cession du secteur de vente au détail. Les coûts relatifs à ce programme totalisent 54,3 millions de dollars pour l'exercice terminé le 4 juin 2007.
- Le 23 août 2006, la Compagnie a conclu une entente définitive avec Rite Aid par laquelle elle disposerait de son réseau aux États-Unis. Tel que prévu par les PCGR, la Compagnie a effectué un test de dépréciation et a reconnu une perte sur actifs destinés à la vente suite à l'annonce de la transaction. Cependant, depuis l'annonce, les facteurs influençant le test de dépréciation ont fluctué favorablement. À la fin du troisième trimestre de l'exercice financier 2007, la juste valeur de l'investissement dans les opérations américaines avait augmenté significativement et représentait un gain potentiel. En vertu des PCGR, le gain ne pouvait pas être reconnu avant la clôture de la transaction et conséquemment, au cours du troisième trimestre, la Compagnie a renversé la perte de valeur qu'elle avait précédemment enregistrée et a différé la constatation du gain potentiel jusqu'à la clôture. Le gain ou perte final était sujet à divers facteurs jusqu'à la clôture de la transaction tels que les fluctuations du cours du marché des actions de Rite Aid et du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.
- Lors de la clôture de la transaction, le 4 juin 2007, la juste valeur de l'investissement dans les opérations américaines, déduction faite des frais liés à la transaction, représentait un gain de 139,3 millions de dollars sur la cession (76,6 millions de dollars, déduction faite des impôts). De plus, les pertes encourues suite aux remboursements anticipés des prêts à terme et des billets totalisaient 168,3 millions de dollars (117,5 millions de dollars, déduction faite des impôts). Les lecteurs sont invités à consulter les notes 4 et 14 des états financiers consolidés pour plus d'information.

La température a un effet direct sur la santé de la population et par le fait même, sur les ventes au détail de la Compagnie et celles de nos établissements franchisés. À titre d'exemple, la Compagnie vend plus de médicaments contre le rhume et la grippe en hiver alors qu'en été, les médicaments contre les allergies et les produits solaires font l'objet d'une plus grande demande. Les ventes des établissements corporatifs et franchisés sont influencées par des événements spéciaux et des fêtes telles que Noël, Pâques, l'Action de Grâce, la Saint-Valentin, la fête des Mères et la fête des Pères. La période de ventes la plus importante se situe généralement au troisième trimestre de l'exercice financier, qui inclut la période du temps des Fêtes.

## DONNÉES FINANCIÈRES – QUATRIÈME TRIMESTRE

Le tableau ci-dessous présente les rapprochements au bénéfice net pour les quatrièmes trimestres terminés le 4 juin 2007 et le 27 mai 2006.

<i>(en millions de dollars américains, sauf les données par actions)</i>	T4-2007 \$	T4-2006 \$
<b>Rapprochement du BEAA et du BEAA avant frais de restructuration avec le bénéfice net</b>		
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(6,9)</b>	30,3
Frais financiers	67,7	52,9
Gain sur la cession du secteur de vente au détail	(139,3)	-
Pertes encourues suite aux remboursements anticipés des dettes	168,3	-
Impôts sur les bénéfices	10,2	1,1
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>100,0</b>	84,3
Amortissements selon les états financiers	3,4	44,7
Amortissements des incitatifs versés aux franchisés <sup>(1)</sup>	1,0	0,9
<b>Bénéfice d'exploitation avant amortissements (« BEAA »)</b>	<b>104,4</b>	129,9
Frais de restructuration	25,8	-
<b>BEAA avant frais de restructuration</b>	<b>130,2</b>	129,9
<b>Rapprochement du bénéfice et du bénéfice par action avant éléments spécifiques</b>		
<i>(tous les montants sont présentés, lorsqu'applicable, déduction faite des impôts)</i>		
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(6,9)</b>	30,3
Frais de restructuration	14,5	-
Renversement de l'amortissement du secteur vente au détail lors de la consolidation	(40,6)	-
Pertes de change non réalisées sur éléments monétaires	8,8	11,2
Pertes non réalisées sur instruments financiers dérivés	2,7	-
Gain sur la cession du secteur de vente au détail	(76,6)	-
Pertes encourues suite aux remboursements anticipés des dettes	117,5	-
<b>Bénéfice avant éléments spécifiques</b>	<b>19,4</b>	41,5
<b>Bénéfice (perte) par action</b>	<b>(0,03)</b>	0,12
Frais de restructuration	0,06	-
Renversement de l'amortissement du secteur vente au détail lors de la consolidation	(0,16)	-
Pertes de change non réalisées sur éléments monétaires	0,03	0,04
Pertes non réalisées sur instruments financiers dérivés	0,01	-
Gain sur la cession du secteur de vente au détail	(0,29)	-
Pertes encourues suite aux remboursements anticipés des dettes	0,45	-
<b>Bénéfice par action avant éléments spécifiques</b>	<b>0,07</b>	0,16

<sup>(1)</sup> L'amortissement des incitatifs versés aux franchisés est inclus avec les « autres produits » dans les états financiers consolidés.

## COMPARAISON DES QUATRIÈMES TRIMESTRES TERMINÉES LES 4 JUIN 2007 ET 27 MAI 2006

### Bénéfice net

Pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2007, la perte nette s'élevait à 6,9 millions de dollars (0,03 \$ par action), comparativement à un bénéfice net de 30,3 millions de dollars (0,12 \$ par action) pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent.

Les ventes du réseau canadien ainsi que la performance opérationnelle se sont améliorées comparativement à l'exercice financier 2006 alors que les ventes du réseau américain ont été acceptables malgré les défis encourus précédant la clôture de la transaction avec Rite Aid.

Le 23 août 2006, la Compagnie a conclu une entente définitive avec Rite Aid par laquelle elle disposerait de son réseau aux États-Unis. Le 1<sup>er</sup> juin 2007, les deux compagnies annonçaient que la « *Federal Trade Commission* » (« FTC ») ainsi que les agences réglementaires de certains états exigeaient que Rite Aid se départisse de 26 de ses établissements dans neuf états et que la période d'attente prévue par la « *Hart Scott-Rodino Act* » était échu, permettant ainsi aux parties de procéder à la clôture de la transaction. Le 4 juin 2007, la Compagnie concluait avec Rite Aid la vente de son réseau américain comprenant 1 854 établissements en échange d'une contrepartie en espèces de 2,300 milliards de dollars, sous réserve d'un ajustement de fonds de roulement présentement estimé à 14,4 millions de dollars en faveur de la Compagnie et de 250,0 millions d'actions ordinaires de Rite Aid, pour une participation d'environ 32,0 % dans les capitaux propres et un droit de vote de 30,0 % dans la nouvelle compagnie. Le gain sur la cession du secteur de vente au détail s'élevait à 139,3 millions de dollars (76,6 millions de dollars, déduction faite des impôts). Les pertes encourues suite aux remboursements anticipés des prêts à terme et des billets, effectués en utilisant la contrepartie reçue en espèces dans le cadre de la transaction avec Rite Aid, s'élevaient à 168,3 millions de dollars (117,5 millions de dollars, déduction faite des impôts). Les lecteurs sont invités à consulter les notes 4 et 14 des états financiers consolidés pour plus d'information.

Depuis le 23 août 2006, la Compagnie a cessé d'amortir les actifs relatifs à ses opérations américaines puisqu'ils étaient présentés à titre d'actifs destinés à la vente. Une charge d'amortissement de 73,6 millions de dollars a été renversée lors de la consolidation au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007.

Le bénéfice avant éléments spécifiques s'élevait à 19,4 millions de dollars (0,07 \$ par action) comparativement à 41,5 millions de dollars (0,16 \$ par action) au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier précédent.

### Revenus

Le total des revenus, incluant le chiffre d'affaires et les autres produits, a augmenté de 6,6 millions de dollars, ou 0,2 %, et s'établissait à 2,882 milliards de dollars au cours du quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007 alors qu'il s'établissait à 2,875 milliards de dollars au cours du quatrième trimestre terminé le 27 mai 2006.

**Canada :** Les revenus générés par nos activités au Canada atteignaient 485,7 millions de dollars au cours du quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007, soit une augmentation de 41,8 millions de dollars, ou 9,4 % comparativement au quatrième trimestre terminé le 27 mai 2006. En excluant l'impact des fluctuations du taux de change, cette augmentation s'établissait à 8,6 %. Au cours du quatrième trimestre, cinq établissements du réseau franchisé PJC ont ouvert leurs portes, dont deux étaient des relocalisations, et un établissement a été fermé. Les récentes activités de développement du réseau ainsi que les ouvertures et les rénovations antérieures ont contribué à la croissance des ventes. Pour le quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007, sur une base d'établissements comparables et exprimées en dollars canadiens, les ventes au détail totales du réseau PJC ont augmenté de 6,4 %, alors que les ventes du secteur pharmaceutique augmentaient de 8,1 % et celles du secteur commercial de 3,7 %, comparativement à la même période l'an dernier.

**États-Unis :** Les revenus générés par nos activités aux États-Unis ont diminué et s'élevaient à 2,396 milliards de dollars pour le quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007, une diminution de 35,2 millions de dollars, ou 1,4 %, comparativement au quatrième trimestre de l'exercice financier précédent. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007, six nouveaux établissements ont ouvert leurs portes, dont cinq relocalisations et trois établissements ont été fermés, portant à 1 854 le nombre d'établissements Brooks et Eckerd de notre réseau américain tout juste avant la clôture de la transaction avec Rite Aid, le 4 juin 2007. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007, sur une base d'établissements comparables, les ventes au détail totales ont diminué de 1,0 %, celles du secteur pharmaceutique étaient en baisse de 1,3 % et celles du secteur commercial ont diminué de 0,2 % comparativement à la même période l'an passé.

### **Bénéfice brut**

**Canada :** Le bénéfice brut généré par nos activités au Canada a atteint 39,2 millions de dollars au cours du quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007 comparativement à 36,0 millions de dollars au cours du trimestre se terminant le 27 mai 2006. La marge bénéficiaire brute s'établissait à 9,0 % au cours du quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007 alors qu'elle s'établissait à 9,1 % lors du quatrième trimestre terminé le 27 mai 2006.

**États-Unis :** Le bénéfice brut généré par nos activités aux États-Unis s'élevait à 616,9 millions de dollars pour le quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007 comparativement à 618,4 millions de dollars lors du quatrième trimestre terminé le 27 mai 2006. La marge bénéficiaire brute a augmenté et s'établissait à 25,8 % lors du quatrième trimestre terminée le 4 juin 2007, comparativement à 25,5 % lors du trimestre terminé le 27 mai 2006.

### **Autres produits**

Les autres produits, inclus dans le total des revenus dans les états financiers consolidés de la Compagnie, ont atteint 52,7 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007 alors qu'ils atteignaient 48,9 millions de dollars lors du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006. Cette augmentation est principalement attribuable à l'impact des ventes au détail additionnelles sur les redevances et aux fluctuations du taux de change sur les revenus provenant des opérations canadiennes.

### **Frais généraux et d'exploitation**

Les frais généraux et d'exploitation du quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007 ont atteint 579,6 millions de dollars, en hausse de 5,3 millions de dollars ou 0,9 % par rapport à 574,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 27 mai 2006. Ces frais représentaient 20,1 % des revenus comparativement à 20,0 % l'année précédente.

**Canada :** La performance en matière de frais généraux et d'exploitation pour ce trimestre représentait 8,3 % des revenus, comparativement à 9,2 % lors du quatrième trimestre l'an dernier. Cette amélioration reflète une meilleure imputation des coûts indirects fixes grâce à l'augmentation des revenus.

**États-Unis :** Les frais généraux et d'exploitation représentaient 22,5 % des revenus pour le trimestre comparativement à 21,9 % à cette période l'an dernier. Les frais généraux et d'exploitation du réseau américain ont augmenté alors qu'ils s'établissaient à 533,4 millions de dollars au cours du quatrième trimestre 2006 pour atteindre 539,4 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007, soit une augmentation de 6,0 millions de dollars ou 1,1 %.

### **Frais de restructuration**

La Compagnie a mis en place un programme de rémunération de transition relatif à la cession du secteur de vente au détail. Les coûts relatifs à ce programme totalisaient 25,8 millions de dollars (14,5 millions de dollars, déduction faite des impôts) pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2007.

### **BEAA**

Le BEAA du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007 a été principalement affecté par certains frais liés au programme de rémunération de transition relativement à la transaction. Le BEAA avant frais de restructuration a augmenté et s'établissait à 130,2 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007 comparativement à 129,9 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006 et atteignait 4,5 % au cours des quatrièmes trimestres des exercices financiers 2007 et 2006.

Le BEAA des opérations canadiennes a augmenté et s'établissait à 49,4 millions de dollars pour le quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007 comparativement à 41,8 millions de dollars au cours du trimestre correspondant de l'exercice financier terminé le 27 mai 2006, soit une hausse de 18,2 % ou 17,1 % en devises locales. Cette augmentation est attribuable à une amélioration des performances opérationnelles. Exprimé en pourcentage des revenus et en devises locales, le BEAA a terminé ce trimestre à 10,1 % comparativement à 9,4 % au cours du même trimestre de l'exercice financier 2006. Le BEAA avant frais de restructuration des opérations américaines a diminué et s'établissait à 80,8 millions de dollars pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2007 comparativement à 88,1 millions de dollars pour la période équivalente de l'exercice financier 2006 reflétant les défis encourus précédant la clôture de la transaction avec Rite Aid.

## Amortissements

Les frais d'amortissements ont atteint 3,4 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007, une diminution de 41,3 millions de dollars par rapport à 44,7 millions de dollars lors de la période correspondante de l'exercice financier 2006. Depuis le 23 août 2006, la Compagnie a cessé d'amortir les actifs relatifs à ses opérations américaines puisqu'ils étaient présentés à titre d'actifs destinés à la vente. Durant le quatrième trimestre de l'exercice financier 2007, des charges d'amortissement d'un montant de 73,6 millions de dollars ont été renversées lors de la consolidation. Une perte de valeur d'un montant de 17,0 millions de dollars a été enregistrée durant le quatrième trimestre de 2007 et des changements dans les estimés ont eu un impact favorable d'un montant approximatif de 12,5 millions de dollars lors du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006.

## Frais financiers

Les frais financiers s'élevaient à 67,7 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice financier 2007, soit une augmentation de 14,8 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de l'exercice financier 2006. Cette augmentation est principalement attribuable aux pertes de change réalisées sur éléments monétaires de 2007. La moyenne pondérée des taux d'intérêt de la dette à long terme de la Compagnie s'établissait à 8,1 % au quatrième trimestre de l'exercice financier 2007, comparativement à 7,8 % au cours du trimestre correspondant de l'exercice financier 2006.

## Impôts sur les bénéfiques

La charge d'impôts s'élevait à 10,2 millions de dollars pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2007 comparativement à 1,1 million de dollars au cours de la même période lors de l'exercice financier précédent. La charge d'impôts sur les bénéfiques du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007 inclut un montant de 62,7 millions de dollars relié au gain sur la cession du secteur de vente au détail. Cette charge inclut un montant de 58,7 millions de dollars relié au démantèlement de la structure de financement. Cette charge ne tient pas compte des modifications aux propositions législatives. Dans l'éventualité où ces mesures législatives devenaient pratiquement en vigueur, il est prévu que cette charge de 58,7 millions de dollars (0,22 \$ par action) sera renversée.

## SITUATION FINANCIÈRE

En date du 4 juin 2007, le total de l'actif consolidé s'établissait à 2,208 milliards de dollars, soit une diminution de 3,383 milliards de dollars ou 60,5 % par rapport au 27 mai 2006. Depuis la vente du secteur de vente au détail, la Compagnie n'exploite plus directement les établissements corporatifs aux États-Unis, dont l'actif total s'élevait à 4,818 milliards de dollars au moment de la clôture, mais détient plutôt une participation d'environ 32 % dans les capitaux propres de Rite Aid, estimée à 1,475 milliard de dollars au moment de la clôture.

## Rite Aid Corporation – Informations financières choisies

### Bilans consolidés en date du 3 mars 2007 et du 4 mars 2006

<i>(en millions de dollars américains)</i>	2007 \$	2006 \$
Actifs à court terme	2 953,0	2 884,8
Immobilisations corporelles	1 743,1	1 717,0
Écarts d'acquisition	656,0	656,0
Autres actifs incorporels	178,2	193,3
Actifs d'impôts futurs	1 381,0	1 392,9
Autres actifs	179,7	144,4
<b>Total de l'actif</b>	<b>7 091,0</b>	<b>6 988,4</b>
Passif à court terme	1 589,9	2 143,3
Dette à long terme	2 910,0	2 298,7
Autres éléments du passif à long terme	928,3	939,5
Avoir des actionnaires	1 662,8	1 606,9
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>7 091,0</b>	<b>6 988,4</b>

## Rite Aid Corporation – Informations financières choisies (suite)

### Résultats d'exploitation consolidés pour les exercices financiers terminés les 3 mars 2007 et 4 mars 2006

	2007	2006
(en millions de dollars américains)	\$	\$
Revenus	17 507,7	17 271,0
Frais et dépenses		
Coût des marchandises vendues	12 791,6	12 571,9
Frais généraux et d'exploitation	4 370,5	4 307,4
Frais reliés aux fermetures d'établissements et pertes de valeur	49,3	68,7
Dépenses d'intérêts	275,2	277,0
Autres	7,5	2,7
	17 494,1	17 227,7
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	13,6	43,3
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	(13,2)	(1 229,7)
Bénéfice net	26,8	1 273,0

Les données financières choisies mentionnées ci-dessus, proviennent du formulaire 10-K déposé par Rite Aid en date du 30 avril 2007. Ces données ne tiennent pas compte de l'acquisition des opérations américaines de la Compagnie en date du 4 juin 2007 ni du financement relié à l'acquisition.

Les lecteurs sont invités à consulter la note 4 aux états financiers consolidés afin de pouvoir comparer le total de l'actif des opérations américaines avant la clôture avec celui en date du 27 mai 2006 de même que la note 9 aux états financiers consolidés pour avoir plus d'information sur le placement dans Rite Aid.

La trésorerie et équivalents de trésorerie qui totalisaient 135,8 millions de dollars en date du 27 mai 2006 ont diminué et atteignaient 38,5 millions de dollars en date du 4 juin 2007.

La variation nette des éléments hors caisse de l'actif et du passif représentait une diminution de 5,5 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2007 comparativement à une diminution de 164,0 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2006. Les lecteurs sont invités à consulter la note 25 aux états financiers consolidés pour obtenir plus de détails sur les éléments hors caisse de l'actif et du passif.

La dette à long terme a diminué de 2,383 milliards de dollars au cours de l'exercice financier, passant de 2,391 milliards de dollars au terme de l'exercice financier 2006 à 7,6 millions de dollars en date du 4 juin 2007. Conséquemment à la vente du secteur de vente au détail, la Compagnie a procédé au remboursement d'un montant de 2,384 milliards de dollars de sa dette à long terme au cours de l'année. La Compagnie a remboursé ses prêts à terme échéant en 2009 et en 2011 de même que presque tous ses billets de premier rang non garantis d'un montant de 350,0 millions de dollars (environ 99,9 % de ces billets ont été déposés) et de ses billets subordonnés de premier rang non garantis d'un montant de 850,0 millions de dollars (environ 99,7 % de ces billets ont été déposés). Les lecteurs sont invités à consulter la note 14 aux états financiers consolidés pour obtenir plus de détails.

L'avoir des actionnaires s'élevait à 1,906 milliard de dollars au 4 juin 2007, soit une hausse de 340,7 millions de dollars comparativement au 27 mai 2006, reflétant principalement un bénéfice net de 140,8 millions de dollars, déduction faite de dividendes de 27,8 millions de dollars. De plus, le compte écart de conversion des devises a connu une augmentation de 224,2 millions de dollars. Cette augmentation est attribuable à la constatation de l'écart de conversion des devises relié à la cession de notre participation dans les opérations américaines.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sommaires sur la situation financière de la Compagnie à la clôture des exercices financiers indiqués. Les notes complémentaires aux états financiers consolidés et les ententes de crédit et d'emprunt rendues publiques offrent des renseignements complets à ce sujet.

	Au 4 juin 2007	Au 27 mai 2006
Dette nette / BEAA DDM <sup>(1)</sup>	-	4,5
BEAA DDM / Intérêts DDM <sup>(1)</sup>	<b>2,3</b>	2,4

<sup>(1)</sup> Douze derniers mois

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie de la Compagnie sont générés par : i) la vente de médicaments d'ordonnance et d'autres produits par les établissements exploités par la Compagnie, ii) la vente de marchandises et la location d'établissements aux franchisés PJC, iii) la perception des redevances versées par les franchisés PJC et iv) la location de propriétés immobilières à des tiers, autres que les franchisés. Les flux de trésorerie sont principalement utilisés pour : i) l'achat de produits et services aux fins de revente, ii) le financement des frais d'exploitation, iii) le service de la dette, iv) l'acquisition de propriétés immobilières et v) le financement des dépenses en immobilisations liées à la rénovation des établissements, à l'ouverture de nouveaux établissements et au remplacement de certains équipements. En général, nous avons financé les dépenses en immobilisations et les besoins en matière de fonds de roulement au moyen des flux de trésorerie provenant de l'exploitation. Les acquisitions plus importantes ont été financées au moyen d'emprunts à long terme et de capitaux propres.

### Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 111,6 millions de dollars pour l'exercice financier terminé le 4 juin 2007, comparativement à 164,7 millions de dollars pour l'exercice financier terminé le 27 mai 2006. Le gain sur la cession du secteur de la vente au détail enregistré au cours de l'exercice financier 2007, totalisant 139,3 millions de dollars, et la radiation des frais de financement reportés d'un montant de 64,1 millions de dollars constituent des éléments hors caisse. La variation nette des éléments hors caisse de l'actif et du passif affichait une diminution de 5,5 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2007 alors qu'elle affichait une diminution de 164,0 millions de dollars lors de l'exercice financier 2006. Les lecteurs peuvent se référer à la note 25 aux états financiers consolidés pour obtenir le détail de la variation nette des éléments hors caisse de l'actif et du passif.

### Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Pour l'exercice financier terminé le 4 juin 2007, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement s'élevaient à 2,180 milliards de dollars comparativement à 33,3 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2006. Le produit de la cession du secteur de vente au détail s'élevait à 2,312 milliards de dollars en date du 4 juin 2007. Les lecteurs sont invités à consulter la note 4 aux états financiers consolidés pour obtenir plus d'information sur la transaction. Au cours de l'exercice financier 2007, 1,7 million de dollars ont été utilisés pour l'acquisition de placements et placements temporaires alors qu'au cours de l'exercice financier 2006, 74,3 millions de dollars provenaient du produit de la vente de placements et placements temporaires. Au cours de l'exercice financier 2007, la Compagnie a procédé à l'acquisition d'immobilisations pour un montant de 135,7 millions de dollars comparativement à 167,5 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2006. Au cours de l'exercice financier 2007, 26 nouveaux établissements ont été ouverts, dont 15 étaient des relocalisations. Quatre établissements ont été acquis, 18 ont été fermés et plusieurs autres ont fait l'objet d'agrandissements et de rénovations. Au cours de l'exercice financier 2006, la Compagnie a reçu un produit de 130,5 millions de dollars pour la vente de certains de ses actifs immobiliers de son secteur franchisage au Canada et de l'édifice abritant l'ancien siège social d'Eckerd.

Pour les 12 prochains mois, la Compagnie prévoit investir environ 60 millions de dollars canadiens en immobilisations et incitatifs aux franchisés au Canada et prévoit également que les franchisés investiront un montant additionnel de 40 millions de dollars. Les dépenses en immobilisations de la Compagnie seront entièrement financées par les flux de trésorerie générés à l'interne.



### Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Au cours de l'exercice financier terminé le 4 juin 2007, la Compagnie a affecté 2,406 milliards de dollars canadiens à ses activités de financement comparativement à 206,7 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2006. Au cours de l'exercice financier 2007, la Compagnie a procédé au remboursement de la dette à long terme pour un montant de 2,384 milliards de dollars comparativement à 177,3 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2006. Subséquemment à la cession du secteur de vente au détail, la Compagnie a remboursé tous ses prêts à terme échéant en 2009 et en 2011, de même que presque tous ses billets de premier rang non garantis d'un montant de 350,0 millions de dollars et de ses billets subordonnés de premier rang non garanti d'un montant de 850,0 millions de dollars. Au cours de l'exercice financier 2007, la compagnie a reçu un produit de 1,8 million de dollars provenant de l'émission de capital action comparativement à un produit net de 0,4 million de dollars au cours de l'exercice financier 2006. Au cours de l'exercice financier 2007, la Compagnie a versé des dividendes de 27,8 millions de dollars comparativement à 27,0 millions de dollars pour l'exercice financier 2006. La Compagnie a payé un dividende trimestriel de 0,03 \$ CA pour chaque action à droit de vote subalterne Catégorie A et chaque action Catégorie B, représentant un dividende annualisé de 0,12 \$ CA par action au cours des exercices financiers 2007 et 2006.

Au cours de l'exercice financier 2007, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, d'investissement et de financement de la Compagnie représentaient une diminution de 97,3 millions de dollars du solde de trésorerie et équivalents de trésorerie. En date du 4 juin 2007, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élevaient à 38,5 millions de dollars comparativement à la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 135,8 millions de dollars en date du 27 mai 2006.

Le tableau suivant présente des données choisies provenant des flux de trésorerie consolidés pour les quatrièmes trimestres terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006.

	T4-2007	T4-2006
	\$	\$
<i>(en millions de dollars américains)</i>		
<b>Données choisies – Flux de trésorerie consolidés</b>		
Flux de trésorerie générés (utilisés) par les activités d'exploitation	<b>(146,4)</b>	156,5
Flux de trésorerie générés (utilisés) par les activités d'investissement	<b>2 299,2</b>	(27,8)
Flux de trésorerie générés (utilisés) par les activités de financement	<b>(2 252,2)</b>	(103,9)
Effet des fluctuations du cours de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>22,5</b>	(3,8)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(76,9)</b>	21,0
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie, début de la période</b>	<b>115,4</b>	114,8
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie, fin de la période</b>	<b>38,5</b>	135,8

### Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation se sont établis à 146,4 millions de dollars au cours du quatrième trimestre terminé le 4 juin 2007, comparativement à 156,5 millions de dollars générés pour la période équivalente de l'exercice financier 2006. Le gain de 139,3 millions de dollars sur la cession du secteur de la vente au détail et la radiation des frais de financement reportés de 64,1 millions de dollars enregistrés au cours du trimestre constituent des éléments hors caisse.

### Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Au cours du quatrième trimestre se terminant le 4 juin 2007, les flux de trésorerie générés par les activités d'investissement s'élevaient à 2,299 milliards de dollars comparativement à une utilisation de 27,8 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2006. Le produit de la cession du secteur de vente au détail s'élevait à 2,312 milliards de dollars en date du 4 juin 2007. Les lecteurs sont invités à consulter la note 4 aux états financiers consolidés pour obtenir plus d'information sur la transaction. Lors du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006, 3,9 millions de dollars ont été utilisés pour l'acquisition de placements et de placements temporaires. Les flux de trésorerie utilisés pour procéder à l'acquisition d'immobilisations s'élevaient à 17,2 millions de dollars pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2007 comparativement à 53,6 millions de dollars pour la période équivalente de l'exercice financier 2006. Le produit de la cession d'immobilisations s'élevait à 32,6 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006.

### **Flux de trésorerie provenant des activités de financement**

Au cours du trimestre terminé le 4 juin 2007, la Compagnie a affecté 2,252 milliards de dollars à ses activités de financement comparativement à 103,9 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007, la Compagnie a procédé au remboursement de la dette à long terme pour un montant de 2,245 milliards de dollars comparativement à 94,5 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006. Subséquemment à la vente du secteur de vente au détail, la Compagnie a remboursé tous ses prêts à terme échéant en 2009 et en 2011 de même que presque tous ses billets de premier rang non garantis d'un montant de 350,0 millions de dollars et de ses billets subordonnés de premier rang non garantis d'un montant de 850,0 millions de dollars. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007, la Compagnie a versé des dividendes de 7,2 millions de dollars comparativement à 7,0 millions de dollars pour la période équivalente de l'exercice financier 2006. La Compagnie a payé un dividende trimestriel de 0,03 \$ CA pour chaque action à droit de vote subalterne Catégorie A et chaque action Catégorie B, au cours de ces deux périodes.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2007, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, d'investissement et de financement de la Compagnie représentaient une diminution de 76,9 millions de dollars du solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Simultanément à la clôture de la transaction avec Rite Aid, la Compagnie a conclu une nouvelle entente de financement pour combler ses besoins en capitaux et réaliser ses projets d'ordre général et corporatif. Depuis le 4 juin 2007, une nouvelle facilité de crédit rotatif de 500 millions de dollars canadiens est en vigueur et viendra à échéance le 4 juin 2012. L'entente, d'une durée de cinq ans, est renouvelable annuellement à l'échéance du terme initial. En date du 4 juin 2007, les crédits disponibles n'étaient pas utilisés, sauf les lettres de crédit qui étaient déjà en circulation et qui totalisaient 0,3 million de dollars canadiens.

La Compagnie dispose de flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation et a accès à des facilités de crédit pour financer ses projets d'exploitation et respectait tous ses engagements financiers en date du 4 juin 2007.

En raison du remboursement de ses dettes le 4 juin 2007, les cotes de crédit attribuées à la Compagnie pour ses facilités de crédit et billets de premier rang ont été retirées par les agences « *Standard & Poor's* », « *Moody's Investors Service* », « *Fitch Ratings* » et « *Dominion Bond Rating Service* ».

### **CAPITAL ACTIONS**

En date du 4 juin 2007 et du 2 août 2007, le nombre total d'actions à droit de vote subalterne Catégorie A (TSX : PJC.A) émises et en circulation s'établissait à 144,5 millions (142,3 millions en 2006) et le nombre d'actions Catégorie B à 117,4 millions (119,4 millions en 2006) pour un total de 261,9 millions actions de la Compagnie en circulation (261,7 millions en 2006).

Au cours du présent exercice financier, 2,0 millions actions Catégorie B ont été échangées pour un nombre équivalent d'actions à droit de vote subalterne Catégorie A et 0,2 million nouvelles actions à droit de vote subalterne Catégorie A ont été émises en raison de l'exercice d'options d'achat d'actions. Au cours de l'exercice financier terminé le 27 mai 2006, 0,1 million actions à droit de vote subordonné Catégorie A étaient émises suivant l'exercice d'options d'achat d'actions.

Le 29 juin 2007, la Compagnie annonçait son intention de racheter jusqu'à 13 672 800 de ses actions à droit de vote subalterne Catégorie A en circulation sur le marché représentant environ 10% des actions Catégorie A détenues dans le public et en circulation au cours d'une période de 12 mois se terminant au plus tard le 3 juillet 2008. La Compagnie procédera au rachat des actions par l'entremise des mécanismes de la Bourse de Toronto et conformément aux exigences de cette dernière lorsqu'elle le jugera opportun. Au cours de la période comprise entre le 29 juin et le 2 août 2007, la Compagnie n'a racheté aucune de ces actions.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS COMMERCIAUX

Le tableau ci-après illustre les principales obligations contractuelles en espèces en date du 4 juin 2007 pour les exercices financiers indiqués en vertu de notre dette à long terme, de nos contrats de location à long terme, de nos inventaires, de nos ententes de service et de nos immobilisations :

	Paiements dus au cours des exercices financiers				
	2008	2009-2010	2011-2012	2013 et après	Total
<i>(en millions de dollars américains)</i>	\$	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme (incluant les obligations en vertu de contrats de location acquisition)	0,6	5,7	0,4	0,9	7,6
Obligations en vertu de contrats de location exploitation	30,0	53,8	44,7	129,9	258,4
Engagements d'approvisionnement	16,9	11,2	3,5	-	31,6
<b>Total</b>	<b>47,5</b>	<b>70,7</b>	<b>48,6</b>	<b>130,8</b>	<b>297,6</b>

### Dette à long terme

Le 31 juillet 2004, la Compagnie a finalisé l'acquisition d'Eckerd. Cette acquisition a été financée grâce à une combinaison de facilités de crédit à long terme, de billets et l'émission d'actions à droit de vote subalterne. Subséquemment à la cession du secteur de vente au détail, la Compagnie a remboursé tous ses prêts à terme de même que presque tous ses billets. En conséquence, la dette à long terme, incluant la tranche échéant au cours du prochain exercice financier s'élevait à seulement 7,6 millions de dollars en date du 4 juin 2007 comparativement à 2,391 milliards de dollars en date du 27 mai 2006. Les lecteurs sont invités à consulter la note 14 aux états financiers consolidés pour obtenir plus de détails.

### Obligations en vertu de contrats de location exploitation

La Compagnie loue une partie importante de ses propriétés au moyen de contrats de location-exploitation traditionnels. En général, les baux détenus par la Compagnie se rapportant aux propriétés immobilières ont une échéance initiale de 10 à 20 ans avec des options de renouvellement.

Jusqu'en 2047, les obligations en vertu de contrats de location-exploitation représentaient un montant de 258,4 millions de dollars, et se rapportaient principalement à des propriétés louées. La Compagnie a également conclu des ententes de location et de sous-location en vertu desquelles elle recevra des paiements minimums de 271,5 millions de dollars jusqu'en 2047. Ces paiements ne sont pas inclus au tableau des engagements ci-dessus.

## INSTRUMENTS FINANCIERS ET ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Compagnie n'a recours à aucun arrangement hors bilan qui a présentement ou qu'il serait raisonnable de prévoir qu'il aurait un effet significatif sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie. La Compagnie a recours à des contrats de location exploitation pour plusieurs de ses établissements canadiens et effectue occasionnellement des opérations de cession-bail à des fins de financement. La Compagnie n'utilise aucune structure d'accueil pour aucun de ses contrats de location.

Au cours de l'exercice financier 2007, la Compagnie était exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt en ce qui a trait à sa dette à taux variable. Une portion importante de la dette, soit 1,0 milliard de dollars portait intérêt à des taux variables (1,2 milliard de dollars en 2006).

Au cours de l'exercice financier 2005, la Compagnie a signé deux contrats de swap de taux d'intérêt venant à échéance au mois de juillet 2011 afin de fixer le taux d'intérêt LIBOR pour un montant nominal de 200 millions de dollars de ses prêts à terme, à 4,11 %. Ces contrats étaient admissibles à la comptabilité de couverture jusqu'au 23 août 2006, date à laquelle ils ne l'étaient plus suivant l'annonce de la vente des opérations américaines. Le 29 mai 2007, la Compagnie a mis fin à ces contrats et les gains relatifs à ces produits dérivés ont été imputés aux bénéfices.

Exception faite des transactions décrites dans le présent rapport de gestion, la Compagnie n'a pris aucune mesure spécifique pour couvrir son exposition aux risques de fluctuation des taux d'intérêt. Compte tenu de la conjoncture en matière de taux d'intérêt et sous réserve de l'approbation du conseil d'administration, la compagnie pourra avoir recours à d'autres instruments financiers dérivés ou à d'autres outils pour la gestion des taux d'intérêt.

### **Garanties et conventions de rachat**

La Compagnie a garanti le remboursement de certains emprunts bancaires contractés par des franchisés pour un montant total maximum de 2,4 millions de dollars (5,0 millions de dollars en 2006). La Compagnie s'est également engagée auprès d'institutions financières à racheter les équipements et les stocks de certains de ses franchisés. En date du 4 juin 2007, la valeur maximum des ententes de rachat d'équipements et de stocks s'élevait respectivement à environ 18,3 millions de dollars et 59,9 millions de dollars (22,3 millions de dollars et 55,7 millions de dollars en 2006).

Le 4 juin 2007, la Compagnie a cédé ses opérations américaines à Rite Aid. En plus des indemnités prévues en cas de manquements éventuels en matière de représentations ou de garanties, la Compagnie a accordé des indemnités d'usage en faveur de l'acheteur qui sont plus amplement décrits à la note 20 des états financiers consolidés.

### **GESTION DU RISQUE DE CHANGE**

Même si la Compagnie utilise comme monnaie de présentation le dollar américain, les états financiers non consolidés de la compagnie mère et de ses filiales sont préparés en fonction de leurs monnaies fonctionnelles respectives, soit le dollar américain pour ses opérations américaines et le dollar canadien pour ses opérations canadiennes et ses activités corporatives.

Les opérations libellées en monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de chacune des entités sont converties selon la méthode temporelle. Selon cette méthode, les actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, les actifs et passifs non monétaires en devises étrangères sont convertis au taux de change d'origine, et les items de l'état des résultats en devises étrangères sont convertis aux taux de change moyens mensuels. Tous les gains et pertes résultant de cette conversion sont de nature courante et sont inclus à l'état des résultats consolidés, sauf s'ils font l'objet de comptabilité de couverture.

### **OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

Nos activités incluent des transactions avec une entreprise contrôlée par un membre de la direction qui a une influence notable sur la Compagnie. M. François J. Coutu, président des opérations canadiennes de la Compagnie et vice-président du conseil d'administration, était propriétaire d'un établissement franchisé PJC en date du 4 juin 2007 et du 27 mai 2006. Les transactions entre la Compagnie et cette entreprise sont effectuées dans le cours normal des affaires et mesurées à la valeur d'échange. Les détails relatifs à ces transactions sont fournis à la note 23 des états financiers consolidés.

En date du 4 juin 2007, un montant de 43,9 millions de dollars payable à Rite Aid, une compagnie satellite, était enregistré aux créiteurs et charges à payer. Cette somme représente un estimé de l'ajustement du prix de cession en ce qui concerne la disposition du secteur de vente au détail.

### **CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS CRITIQUES**

Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés de la Compagnie qui ont été préparés conformément aux PCGR du Canada. La préparation de ces états financiers consolidés et des notes afférentes exige que la direction de la Compagnie procède à des estimations et pose certaines hypothèses qui affectent les montants présentés. Ces estimations sont fondées sur l'expérience passée et sur diverses autres hypothèses que la direction considère comme raisonnables dans les circonstances. Ces estimations constituent la base des jugements relatifs à la valeur comptable des actifs et passifs qui ne sont pas aisément disponible par d'autres sources. L'analyse de sensibilité fournie dans ce rapport doit être considérée avec prudence car il s'agit de changements hypothétiques et que les impacts de changements dans ces hypothèses pourraient ne pas être linéaires.

## **Stocks**

Nos stocks sont constitués principalement de produits acquis en vue de leur revente, y compris les médicaments d'ordonnance et les médicaments en vente libre, ainsi que les produits ménagers, les cosmétiques et les produits photographiques. Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon les méthodes de l'épuisement successif, du coût moyen unitaire ou du prix de vente au détail moins un pourcentage normal de bénéfice brut.

## **Placements**

Les participations dans les sociétés satellites sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les autres placements sont comptabilisés au coût.

La direction procède périodiquement à une analyse individuelle des placements et chaque fois qu'un événement défavorable ou encore, une indication de changements de situations faisant en sorte que la valeur comptable d'un placement pourrait ne pas être recouvrable, la Compagnie évalue si la juste valeur du placement a diminué en deçà de sa valeur comptable. Si la diminution s'avère être une moins-value durable, le placement est alors ramené à sa juste valeur et la perte est comptabilisée aux résultats consolidés.

**Analyse de sensibilité** : Dans des circonstances autres que temporaires, la Compagnie estime qu'une diminution d'un dollar de la juste valeur de l'action ordinaire de Rite Aid Corporation en deçà de sa valeur comptable aurait eu un impact de 250,0 millions de dollars avant impôts (ou 0,95 \$ par action du Groupe Jean Coutu) sur les résultats de l'exercice financier terminé le 4 juin 2007.

## **Actifs incorporels**

Les actifs incorporels à durée de vie limitée sont comptabilisés au coût et sont amortis selon la méthode linéaire. Ils sont principalement constitués de dossiers d'ordonnances de clients, de conventions de non-concurrence et de baux avantageux. Les dossiers d'ordonnances sont amortis sur une période de cinq à dix ans. Les conventions de non-concurrence sont amorties sur la durée de vie des conventions. Les baux avantageux représentent la valeur qui est attribuée aux baux dans le cadre d'une acquisition d'entreprise. La valeur assumée de ces baux avantageux est amortie sur la durée de vie résiduelle des baux. Une estimation différente de la durée de vie pourrait modifier la valeur aux livres des actifs incorporels.

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie constitués d'une marque de commerce sont comptabilisés au coût et ne sont pas amortis. La marque de commerce est soumise à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situations indiquent une perte de valeur.

## **Écarts d'acquisition**

Les écarts d'acquisition ne sont pas sujets à l'amortissement et représentent l'excédent du coût d'acquisition des entreprises sur la juste valeur des actifs identifiables nets acquis. Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situations indiquent une perte de valeur. Un test de dépréciation peut s'avérer nécessaire dans le cas d'un rendement nettement insuffisant par rapport aux résultats d'exploitation historiques ou attendus, de changements importants apportés aux valeurs acquises ou à la stratégie de la Compagnie et d'indicateurs économiques négatifs ou de segmentation des tendances. Aux fins de son analyse sur la dépréciation de valeur, la Compagnie utilise des estimations et des hypothèses de manière à établir la juste valeur. Si ces hypothèses sont incorrectes, il se peut que la valeur comptable des écarts d'acquisition ait été surestimée.

## **Autres éléments de l'actif à long terme**

Les autres éléments d'actif à long terme sont constitués principalement des incitatifs versés aux franchisés et de frais reportés. Les incitatifs versés aux franchisés sont amortis sur une période de dix ans et l'amortissement est appliqué en réduction des produits de redevances qui sont présentés dans les autres produits. Les frais reportés sont comptabilisés au coût et étaient principalement constitués de frais de financement. L'amortissement était calculé selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt à long terme et était présenté dans les frais financiers. Une estimation différente de la durée de vie pourrait modifier la valeur aux livres de ces éléments.

### **Perte de valeur d'actifs à long terme**

La Compagnie revoit la perte de valeur pour les actifs à long terme lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable. La recouvrabilité de ces actifs est déterminée en comparant les flux de trésorerie prévisionnels non actualisés attendus qui seront générés par l'utilisation de ces actifs avec leur valeur comptable. Si les flux de trésorerie s'avèrent insuffisants pour recouvrer la valeur comptable de ces actifs, la perte de valeur est constatée et les actifs à long terme sont alors réduits à leur juste valeur respective.

### **Régimes de retraite à prestations déterminées**

Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les salariés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés. L'usage d'hypothèses différentes pourrait produire des valeurs comptables différentes.

## **MODIFICATIONS DES CONVENTIONS COMPTABLES**

Aucune modification des conventions comptables n'a eu une incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie au cours de l'exercice financier 2007. Les lecteurs sont priés de consulter la note 2 des états financiers consolidés pour une description détaillée des modifications des conventions comptables survenues lors de l'exercice financier 2006.

## **CONVENTIONS COMPTABLES RÉCEMMENT PUBLIÉES**

### **Instruments dérivés**

En avril 2005, l'ICCA a publié le chapitre 3855 du Manuel, intitulé, «Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation». Ce chapitre s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2006. Il décrit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des instruments dérivés non financiers. Ce chapitre exige que tous les actifs financiers et les passifs financiers soient évalués lors de leur comptabilisation initiale à la juste valeur, compte tenu de certaines exceptions comme les prêts et les placements lorsqu'ils sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance; que tous les passifs financiers soient évalués à la juste valeur lorsqu'il s'agit de dérivés ou lorsqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction. Tous les autres passifs financiers sont évalués à leur valeur comptable; et que tous les instruments financiers dérivés soient évalués à la juste valeur, même lorsqu'ils sont des éléments constitutifs d'une relation de couverture. Ce chapitre sera effectif pour la Compagnie le 5 juin 2007 et sera adopté rétrospectivement sans retraitement. L'adoption de ce nouveau chapitre ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

### **Résultat étendu**

En avril 2005, l'ICCA a publié le chapitre 1530 du Manuel, intitulé «Résultat étendu». Il décrit la manière de présenter le résultat étendu et les éléments qui le composent. Le résultat étendu correspond à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires. Il comprend des éléments qui ne seraient normalement pas inclus dans le bénéfice net, comme la variation de l'écart de conversion relativement aux établissements étrangers autonomes et les gains ou les pertes non réalisés sur des placements disponibles à la vente. En avril 2005, l'ICCA a également apporté des changements au chapitre 3250 du Manuel «Surplus» et l'a renommé le chapitre 3251, «Capitaux propres». Les modifications sur la manière de présenter les capitaux propres et les variations des capitaux propres concordent avec les nouvelles exigences du chapitre 1530. Ces chapitres s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2006 et par conséquent, seront effectifs pour la Compagnie le 5 juin 2007 et seront adoptés rétrospectivement sans retraitement. Ces chapitres exigent que la Compagnie commence à présenter les éléments suivants dans ses états financiers consolidés : le résultat étendu et les éléments qui le composent et les autres éléments du résultat étendu cumulés et les éléments qui le composent.

## RISQUES ET INCERTITUDES

Afin de préserver et d'accroître le rendement aux actionnaires, la Compagnie a entrepris l'implantation d'un modèle de gestion des risques d'entreprise au cours de l'année. Notre modèle énonce les principes, les processus et les outils permettant d'évaluer, de prioriser et de gérer les risques ainsi que les opportunités d'amélioration de la Compagnie d'une manière efficace et uniforme. Cela nous procure également une approche intégrée de gestion des risques nous aidant à réaliser nos objectifs stratégiques.

Notre modèle présente les caractéristiques suivantes:

- Il favorise la compréhension des risques à l'échelle de la Compagnie;
- Pour chacun des risques, nous avons évalué les répercussions potentielles sur les trois éléments suivants: le rendement de la Compagnie, le rendement du réseau de franchisés ainsi que la qualité du service à la clientèle et l'impact au niveau de notre réputation et de notre image corporative.
- Nous avons évalué notre tolérance aux risques pour ensuite établir les contrôles requis pour atteindre nos objectifs.

### Sommaire des risques les plus significatifs:

Catégories	Secteurs de risques	Répercussions potentielles sur		
		Rendement de la Compagnie	Rendement du réseau de franchisés et service à la clientèle	Réputation et image corporative
Facteurs externes	Concurrence	✓	✓	✓
	Lois et règlements	✓	✓	✓
Investissement	Participation dans Rite Aid	✓		
Exploitation	Réseau de franchisés	✓	✓	✓
	Approvisionnement	✓	✓	
	Logistique / distribution	✓	✓	
	Services professionnels		✓	✓
Finances	Divulgence financière	✓		✓
	Information de gestion	✓	✓	
Ressources	Embauche, rétention et structure organisationnelle	✓	✓	✓
Outils informatiques	Efficacité des systèmes et plan de relève	✓	✓	✓

### Concurrence

L'industrie du détail au Canada est constamment en changement dans un marché très concurrentiel. Les besoins des consommateurs dictent l'évolution de l'industrie. Depuis ces dernières années, ceux-ci exigent une valeur accrue, un meilleur choix de produits et un service personnalisé. L'incapacité de la Compagnie à répondre à ces demandes de façon proactive pourrait avoir un effet négatif sur sa position concurrentielle et conséquemment, sur son rendement financier. La Compagnie croit que son réseau est en bonne position pour concurrencer les autres chaînes de pharmacies, les marchés d'alimentation et les grandes surfaces ayant des pharmacies intégrées ainsi que les pharmacies indépendantes dans la mesure où nous concentrons nos efforts pour offrir un niveau de service professionnel élevé et que nous continuons de mettre l'emphase sur la santé et le bien être des patients. Alors que d'autres entreprises peuvent concurrencer sur le prix, le client est attiré par les services de pharmacie et autres services offerts par la Compagnie, ses localisations pratiques, ses heures d'ouverture plus longues ainsi qu'une grande variété d'articles de santé, de beauté et autres articles pratiques.

Nous surveillons de près nos concurrents, leurs stratégies, l'évolution du marché ainsi que nos parts de marché. Nous avons des atouts importants afin de faire face à la concurrence: notre réseau de franchisés (328 magasins), notre marque maison (Personnelle) ainsi que nos marques exclusives et notre réseau de distribution. Des processus sont en place afin de s'assurer que les nouveaux concepts de mise en marché répondent aux attentes

des clients. Des projets pilotes existent afin d'évaluer l'impact des changements en question en terme de rentabilité et de satisfaction de la clientèle. Nous avons un programme de fidélisation très reconnu, « Air Miles<sup>MD</sup> » qui est une exclusivité dans le marché des pharmacies au Québec. Ce programme nous procure un avantage concurrentiel important et a un impact positif sur la fidélisation de notre clientèle.

### **Lois et règlements**

Nous faisons face aux risques entourant la nature réglementée de notre secteur d'activités en plus de toutes les autres réglementations que nous devons respecter. La conformité vise plusieurs domaines, entre autres: les lois sur la pharmacie et code de déontologie, la protection de renseignements personnels, la loi sur l'assurance maladie, l'assurance médicaments, la santé et la sécurité, l'équité salariale, les normes du travail, les lois fiscales, etc. Toutes modifications des lois et règlements ou politiques concernant les activités de la Compagnie peuvent avoir une incidence notable sur notre rendement.

Nous avons implanté des processus afin de nous assurer du suivi des changements ou modifications des lois existantes ou des nouvelles lois et de notre conformité aux lois. Notre système de gestion en matière de santé et sécurité nous permet de nous assurer que les procédures appropriées sont suivies afin de réduire les risques de blessures sur les lieux de travail.

Au cours de l'année 2007, certaines modifications au programme d'Assurance médicaments du Québec (Loi 130, La Politique du Médicament ou, le Plan) ont été apportées au milieu de l'année et les réglementations détaillées du programme ont déjà été publiées. Le programme devrait être effectif d'ici la fin d'année 2007. Celui-ci inclut les modifications législatives afin de réformer et de gérer de façon agressive le cadre du système pharmaceutique dans la province de Québec. Voici un bref aperçu des éléments les plus importants:

- **Diminution du prix de vente des médicaments sur ordonnance génériques**  
Dans ce programme, le prix du premier médicament sur ordonnance générique sera limité à 60% du prix de détail du produit original, les produits subséquents seront limités à 54% du prix de détail du produit original. Malgré ces limites, le prix des médicaments génériques sur ordonnance ne peut être plus élevé que dans les autres provinces canadiennes.
- **Réduction du plafond de marge bénéficiaire des grossistes**  
La limite maximale de marge bénéficiaire des grossistes pour les médicaments sur ordonnance couverts au programme d'assurance sera réduite de 9% à 7%.
- **Augmentation des prix de médicaments d'origine**  
Le programme permet l'augmentation du prix de certains médicaments d'origine, ce qui s'est produit à la fin de juin 2007.
- **Plafonnement des allocations professionnelles**  
L'acceptation de rabais et de remises du manufacturier sur les prix de liste des médicaments est interdite. Par contre, les pharmaciens au détail peuvent recevoir des allocations professionnelles des manufacturiers. Le montant maximal permis pour de telles allocations professionnelles est fixé à 20% du total des médicaments génériques sur prescription achetés selon la formule du programme.

### **Participation dans Rite Aid**

Notre participation de 32% dans Rite Aid à titre d'actionnaire le plus important représente un risque dans la mesure où la valeur de notre placement fluctuera en fonction du rendement futur de Rite Aid ainsi qu'en fonction du taux de change américain. Le marché pharmaceutique américain est très compétitif, ce qui pourrait nuire à la performance financière de Rite Aid. Les souscripteurs d'assurances et les tierces parties qui défraient les coûts des médicaments pourraient changer leurs critères d'éligibilité et encourager ou exiger l'utilisation de vente par correspondance, ce qui aurait pour effet de diminuer les ventes et marges de profit de Rite Aid en plus d'avoir un effet matériel défavorable sur leurs affaires. Rite Aid est régie par les procédures, conditions et règlements gouvernementaux; leur non-conformité ou une modification réglementaire importante pourraient défavorablement affecter leurs affaires, résultats d'opérations et condition financière. Rite Aid a contracté une dette significative dans le but d'acquérir les magasins Brooks et Eckerd, et les obligations résultantes pourraient substantiellement limiter leur capacité à exécuter leur stratégie d'affaires ainsi qu'augmenter le risque de non respect des obligations de la dette. Bien que Rite Aid prévoie que la transaction soit rentable, des difficultés d'intégration pourraient nuire à la réalisation des bénéfices escomptés par la Compagnie. Les activités d'intégration sont longues et complexes et Rite Aid pourrait rencontrer des difficultés ou des coûts imprévus.



Nous avons pris les mesures afin de suivre de près l'évolution du plan d'intégration ainsi que les décisions stratégiques à prendre. Nous avons quatre sièges sur le conseil d'administration pour nous représenter et avoir une certaine influence sur les décisions importantes qui seront prises dans le futur. Nous allons suivre de près l'évolution des parts de marché ainsi que la progression des ventes de Rite Aid afin de bien évaluer le positionnement de Rite Aid en fonction des concurrents. L'intégration des pharmacies Brooks/Eckerd dans le réseau de Rite Aid permettra d'accélérer la stratégie de croissance de Rite Aid, lui permettant d'atteindre une envergure comparable à celle de ses principaux concurrents et devrait avoir un effet positif sur la rentabilité future.

Les 250 millions d'actions de Rite Aid appartenant au Groupe Jean Coutu n'étant pas enregistrées, celles-ci ne peuvent être converties en valeur monétaire. Le Groupe Jean Coutu peut vendre ses actions suivant une offre publique inscrite, enregistrée au « *United State Securities Act* » ou conformément à la règle 144 de cette loi. La vente d'un nombre significatif d'actions de Rite Aid par la Compagnie ou autres actionnaires pourrait entraîner une chute de valeur des actions de Rite Aid. Ces actions sont également sujettes à une convention d'actionnaires que les lecteurs peuvent consulter par l'entremise du site Internet [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### **Exploitation réseau de franchisés**

Comme franchiseur d'un réseau de 328 pharmacies, nous faisons face au risque que certains franchisés ne se conforment pas aux politiques d'achats, aux plans de commercialisation ou aux normes d'exploitation prescrites. Cela pourrait avoir des impacts importants sur notre rentabilité ainsi que sur notre réputation et notre image corporative. Afin de réduire ces risques à un niveau acceptable, nous avons une équipe de conseillers aux opérations qui ont, entre autres, le mandat de faire le suivi en succursales afin de s'assurer du respect de notre stratégie de mise en marché ainsi qu'à l'application uniforme des normes de la Compagnie.

### **Approvisionnement**

Nous avons développé des liens solides et durables auprès de nombreux fournisseurs situés sur plusieurs continents, qui sont pour la plupart, des chefs de file mondiaux. Afin de maximiser nos marges de profit et faire face à la concurrence de plus en plus importante, nous négocions des conditions d'achats favorables avec nos fournisseurs, ce qui nous permet d'offrir de meilleurs prix à l'ensemble de notre réseau de pharmacies. Notre volume des ventes, les gammes de produits ainsi que le niveau d'inventaire sont affectés, dans une certaine mesure, par les saisons, les conditions climatiques et les événements spéciaux (ex: Noël, St-Valentin, Fête des Mères, etc.). L'achat de produits importés, marques exclusives et maison peut générer des surplus d'inventaires ainsi que certains risques financiers. Nous avons en place des systèmes de gestion des inventaires performants ainsi que des procédures efficaces entourant l'évaluation du roulement des inventaires et la désuétude des stocks. Cela permet de réduire nos risques liés aux inventaires à un niveau acceptable.

Nous sommes également assujettis à d'éventuelles responsabilités liées aux activités commerciales, notamment les risques liés aux défauts de produits et à la manipulation des produits. Des procédures ont été mises en place pour gérer les situations qui pourraient en découler. Nos fournisseurs sont responsables de la qualité de leurs produits et dans un cas de non-conformité, ceux-ci devront assumer les risques en question. Pour les produits de la marque maison "Personnelle" qui sont fabriqués en vertu de contrats par des fournisseurs indépendants, nous avons des contrôles en place pour s'assurer du respect des normes de qualité élevées afin de préserver la valeur de notre marque. Nous utilisons les mêmes normes pour l'évaluation de notre gamme de produits exclusifs. De plus, nous avons en place, des procédures afin de retirer du marché les produits qui sont potentiellement dangereux ainsi que pour communiquer rapidement la situation aux employés et aux consommateurs. Nous utilisons les meilleures pratiques pour l'entreposage, la sécurité physique et la distribution des différents produits vendus.

### **Logistique / distribution**

Afin d'assurer un service efficace et de qualité supérieure à nos franchisés, la gestion de l'entreposage et de la distribution sont critiques à nos opérations, nous avons maintenant deux (2) entrepôts situés à des endroits stratégiques, près de grands axes routiers au Québec et en Ontario. Plusieurs initiatives ont été mises de l'avant pour assurer un suivi constant sur les opérations de distribution afin que les standards et règlements soient respectés. Des sondages annuels sont complétés pour évaluer nos performances auprès des franchisés. Des études de temps/mouvement sont également effectuées au besoin pour évaluer et améliorer notre performance.

### **Services professionnels**

De par notre réseau de franchisés, nous avons des risques professionnels entourant la gestion de l'information confidentielle ainsi que la possibilité d'erreurs au niveau des prescriptions. Cela pourrait avoir des impacts importants sur notre réputation et notre image corporative. Nous avons en place plusieurs procédures afin de

réduire ces risques à un niveau acceptable. Entre autres, nous avons développé un programme de formation continu pour le personnel (les techniciens et les pharmaciens), des procédures pour la gestion de l'information confidentielle ainsi que des manuels d'opération au laboratoire. Un suivi est également effectué sur les normes professionnelles établies pour assurer leur conformité par nos franchisés.

### **Divulgence financière**

Nous sommes tenus de nous conformer aux lois sur les valeurs mobilières en matière de présentation de l'information, de même qu'aux normes comptables, qui visent à garantir la communication intégrale, exacte et à temps de l'information financière et des autres renseignements importants au public. Afin de nous assurer que nous nous acquittons de nos obligations et que nous atténuons les risques liés à la présentation de l'information inexacte ou incomplète, nous avons mis sur pied une politique de divulgation de l'information et une procédure de divulgation interne de l'information.

### **Information de gestion**

Afin d'assurer le suivi sur l'évolution de son exploitation, la Compagnie s'appuie sur de l'information de gestion financière. Il est primordial que cette information soit pertinente, fiable et disponible en temps opportun afin d'éviter toute incidence défavorable sur la gestion de son exploitation. La compagnie compte, au sein de son groupe des finances, sur des gens compétents qui maintiennent des politiques, des processus et des systèmes d'information efficaces afin de fournir l'assurance raisonnable que les informations requises sont enregistrées, traitées et présentées en temps opportun.

### **Embauche, rétention et structure organisationnelle**

Notre programme de recrutement, notre structure salariale, nos programmes de gestion du rendement, notre plan de relève et de formation comportent des risques qui pourraient avoir des impacts négatifs au niveau de notre habileté à implanter notre plan stratégique ainsi que notre capacité à attirer et conserver les ressources compétentes nécessaires pour soutenir la croissance et le succès de la Compagnie. Nous avons des pratiques éprouvées pour attirer les professionnels requis pour notre réseau de franchisés. Nous avons des programmes efficaces au niveau des universités afin de faire connaître les avantages de se joindre à notre réseau. Nous avons des pratiques d'évaluation de rendement qui sont coordonnées par le groupe des ressources humaines. Notre structure salariale est réévaluée sur une base régulière afin de s'assurer que celle-ci est compétitive en fonction du marché et de nos concurrents. Nous avons mis en place un plan de relève afin de s'assurer d'avoir des ressources bien identifiées pour les postes clés dans l'organisation. Les employés du centre de distribution de Longueuil, Québec sont régis par une convention collective expirant le 31 décembre 2011.

### **Efficacité des systèmes et plan de relève**

Nous avons, pour l'ensemble de nos activités, des systèmes performants. La continuité de nos opérations serait directement affectée en cas de non disponibilité des systèmes informatiques. Cela aurait un impact direct sur notre chiffre d'affaires et donc, sur notre rentabilité. Afin de réduire les risques liés aux technologies, nous avons mis en place des contrôles tels un plan de relève en cas de sinistre et des contrôles sur les accès non autorisés. Le Centre Rx possède depuis plusieurs années des outils qui permettent l'exploitation d'un site de relève en mode haute disponibilité. En effet, la Compagnie possède l'infrastructure nécessaire pour répliquer toutes les transactions, les bases de données et les applications essentielles à la bonne marche des ses opérations quotidiennes.

## **RAPPORT ANNUEL DE LA DIRECTION SUR LES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE / CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

### **Contrôles et procédures de communication de l'information**

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée à la haute direction en temps opportun, notamment au président et chef de la direction ainsi qu'au premier vice-président, finances et affaires corporatives pour que les décisions appropriées puissent être prises concernant la communication de cette information au public.

Une évaluation de la conception et de l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information a été menée au 4 juin 2007, sous la supervision et avec la participation de la direction, y compris le président du conseil d'administration, président et chef de la direction et le premier vice-président, finances et affaires corporatives. En se fondant sur cette évaluation, le président et chef de la direction et le premier vice-président, finances et affaires corporatives ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information, tels

qu'ils sont définis au Canada dans le règlement 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs), permettent d'assurer que l'information devant être communiquée dans les documents que nous déposons ou présentons est consignée, traitée, condensée et présentée dans les délais prévus par les règles et formulaires pertinents.

#### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que nos états financiers ont été établis en conformité avec les PCGR du Canada. La direction est tenue d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de la Compagnie.

La direction de la Compagnie, y compris le président et chef de la direction et le premier vice-président, finances et affaires corporatives, a évalué la conception de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon le cadre et les critères établis dans le document intitulé « *Internal Control – Integrated Framework* » publié par le « *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* ». En s'appuyant sur cette évaluation, la direction a conclu qu'au 4 juin 2007, le contrôle interne à l'égard de l'information financière était adéquatement conçu.

La Compagnie poursuivra ses travaux au cours des prochains exercices dans le but de se conformer à la dernière exigence du Règlement 52-109, soit l'évaluation par la direction de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Selon les informations publiées à ce jour par les autorités réglementaires canadiennes, la Compagnie devrait être tenue de publier son premier rapport d'évaluation pour l'exercice financier se terminant en 2009.

#### **Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Tel qu'elle l'a divulgué, la Compagnie n'a apporté aucun changement à ses contrôles internes en matière d'information financière qui a, ou qui aurait vraisemblablement pu avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie au cours de l'exercice financier terminé le 4 Juin 2007.

### **STRATÉGIES ET PERSPECTIVES**

Grâce à ses opérations au Canada et à une participation importante dans l'un des chefs de file de la pharmacie aux États-Unis, la Compagnie sera en excellente position pour bénéficier de la croissance dans l'industrie des pharmacies de détail en Amérique du nord. Les tendances démographiques, tant au Canada qu'aux États-Unis, contribueront à la croissance de la consommation de médicaments d'ordonnance ainsi qu'à l'augmentation constante de l'utilisation de produits pharmaceutiques comme principale forme d'intervention en matière de soins de santé personnels. La direction est d'avis que ces tendances se maintiendront et que la Compagnie assurera la croissance de ses ventes grâce à la différenciation et à la qualité de son offre et de son niveau de service dans son réseau de pharmacies canadien, qu'elle exploite en misant sur la croissance des ventes, son programme immobilier et l'efficacité de ses opérations. Pour une période de 12 mois à compter du 5 juin 2007, la Compagnie prévoit investir environ 60 millions de dollars canadiens en immobilisations et incitatifs aux franchisés au Canada et prévoit également que les franchisés investiront un montant additionnel de 40,0 millions de dollars canadiens. La Compagnie prévoit ouvrir ou relocaliser 19 établissements, compléter 44 projets de rénovation et d'expansion et ouvrir 20 Boutiques Passion Beauté.

La conclusion de la transaction entre le Groupe Jean Coutu et Rite Aid était une étape déterminante pour les actionnaires de la Compagnie. La Compagnie a profité d'une occasion stratégique unique pour optimiser sa présence aux États-Unis en transformant son investissement dans une chaîne de pharmacies régionale en une participation en tant qu'actionnaire principal dans une chaîne nationale. Ce faisant, la Compagnie sera en mesure de mieux participer dans l'industrie croissante des chaînes de pharmacies aux États-Unis tout en détenant un bilan virtuellement libre de dettes et en ayant une plus grande souplesse financière. La participation de 32,0 % de la Compagnie dans la nouvelle entité Rite Aid permettra aux actionnaires de profiter des bénéfices économiques des synergies attendues, créant ainsi de la valeur aux actionnaires.

2 août 2007



## Rapport de la direction relativement aux états financiers

La responsabilité des états financiers de Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. incombe à la direction. Ces états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Au besoin, la direction a porté des jugements et fait des estimations sur l'issue des faits et d'opérations, en tenant compte de leur importance relative. La direction est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le présent rapport ainsi que de leur concordance, s'il y a lieu, avec ceux présentés dans les états financiers consolidés.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôle interne qui vise à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

Le conseil d'administration s'acquitter de sa responsabilité à l'égard des états financiers consolidés principalement par l'intermédiaire de son comité de vérification, formé uniquement d'administrateurs indépendants, qui examine les états financiers consolidés et fait rapport au conseil. Le comité rencontre périodiquement les vérificateurs externes, le vérificateur interne et la direction, afin d'examiner leurs activités respectives et la façon dont chacune des parties s'acquitter de ses responsabilités. Les vérificateurs externes et le vérificateur interne peuvent communiquer librement avec le comité, en présence ou non de la direction, pour discuter de la portée de leur vérification, du caractère adéquat du système de contrôle interne et du caractère adéquat de l'information financière.

Les états financiers consolidés ont été examinés par le comité de vérification et ont reçu l'approbation du conseil d'administration. Par ailleurs, les vérificateurs externes de la Compagnie, Deloitte & Touche s.r.l., ont la responsabilité de la vérification des états financiers consolidés et de l'expression d'une opinion sur ceux-ci. Leur rapport est reproduit ci-après.

/S/ Jean Coutu

Président et chef de la direction

/S/ André Belzile

Premier vice-président, finances et affaires corporatives

## Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de  
Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. au 4 juin 2007 et au 27 mai 2006 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Compagnie. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Compagnie au 4 juin 2007 et au 27 mai 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

/S/ Deloitte & Touche s.r.l.

Comptables agréés

Le 2 août 2007

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Résultats consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006	2007	2006
<i>(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)</i>	\$	\$
	(note 1b)	(note 1b)
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>11 469,7</b>	10 954,1
<b>Autres produits</b> (note 3)	<b>205,9</b>	189,0
	<b>11 675,6</b>	11 143,1
<b>Charges d'exploitation</b>		
Coût des marchandises vendues	<b>8 837,2</b>	8 401,2
Frais généraux et d'exploitation	<b>2 309,3</b>	2 249,1
Frais de restructuration (note 4)	<b>54,3</b>	-
Amortissements (note 5)	<b>67,1</b>	227,9
	<b>11 267,9</b>	10 878,2
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>407,7</b>	264,9
<b>Frais financiers</b> (note 6)	<b>215,6</b>	205,1
<b>Gain sur la cession du secteur de vente au détail</b> (note 4)	<b>( 139,3)</b>	-
<b>Pertes encourues suite aux remboursements anticipés des dettes</b> (note 14)	<b>168,3</b>	-
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>163,1</b>	59,8
<b>Impôts sur les bénéfices (recouvrement)</b> (note 7)	<b>22,3</b>	( 44,0)
<b>Bénéfice net</b>	<b>140,8</b>	103,8
<b>Bénéfice par action, en dollars</b> (note 8)		
De base	<b>0,54</b>	0,40
Dilué	<b>0,54</b>	0,40

### Bénéfices non répartis consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006	2007	2006
<i>(en millions de dollars américains)</i>	\$	\$
	(note 1b)	(note 1b)
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>864,4</b>	787,6
Bénéfice net	<b>140,8</b>	103,8
	<b>1 005,2</b>	891,4
Dividendes	<b>27,8</b>	27,0
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>977,4</b>	864,4

L'information sectorielle et les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

<b>Bilans consolidés</b>	Au 4 juin 2007	Au 27 mai 2006
<i>(en millions de dollars américains)</i>	\$	\$
<b>Actif</b>		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38,5	135,8
Débiteurs	153,7	555,5
Impôts à recevoir	0,3	16,5
Stocks	130,5	1 744,9
Charges payées d'avance et autres	7,2	47,3
	<b>330,2</b>	2 500,0
<b>Placements</b> (note 9)	<b>1 509,6</b>	25,4
<b>Immobilisations</b> (note 10)	<b>301,9</b>	1 385,8
<b>Actifs incorporels</b> (note 11)	-	689,4
<b>Écarts d'acquisition</b> (note 12)	<b>18,9</b>	876,8
<b>Autres éléments de l'actif à long terme</b> (note 13)	<b>47,6</b>	113,6
	<b>2 208,2</b>	5 591,0
<b>Passif</b>		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	244,9	1 079,4
Impôts à payer	21,6	0,2
Impôts futurs (note 7)	-	147,8
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 14)	0,6	78,8
	<b>267,1</b>	1 306,2
<b>Dette à long terme</b> (note 14)	<b>7,0</b>	2 312,0
<b>Autres éléments du passif à long terme</b> (note 15)	<b>27,7</b>	407,1
	<b>301,8</b>	4 025,3
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital-actions (note 17)	579,7	577,9
Surplus d'apport	4,1	2,4
Bénéfices non répartis	977,4	864,4
Écart de conversion des devises (note 18)	345,2	121,0
	<b>1 906,4</b>	1 565,7
	<b>2 208,2</b>	5 591,0
<b>Garanties, éventualités et engagements</b> (notes 20 et 21).		

L'information sectorielle et les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil,

/s/ Jean Coutu

**Jean Coutu**  
Administrateur

/s/ L.Denis Desautels

**L. Denis Desautels**  
Administrateur

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Flux de trésorerie consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains)

	2007	2006
	\$	\$
	(note 1b)	(note 1b)
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	140,8	103,8
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissements	84,2	244,1
Gain sur la cession du secteur de vente au détail (note 4)	( 139,3)	-
Radiation des frais de financement reportés (note 14)	64,1	-
Impôts futurs	( 34,2)	( 29,9)
Autres	1,5	10,7
	<b>117,1</b>	<b>328,7</b>
Variation nette des éléments hors caisse de l'actif et du passif (note 25)	( 5,5)	( 164,0)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	<b>111,6</b>	<b>164,7</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Produit de la cession du secteur de vente au détail (note 4)	2 312,0	-
Placements et placements temporaires	(1,7)	74,3
Acquisition d'immobilisations	( 135,7)	( 167,5)
Produit de la cession d'immobilisations	8,1	130,5
Acquisition d'actifs incorporels	( 2,1)	( 10,8)
Produit de la cession d'actifs incorporels	1,0	8,7
Autres éléments de l'actif à long terme	( 2,1)	( 1,9)
Flux de trésorerie générés par les activités d'investissement	<b>2 179,5</b>	<b>33,3</b>
<b>Activités de financement</b>		
Émission de la dette à long terme, déduction faite des frais	4,6	( 2,8)
Remboursement de la dette à long terme (note 14)	(2 384,1)	( 177,3)
Émission de capital-actions	1,8	0,4
Dividendes	( 27,8)	( 27,0)
Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement	<b>(2 405,5)</b>	<b>(206,7)</b>
<b>Effet des fluctuations du cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>17,1</b>	<b>12,3</b>
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>( 97,3)</b>	<b>3,6</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>135,8</b>	<b>132,2</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>38,5</b>	<b>135,8</b>

L'information sectorielle et les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés. La note 25 présente des renseignements complémentaires aux flux de trésorerie.



## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Information sectorielle consolidée

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains)

La Compagnie compte deux secteurs d'exploitation isolables : le franchisage et la vente au détail. Dans le cadre de ses activités de franchisage, la Compagnie agit à titre de franchiseur de la bannière « PJC Jean Coutu », exploite deux centres de distribution et coordonne plusieurs autres services pour ses franchisés. Dans le secteur de vente au détail, au cours des exercices 2006 et 2007, la Compagnie exploitait également des établissements de produits pharmaceutiques et autres sous les bannières « Brooks » et « Eckerd ». Le 4 juin 2007, la Compagnie a vendu ses intérêts dans les établissements « Brooks » et « Eckerd » en contrepartie d'espèces et d'une participation dans les capitaux propres de Rite Aid Corporation, qui gère maintenant un réseau d'environ 5 100 établissements corporatifs opérant dans les pharmacies de détail aux États-Unis (note 4).

La Compagnie évalue la performance de ses secteurs d'exploitation en se basant sur leur bénéfice d'exploitation avant amortissements qui n'est pas une mesure de performance définie par les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada; cependant, la direction utilise cette mesure afin d'évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs.

L'information sectorielle se résume comme suit :

	2007	2006
	\$	\$
	(note 1b)	(note 1b)
<b>Revenus <sup>(1)</sup></b>		
Franchisage	1 889,8	1 635,4
Vente au détail	9 785,8	9 507,7
	<b>11 675,6</b>	<b>11 143,1</b>
<b>Bénéfice d'exploitation avant amortissements</b>		
Franchisage	191,0	165,0
Vente au détail	287,7	331,6
	<b>478,7</b>	<b>496,6</b>
<b>Amortissements</b>		
Franchisage <sup>(2)</sup>	16,8	15,9
Vente au détail	235,2	215,8
Renversement de l'amortissement du secteur vente au détail lors de la consolidation <sup>(3)</sup>	( 181,0)	-
	<b>71,0</b>	<b>231,7</b>
<b>Bénéfice d'exploitation</b>		
Franchisage	174,2	149,1
Vente au détail	52,5	115,8
Renversement de l'amortissement du secteur vente au détail lors de la consolidation <sup>(3)</sup>	181,0	-
	<b>407,7</b>	<b>264,9</b>

<sup>(1)</sup> Les revenus sont constitués du chiffre d'affaires et des autres produits.

<sup>(2)</sup> Incluant l'amortissement des incitatifs versés aux franchisés.

<sup>(3)</sup> Depuis le 23 août 2006, la Compagnie a cessé d'amortir les actifs relatifs à ses opérations américaines puisqu'ils étaient présentés à titre d'actifs destinés à la vente.

**LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.****Information sectorielle consolidée**

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

*(en millions de dollars américains)*

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	\$	\$
	(note 1b)	(note 1b)
<b>Acquisition d'immobilisations et d'actifs incorporels</b>		
Franchisage	<b>33,6</b>	43,2
Vente au détail	<b>104,2</b>	135,1
	<b>137,8</b>	178,3
	<u>Au 4</u>	<u>Au 27</u>
	<u>juin 2007</u>	<u>mai 2006</u>
	\$	\$
<b>Immobilisations, actifs incorporels et écarts d'acquisition</b>		
Franchisage	<b>320,8</b>	286,9
Vente au détail	-	2 665,1
	<b>320,8</b>	2 952,0
<b>Total de l'actif</b>		
Franchisage	<b>733,5</b>	729,5
Vente au détail <sup>(1)</sup>	<b>1 474,7</b>	4 861,5
	<b>2 208,2</b>	5 591,0

Les revenus, les immobilisations, actifs incorporels et écarts d'acquisition ainsi que le total de l'actif de la Compagnie pour les secteurs géographiques du Canada et des États-Unis correspondent respectivement aux secteurs de franchisage et de vente au détail.

<sup>(1)</sup> Au 4 juin 2007, le total de l'actif représente la participation dans Rite Aid Corporation.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

---

## 1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables

### a) Description de l'entreprise

La Compagnie est constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies du Québec*. Elle exerce ses activités dans deux secteurs.

Au Canada, la Compagnie exploite un réseau d'établissements franchisés. Par son activité de franchisage, elle coordonne plusieurs services pour son réseau qui compte 328 établissements franchisés au 4 juin 2007 (327 au 27 mai 2006) et exploite deux centres de distribution. Au cours de l'exercice 2007, 4 établissements franchisés ont été ouverts (11 en 2006) tandis que 3 ont été fermés (5 en 2006). Son réseau de franchisés effectue la vente au détail de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques. La Compagnie administre également les immeubles abritant tous les établissements franchisés.

Aux États-Unis, la Compagnie exploitait un réseau d'établissements corporatifs de vente au détail de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques répartis dans 18 états du nord-est, du centre du littoral de l'Atlantique et du sud-est des États-Unis. Au 27 mai 2006, la Compagnie exploitait 1 858 établissements corporatifs. Au cours de l'exercice 2007, 11 nouveaux établissements corporatifs ont ouvert leurs portes (21 en 2006), 15 ont été fermés (85 en 2006) et 1 854 ont été vendus le 4 juin 2007. Suite à la vente du secteur de vente au détail le 4 juin 2007, la Compagnie n'opère plus directement d'établissements corporatifs aux États-Unis, mais détient plutôt une participation dans les capitaux propres de Rite Aid Corporation (note 4).

### b) Présentation des états financiers

Les états financiers consolidés sont préparés conformément aux PCGR du Canada.

Le calendrier de fins de périodes de la Compagnie est basé sur le calendrier de marchandisage 4-5-4 de la *National Retail Federation* aux États-Unis. Par conséquent, l'exercice de la Compagnie comprend habituellement 52 semaines, mais comporte 53 semaines tous les cinq ou six ans. L'exercice terminé le 4 juin 2007 comprend exceptionnellement 53 semaines et 2 jours afin de refléter la cession des opérations américaines décrite à la note 4, tandis que l'exercice terminé le 27 mai 2006 comprenait 52 semaines.

Pour l'exercice débutant le 5 juin 2007, la Compagnie a modifié sa date de fin d'exercice pour devenir le samedi le plus près du 29 février ou du 1er mars; afin que sa fin d'exercice coïncide avec celle de Rite Aid Corporation.

### c) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société mère et ceux de ses filiales. Toutes les transactions et soldes intercompagnies ont été éliminés lors de la consolidation.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

---

## 1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

### d) *Utilisation d'estimations*

La préparation d'états financiers consolidés selon les PCGR du Canada exige que la direction procède à des estimations et pose certaines hypothèses. Ces estimations et hypothèses peuvent avoir un effet sur les montants d'actif et de passif déclarés ainsi que sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers consolidés. Elles peuvent également influencer sur les montants des produits et des charges de l'exercice qui sont présentés. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les éléments qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont : l'évaluation des stocks, l'évaluation des actifs à long terme, du gain sur la cession du secteur de vente au détail, et des réserves et provisions, plus particulièrement la provision pour fermeture d'établissements, la provision générale et d'indemnités pour accidents du travail, et la provision relative aux impôts sur les bénéfices.

### e) *Constataion des produits*

La Compagnie enregistre ses revenus provenant de la vente de biens aux franchisés lorsque les marchandises sont expédiées. Les ventes au détail sont constatées au moment de la vente au consommateur. La Compagnie enregistre son chiffre d'affaires déduction faite des retours de marchandise. Les rabais de volumes ainsi que les escomptes de caisse consentis aux clients sont enregistrés en réduction du chiffre d'affaires au fur et à mesure que les ventes sont constatées. La Compagnie présente au net les transactions résultant des marchandises expédiées directement aux franchisés par les fournisseurs pour lesquels la Compagnie agit à titre d'intermédiaire.

Les redevances sont calculées en fonction d'un pourcentage des ventes au détail des franchisés et sont inscrites comme revenus à mesure qu'elles sont gagnées. Ce pourcentage est établi par les conventions conclues avec les franchisés.

Les services facturés aux franchisés et les revenus de location sont comptabilisés lorsque les services sont rendus. Lorsque les baux contiennent des clauses de prix échelonné, la Compagnie enregistre le revenu de location selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

Les produits ne sont constatés que lorsque leur recouvrement est raisonnablement assuré.

### f) *Activités dont les tarifs sont réglementés*

Dans le cadre de son activité de franchisage, la Compagnie exerce certaines activités dont les tarifs sont réglementés. Au Canada, dans les provinces de Québec et de l'Ontario, les gouvernements provinciaux, par le biais de diverses instances, dressent une liste des médicaments et en déterminent le prix. La Compagnie ne peut vendre un produit à un prix supérieur à celui alors défini.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

---

## 1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

### g) Rabais des fournisseurs

Les contreparties en espèces reçues des fournisseurs constituent une réduction de prix des produits ou des services des fournisseurs et sont comptabilisées comme une réduction du coût des marchandises vendues et des stocks connexes lors de la constatation dans l'état des résultats et dans le bilan consolidés de la Compagnie. Certaines exceptions s'appliquent lorsque les contreparties en espèces reçues représentent soit un remboursement des coûts différentiels engagés par la Compagnie pour vendre les produits des fournisseurs, soit un paiement au titre de biens livrés ou de services fournis aux fournisseurs.

### h) Conversion des devises

Les états financiers non consolidés de la société mère et de ses filiales sont préparés en fonction de leurs monnaies fonctionnelles respectives, soit le dollar américain pour ses opérations américaines et le dollar canadien pour ses opérations canadiennes ainsi que pour ses activités corporatives.

Les états financiers des entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont convertis à la monnaie de présentation au moyen de la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les postes de l'état des résultats et de l'état des flux de trésorerie de chaque exercice sont convertis à la monnaie de présentation aux taux de change moyens mensuels et les éléments de l'actif et du passif sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Tous les écarts de conversion dégagés sont comptabilisés dans le compte écart de conversion des devises de l'avoir des actionnaires.

Les opérations libellées en monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'entité sont converties selon la méthode temporelle. Selon cette méthode, les actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, les actifs et passifs non monétaires en devises étrangères sont convertis au taux de change d'origine tandis que les éléments de l'état des résultats en devises étrangères sont convertis aux taux de change moyens mensuels. Tous les gains et pertes résultant de cette conversion sont de nature courante et sont inclus à l'état des résultats consolidés, sauf s'ils font l'objet de comptabilité de couverture.

### i) Bénéfice par action

Le bénéfice de base et dilué par action a été obtenu respectivement en divisant le bénéfice net consolidé attribuable aux actionnaires ordinaires de l'exercice par le nombre moyen pondéré d'actions de base et dilué en circulation.

Le nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation est calculé comme si toutes les options dilutives étaient réputées avoir été levées au plus tard des deux dates, soit le début de la période visée ou à la date de l'octroi, selon la méthode du rachat d'actions.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

---

#### 1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

##### *j) Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et de placements très liquides qui, à la date de leur acquisition, ont des échéances de moins de trois mois.

##### *k) Stocks*

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon, soit les méthodes de l'épuisement successif, du coût moyen unitaire ou du prix de vente au détail moins un pourcentage normal de bénéfice brut.

##### *l) Placements*

Les participations dans les sociétés satellites sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Selon cette méthode, la participation est initialement enregistrée au coût et par la suite, des ajustements sont faits afin de refléter la quote-part de la Compagnie dans le bénéfice ou la perte net(te) de la société satellite, laquelle est enregistrée dans le bénéfice net. Les autres placements sont comptabilisés au coût.

La direction procède périodiquement à une analyse individuelle des placements et chaque fois qu'un événement défavorable ou encore, une indication de changements de situations faisant en sorte que la valeur comptable d'un placement pourrait ne pas être recouvrable, la Compagnie évalue si la juste valeur du placement a diminué en deçà de sa valeur comptable. Si la diminution s'avère être une moins-value durable, le placement est alors ramené à sa juste valeur et la perte est comptabilisée aux résultats consolidés.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

---

## 1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

### m) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

L'amortissement des immeubles destinés à la location a été calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode des intérêts composés jusqu'au 1er juin 2004. Depuis cette date, la Compagnie a utilisé la méthode de l'amortissement linéaire. Les constructions en cours ne sont pas amorties tant que l'actif n'est pas mis en service. L'amortissement des autres immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon les méthodes de l'amortissement linéaire et dégressif à taux constant. Les taux et les durées utilisés sont les suivants :

	Méthodes	Taux et durées
Immeubles	Dégressif et linéaire	5% et 12 à 31 ans
Immeubles destinés à la location	Linéaire	40 ans
Améliorations locatives	Linéaire	moindre de la durée de vie utile et de la durée du bail
Équipement	Linéaire	3 à 7 ans

### n) Actifs incorporels

Les actifs incorporels à durée de vie limitée sont comptabilisés au coût et sont amortis selon la méthode linéaire. Ils sont principalement constitués de dossiers d'ordonnances de clients, de conventions de non-concurrence et de baux avantageux. Les dossiers d'ordonnances sont amortis sur une période de cinq à dix ans. Les conventions de non-concurrence sont amorties sur la durée de vie des conventions. Les baux avantageux représentent la valeur qui est attribuée aux baux dans le cadre d'une acquisition d'entreprise. La valeur assumée de ces baux avantageux est amortie sur la durée de vie résiduelle des baux.

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie constitués d'une marque de commerce sont comptabilisés au coût et ne sont pas amortis. La marque de commerce est soumise à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situations indiquent une perte de valeur.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

---

## 1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

### *o) Écarts d'acquisition*

Les écarts d'acquisition ne sont pas sujets à l'amortissement et représentent l'excédent du coût d'acquisition des entreprises sur la juste valeur des actifs identifiables nets acquis. Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situations indiquent une perte de valeur. En date du 4 juin 2007 et du 27 mai 2006, la Compagnie a effectué des tests de dépréciation et aucune réduction de valeur n'a été nécessaire.

### *p) Autres éléments de l'actif à long terme*

Les autres éléments d'actif à long terme sont constitués principalement des incitatifs versés aux franchisés et de frais reportés. Les incitatifs versés aux franchisés sont amortis sur une période de dix ans et l'amortissement est appliqué en réduction des produits de redevances qui sont présentés dans les autres produits. Les frais reportés sont comptabilisés au coût et étaient principalement constitués de frais de financement. L'amortissement était calculé selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt à long terme et était présenté dans les frais financiers.

### *q) Perte de valeur d'actifs à long terme*

La Compagnie revoit la perte de valeur pour les actifs à long terme lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable. La recouvrabilité de ces actifs est déterminée en comparant les flux de trésorerie prévisionnels non actualisés attendus qui seront générés par l'utilisation de ces actifs avec leur valeur comptable. Si les flux de trésorerie s'avèrent insuffisants pour recouvrer la valeur comptable de ces actifs, la perte de valeur est constatée et les actifs à long terme sont alors réduits à leur juste valeur respective.

### *r) Impôts futurs*

La Compagnie utilise la méthode de l'actif et du passif fiscaux pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs et ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber. Les actifs d'impôts futurs sont constatés uniquement dans la mesure où, de l'avis de la direction, leur réalisation est jugée plus probable qu'improbable.



## 1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

### s) *Autres éléments du passif à long terme*

Mis à part les impôts futurs, les autres éléments du passif à long terme étaient constitués principalement de produits reportés, d'obligations reportées relatives à des baux, de baux défavorables, d'une provision générale et d'indemnités pour accidents du travail et d'une provision pour fermeture d'établissements.

*Produits reportés* : la Compagnie reçoit des allocations de ses fournisseurs en contrepartie d'ententes exclusives d'achats. Les produits relatifs à ces ententes sont reportés lors de l'encaissement et les montants sont constatés au rythme des achats, tel que stipulé dans chacune des ententes. Les produits reportés incluent également un gain reporté relativement à des cession-bail, tel que décrit à la note 25.

*Obligations reportées relatives à des baux* : la Compagnie exerce une part de ses activités dans des locaux loués et constate la charge locative lorsqu'elle prend possession du local du propriétaire, ce qui normalement inclut une période d'aménagement précédant l'ouverture du magasin. Lorsque les baux contiennent des clauses de prix échelonnés, la Compagnie constate la charge locative de façon linéaire sur la durée du bail et conséquemment, comptabilise à titre d'obligations reportées relatives à des baux l'excédent de la charge sur le montant payable. La Compagnie reçoit également des incitatifs relatifs aux baux qui sont amortis selon la méthode linéaire sur le moindre de la durée de vie utile de l'actif et de la durée du bail.

Les loyers qui dépendent de facteurs qui ne sont pas mesurables au moment de l'entrée en vigueur du bail, tel que le volume du chiffre d'affaires, sont des loyers conditionnels à part entière et, à ce titre, ne sont pas inclus dans les paiements minimums exigibles en vertu du bail. Ces charges de loyer sont enregistrées à l'état des résultats lorsque la dépense a été encourue et que le montant est raisonnablement estimable.

*Baux défavorables* : la valeur attribuée à des baux défavorables assumés dans le cadre d'une acquisition d'entreprise est amortie selon la méthode linéaire sur la durée de vie résiduelle des baux.

*Provision générale et d'indemnités pour accidents du travail* : la provision générale et d'indemnités pour accidents du travail est déterminée par des calculs actuariels basés sur l'estimation des réclamations déclarées ainsi que des réclamations encourues mais non déclarées provenant de l'expérience historique et des données courantes.

*Provision pour fermeture d'établissements* : la provision pour fermeture d'établissements est fondée sur la valeur actualisée des obligations découlant des baux, net des loyers estimatifs de sous-location et des autres coûts de fin de bail.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

---

## 1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

### t) Rémunération à base d'actions

La Compagnie a un régime d'options sur actions à prix fixe, qui est décrit à la note 19. Depuis le 1er juin 2003, le coût de la rémunération à base d'actions est comptabilisé selon la méthode de la juste valeur. Conformément à cette méthode, les octrois d'options sur actions sont calculés à la date d'octroi au moyen de la méthode de la juste valeur. Ils sont passés en charge et portés au crédit du surplus d'apport durant la période d'acquisition. Ces crédits sont reclassés au capital-actions à la levée de ces options sur actions.

### u) Régimes de retraite à prestations déterminées

La Compagnie offre, à certains de ses hauts dirigeants, des régimes de retraite à prestations déterminées, lesquels comprennent un régime enregistré de retraite ainsi que des régimes complémentaires de retraite non enregistrés au Canada.

Le versement des cotisations au régime enregistré de retraite est effectué conformément aux lois applicables et le financement des régimes complémentaires n'est effectué que partiellement par l'entremise de conventions de retraite (CR). Le montant des cotisations requises aux fins de la capitalisation est déterminé par évaluation actuarielle effectuée tous les trois ans. La plus récente évaluation actuarielle a été effectuée en date du 31 décembre 2005 et la date d'effet de la prochaine évaluation actuarielle est le 31 décembre 2008.

La Compagnie comptabilise ses obligations découlant des régimes d'avantages sociaux des salariés ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les salariés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés. Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur des actifs est la valeur du marché.

Le coût des services passés est amorti selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs, à la date des modifications.

L'excédent du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette, du plus élevé de 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou de 10 % de la juste valeur des actifs du régime, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par les régimes de retraite était de 9,3 ans au 4 juin 2007 (9,6 ans au 27 mai 2006).

### v) Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de retraite des régimes à cotisations déterminées correspond à la cotisation de la Compagnie.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

---

## 1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

### w) Instruments financiers dérivés

La Compagnie a, lorsque requis, recours à divers instruments financiers dérivés pour gérer les risques de taux d'intérêt et de change. La Compagnie n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation.

La Compagnie documente toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que l'objectif de gestion du risque et la stratégie qui sous-tendent l'utilisation des divers instruments de couverture. Les dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont constatés à leur juste valeur et les variations des justes valeurs sont imputées à l'état des résultats.

La Compagnie utilisait des conventions d'échange de taux d'intérêt (swaps de taux d'intérêt) afin de mieux gérer l'ensemble des taux d'intérêt fixes et variables liés à l'ensemble de son portefeuille d'emprunts. Ces ententes comportaient l'échange de paiements d'intérêts sans qu'il y ait échange du montant nominal de référence sur lequel les paiements sont basés. La Compagnie inscrit les échanges de paiements à titre d'ajustements des intérêts débiteurs de la dette couverte.

## 2. Conventions comptables

### Modifications de conventions comptables

#### 2007

Au cours de l'exercice 2007, aucune modification de conventions comptables n'a eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

#### 2006

### a) Instruments financiers - Information à fournir et présentation

En novembre 2003, le Conseil des normes comptables a approuvé la révision du chapitre 3860 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'ICCA), intitulé «Instruments financiers – Information à fournir et présentation». Ces révisions modifient la comptabilisation de certains instruments financiers qui comportent des caractéristiques propres à la fois aux titres d'emprunt et aux titres de participation. Ce chapitre exige que les instruments qui respectent des critères précis soient classés à titre de passif au bilan. Certains de ces instruments financiers étaient précédemment classés dans les capitaux propres. La révision est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er novembre 2004. Puisque la Compagnie ne détient aucun instrument présentant ces caractéristiques, l'adoption de ces révisions le 1er juin 2005 n'a eu aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

## **2. Conventions comptables (suite)**

### **b) Opérations non monétaires**

En juin 2005, l'ICCA a remplacé le chapitre 3830 du Manuel intitulé «Opérations non monétaires» par le chapitre 3831 intitulé «Opérations non monétaires». La modification a pour but de remplacer le critère de l'aboutissement du processus de génération du profit par celui de la substance commerciale aux fins de l'évaluation à la juste valeur des échanges non monétaires. Cette modification s'applique à toutes les opérations non monétaires engagées dans les périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2006. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

### **c) Contrepartie consentie par un fournisseur à un client**

En septembre 2005, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA a publié l'abrégé n° 156 (CPN-156), «Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur)». Ce CPN-156, qui est harmonisé avec son équivalent aux États-Unis, l'abrégé de l'*Emerging Issues Task Force* (EITF) 01-9 intitulé «*Accounting for Consideration Given by a Vendor to a Customer (Including a Reseller of the Vendor's Products)*», fournit des indications sur le traitement et la classification comptables des avantages promotionnels ou autres contreparties qui sont accordés par un fournisseur à des clients et sur les circonstances dans lesquelles ces éléments doivent être comptabilisés en tant que réduction des produits d'exploitation ou en tant que charge.

L'adoption du CPN-156 doit être appliquée rétrospectivement, avec retraitement des périodes antérieures, à tous les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006. L'application du CPN-156 n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

## **Conventions comptables récemment publiées**

### **d) Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation**

En avril 2005, l'ICCA a publié le chapitre 3855 du Manuel, intitulé, «Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation». Ce chapitre s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2006. Il décrit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des instruments dérivés non financiers. Ce chapitre exige que tous les actifs financiers et les passifs financiers soient évalués lors de leur comptabilisation initiale à la juste valeur, compte tenu de certaines exceptions comme les prêts et les placements lorsqu'ils sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance; que tous les passifs financiers soient évalués à la juste valeur lorsqu'il s'agit de dérivés ou lorsqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction. Tous les autres passifs financiers sont évalués à leur valeur comptable; et que tous les instruments financiers dérivés soient évalués à la juste valeur, même lorsqu'ils sont des éléments constitutifs d'une relation de couverture.

Ce chapitre sera effectif pour la Compagnie le 5 juin 2007 et sera adopté rétrospectivement sans retraitement. L'adoption de ce nouveau chapitre ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

---

## 2. Conventions comptables (suite)

### e) *Résultat étendu*

En avril 2005, l'ICCA a publié le chapitre 1530 du Manuel, intitulé «Résultat étendu». Il décrit la manière de présenter le résultat étendu et les éléments qui le composent. Le résultat étendu correspond à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires. Il comprend des éléments qui ne seraient normalement pas inclus dans le bénéfice net, comme la variation de l'écart de conversion relativement aux établissements étrangers autonomes et les gains ou les pertes non réalisés sur des placements disponibles à la vente. En avril 2005, l'ICCA a également apporté des changements au chapitre 3250 du Manuel «Surplus» et l'a renommé le chapitre 3251, «Capitaux propres». Les modifications sur la manière de présenter les capitaux propres et les variations des capitaux propres concordent avec les nouvelles exigences du chapitre 1530.

Ces chapitres s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2006 et par conséquent, seront effectifs pour la Compagnie le 5 juin 2007 et seront adoptés rétrospectivement sans retraitement. Ces chapitres exigeront que la Compagnie commence à présenter les éléments suivants dans ses états financiers consolidés : le résultat étendu et les éléments qui le composent et les autres éléments du résultat étendu cumulés et les éléments qui le composent.

### f) *Couvertures*

En avril 2005, l'ICCA a publié le chapitre 3865 du Manuel intitulé «Couvertures». Ce chapitre s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2006 et précise le moment et la façon d'utiliser la comptabilité de couverture. Une opération de couverture est une opération destinée à modifier l'exposition d'une entreprise à un ou à plusieurs risques, par une compensation entre : les variations de juste valeur de l'élément couvert et de l'élément de couverture ou les variations des flux de trésorerie attribuables à l'élément couvert et à l'élément de couverture ou encore les variations résultant d'une exposition à un risque particulier associé à l'élément couvert et à l'élément de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est de s'assurer que les gains, les pertes, les produits et les charges rattachés à un instrument dérivé et ceux rattachés à l'élément couvert sont comptabilisés dans l'état des résultats au cours de la même période.

Ce chapitre sera effectif pour la Compagnie le 5 juin 2007 et sera adopté rétrospectivement sans retraitement. L'adoption de ce nouveau chapitre ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

### 3. Autres produits

	2007	2006
	\$	\$
	(note 1b)	(note 1b)
Redevances <sup>(1)</sup>	<b>98,7</b>	86,2
Loyers	<b>59,4</b>	57,7
Divers	<b>47,8</b>	45,1
	<b>205,9</b>	189,0

<sup>(1)</sup> L'amortissement des incitatifs versés aux franchisés de 3 902 000 \$ est appliqué en réduction des redevances (3 853 000 \$ en 2006).

### 4. Disposition du secteur de vente au détail

Le 4 juin 2007, la Compagnie a cédé son réseau aux États-Unis comprenant 1 854 établissements corporatifs de vente au détail de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques (les « opérations américaines ») à Rite Aid Corporation (« Rite Aid ») en échange d'une contrepartie en espèces de 2,300 milliards de dollars, sous réserve d'un ajustement de fonds de roulement présentement estimé à 14,4 millions de dollars en faveur de la Compagnie, et de 250,0 millions d'actions ordinaires de Rite Aid, pour une participation d'environ 32 % dans les capitaux propres et un droit de vote de 30 % dans la nouvelle compagnie.

Les opérations américaines ne sont pas présentées comme activités abandonnées puisque la Compagnie continue à intervenir de façon significative dans la nouvelle compagnie Rite Aid qui inclut les opérations américaines après l'opération de sortie. La situation financière ainsi que les résultats d'exploitation des opérations américaines ont été consolidés avec le bilan consolidé de la Compagnie du 27 mai 2006 et aux résultats et flux de trésorerie consolidés des exercices terminés le 27 mai 2006 et le 4 juin 2007. Les opérations américaines représentaient la totalité du secteur de vente au détail de la Compagnie.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

#### 4. Disposition du secteur de vente au détail (suite)

##### Gain sur la cession du secteur de vente au détail

La Compagnie a enregistré, au 4 juin 2007, un gain d'un montant de 76,6 millions de dollars, déduction faite des impôts, résultant de la cession et de la conservation simultanées d'une participation dans son actif net par l'entremise de l'acquisition de sa participation dans Rite Aid. Ce gain se détaille comme suit :

	<u>2007</u>
	\$
Prix de cession du secteur de vente au détail	3 951,8
Moins :	
Valeur comptable de l'actif net vendu	3 442,0
Portion non constatée du gain sur la vente représentant les intérêts économiques conservés	162,8
Constatation de l'écart de conversion des devises relié à la cession de notre participation dans les opérations américaines	187,2
Frais de transactions	20,5
<b>Gain sur la cession du secteur de vente au détail avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>139,3</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>62,7</b>
<b>Gain net sur la cession du secteur de vente au détail</b>	<b>76,6</b>

Le gain est fondé sur le cours de clôture de l'action de Rite Aid en date du 4 juin 2007 qui était de 6,55 \$ ainsi que sur un taux de change, exprimé en dollar américain par dollar canadien, à 0,9432.

Les impôts sur les bénéfices incluent un montant de 58 744 000\$ relié au démantèlement de la structure de financement. Cette charge a été réduite par la constatation d'avantages pour un montant de 18 687 000\$ auparavant non constatés résultant de pertes en capital reportées. La charge de 58 744 000\$ ne tient pas compte des modifications aux propositions législatives. Dans l'éventualité où ces mesures législatives devenaient pratiquement en vigueur, il est prévu que cette charge de 58 744 000\$ sera renversée.

##### Frais de restructuration

Au cours de l'exercice 2007, la Compagnie a mis en place un programme de rémunération de transition relatif à la cession du secteur de vente au détail. Les coûts relatifs à ce programme totalisent 54,3 millions de dollars pour l'exercice terminé le 4 juin 2007, desquels 8,9 millions de dollars ont été payés au cours de l'exercice. Le solde impayé est inclus dans l'actif net vendu.

**LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.**

**Notes aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

**4. Disposition du secteur de vente au détail (suite)**

Sommaire des résultats des opérations américaines pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006 :

	2007	2006
	\$	\$
	(note 1b)	(note 1b)
Chiffre d'affaires	<b>9 772,5</b>	9 495,9
Autres produits	<b>13,3</b>	11,8
Charges d'exploitation		
Coût des marchandises vendues	<b>7 289,5</b>	7 077,2
Frais généraux et d'exploitation	<b>2 154,3</b>	2 098,9
Frais de restructuration	<b>54,3</b>	-
Amortissements	<b>54,2</b>	215,8
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>233,5</b>	115,8

Actif net cédé le 4 juin 2007 et chiffres comparatifs au 27 mai 2006 :

	Cédé le 4 juin 2007	Chiffres comparatifs au 27 mai 2006
	\$	\$
<b>Actifs à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>25,7</b>	110,7
Débiteurs	<b>411,8</b>	415,9
Impôts à recevoir	<b>1,1</b>	8,8
Stocks	<b>1 591,9</b>	1 618,3
Charges payées d'avance et autres	<b>63,2</b>	38,4
<b>Actifs à court terme</b>	<b>2 093,7</b>	2 192,1



**LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.****Notes aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

*(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)***4. Disposition du secteur de vente au détail (suite)****Actif net cédé le 4 juin 2007 et chiffres comparatifs au 27 mai 2006 :**

	Cédé le 4 juin 2007	Chiffres comparatifs au 27 mai 2006
	\$	\$
<b>Actifs à long terme</b>		
Immobilisations	1 177,0	1 116,9
Actifs incorporels	682,6	689,4
Écarts d'acquisition	858,7	858,7
Autres éléments de l'actif à long terme	5,9	4,4
<b>Actifs à long terme</b>	<b>2 724,2</b>	<b>2 669,4</b>
<b>Passifs à court terme</b>		
Créditeurs et charges à payer	865,6	884,6
Impôts futurs	107,9	147,0
Dettes à long terme échéant au cours du prochain exercice	10,9	9,0
<b>Passifs à court terme</b>	<b>984,4</b>	<b>1 040,6</b>
<b>Passifs à long terme</b>		
Dettes à long terme	11,4	5,3
Produits reportés	7,1	9,8
Obligations reportées relatives à des baux	31,9	24,7
Baux défavorables	26,3	29,5
Provision générale et d'indemnités pour accidents du travail	66,2	64,5
Provision pour fermeture d'établissements	59,8	72,4
Impôts futurs	180,4	171,4
Autres	8,4	8,7
<b>Passifs à long terme</b>	<b>391,5</b>	<b>386,3</b>
<b>Actif net cédé</b>	<b>3 442,0</b>	<b>3 434,6</b>

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

#### 5. Amortissements

	2007	2006
	\$	\$
	(note 1b)	(note 1b)
Immobilisations	<b>53,7</b>	173,0
Actifs incorporels	<b>13,3</b>	54,8
Frais reportés	<b>0,1</b>	0,1
	<b>67,1</b>	227,9

Depuis le 23 août 2006, la Compagnie a cessé d'amortir les actifs relatifs à ses opérations américaines puisqu'ils étaient présentés à titre d'actifs destinés à la vente.

#### 6. Frais financiers

	2007	2006
	\$	\$
	(note 1b)	(note 1b)
Intérêts sur la dette à long terme	<b>197,2</b>	190,0
Amortissements des frais de financement reportés	<b>13,2</b>	12,4
Pertes (gains) de change non réalisées sur éléments monétaires	<b>( 0,2)</b>	10,9
Pertes (gains) de change réalisées sur éléments monétaires	<b>11,9</b>	( 9,7)
Gains réalisés sur instruments financiers dérivés	<b>( 6,0)</b>	-
Autres frais financiers (revenus), net	<b>( 0,5)</b>	1,5
	<b>215,6</b>	205,1

La Compagnie avait des swaps de taux d'intérêt de façon à fixer le taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à taux variable. Le 29 mai 2007, la Compagnie résiliait ces contrats et les gains relatifs à ces instruments dérivés ont été constatés aux résultats.

**LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.****Notes aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

*(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)***7. Impôts sur les bénéfices**

La charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices se répartit comme suit :

	<b>2007</b>	2006
	\$	\$
	(note 1b)	(note 1b)
Impôts exigibles (recouvrement)	<b>56,5</b>	( 14,1)
Impôts futurs (recouvrement)	<b>( 34,2)</b>	( 29,9)
	<b>22,3</b>	( 44,0)

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie diffère du taux de base combiné. Cette différence résulte des éléments suivants :

	<b>2007</b>	2006
	\$	\$
Opérations canadiennes aux taux de base prévus par la loi	<b>( 15,8)</b>	( 12,3)
Opérations américaines aux taux de base prévus par la loi	<b>86,7</b>	45,3
Taux prévu par la loi	<b>70,9</b>	33,0
Augmentation (diminution) du montant d'imposition provenant des élément suivants :		
Bénéfice résultant de structures de financement relatives aux investissements dans des filiales	<b>( 76,7)</b>	( 79,7)
Coût du démantèlement de structures de financement lié à la cession du secteur de vente au détail	<b>58,7</b>	-
Avantage des reports de pertes en capital non constaté antérieurement	<b>( 18,7)</b>	-
Gain sur la cession du secteur de vente au détail sujet au taux de gain en capital	<b>( 18,8)</b>	-
Autres	<b>6,9</b>	2,7
	<b>22,3</b>	( 44,0)

**LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.****Notes aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

*(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)***7. Impôts sur les bénéfices (suite)**

Les principales composantes de l'actif et du passif d'impôts futurs sont les suivantes :

	Au 4 juin 2007	Au 27 mai 2006
	\$	\$
<b>Actif d'impôts futurs :</b>		
Débiteurs	-	29,4
Actifs incorporels, écarts d'acquisition et incitatifs versés aux franchisés	<b>5,3</b>	5,4
Passif à court terme	<b>0,7</b>	72,7
Autres éléments du passif à long terme	<b>6,5</b>	90,4
Frais d'émission d'actions	<b>3,1</b>	4,6
Report prospectif de pertes d'exploitation nettes	<b>0,2</b>	27,1
Pénalités sur remboursements des billets de premier rang	<b>27,2</b>	-
Frais de financement	<b>9,3</b>	-
Report prospectif d'intérêts	-	78,2
	<b>52,3</b>	307,8
<b>Passif d'impôts futurs :</b>		
Stocks	-	234,6
Immobilisations	<b>6,6</b>	242,7
Actifs incorporels et écarts d'acquisition	-	125,2
Frais de financement	-	5,9
Placement dans Rite Aid Corporation	<b>23,5</b>	-
Autres	<b>1,0</b>	12,8
	<b>31,1</b>	621,2
<b>Actif (passif) d'impôts futurs, net</b>	<b>21,2</b>	( 313,4)
<b>Réparti ainsi :</b>		
Actif d'impôts futurs à long terme	<b>21,2</b>	5,9
Passif d'impôts futurs à court terme	-	( 147,8)
Passif d'impôts futurs à long terme	-	( 171,5)
	<b>21,2</b>	( 313,4)

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

#### 7. Impôts sur les bénéfices (suite)

Au 27 mai 2006, la Compagnie disposait de reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation fédérales américaines d'environ 6 500 000 \$, pour lesquels la majorité venait à échéance en 2026, et de reports prospectifs de pertes nettes dans certains états américains d'environ 552 700 000 \$, pour lesquels la majorité venait à échéance entre 2020 et 2026. Aucune provision pour moins-value n'a été enregistrée relativement à ces pertes. Au 4 juin 2007, suite à la vente du secteur de vente au détail, la Compagnie n'a plus de reports prospectifs de pertes significatifs.

#### 8. Bénéfice par action

Le rapprochement du nombre d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice dilué par action s'établit comme suit :

	2007 <i>(en millions)</i>	2006 <i>(en millions)</i>
Moyenne pondérée des actions utilisée pour le calcul du bénéfice de base par action	<b>261,7</b>	261,7
Effet de dilution des options d'achats sur actions	<b>0,2</b>	0,3
Moyenne pondérée des actions utilisée pour le calcul du bénéfice dilué par action	<b>261,9</b>	262,0

Au 4 juin 2007, 1 472 000 options sur actions ayant un effet antidilutif ont été exclues du calcul du résultat dilué par action (1 749 000 au 27 mai 2006).

#### 9. Placements

	Au 4 juin 2007	Au 27 mai 2006
	\$	\$
Placement dans des sociétés satellites - Rite Aid Corporation	<b>1 474,7</b>	-
Placement dans des sociétés satellites - Autres	<b>7,5</b>	2,4
Prêts, avances et créances d'exploitation de franchisés, à différents taux d'intérêts fixes, dont certains comportent des modalités de remboursement jusqu'en 2026 et renouvelables (nets d'une provision pour pertes de 3 209 000 \$ au 4 juin 2007; 2 759 000 \$ au 27 mai 2006)	<b>31,7</b>	28,3
	<b>1 513,9</b>	30,7
Portion encaissable au cours du prochain exercice (incluse dans les débiteurs)	<b>4,3</b>	5,3
	<b>1 509,6</b>	25,4

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

## 9. Placements (suite)

### Placement dans des sociétés satellites - Rite Aid Corporation

La Compagnie détient une participation significative dans Rite Aid Corporation (« Rite Aid »), une des plus importantes chaînes de pharmacies aux États-Unis, ayant à son actif environ 5 100 pharmacies.

L'acquisition de la participation dans les capitaux propres de Rite Aid représente un placement dans une société satellite qui est comptabilisé à la valeur de consolidation depuis la date d'opération, soit le 4 juin 2007. La participation est donc initialement enregistrée au coût et par la suite, des ajustements sont faits afin de refléter la quote-part de la Compagnie dans le bénéfice ou la perte net(te) de Rite Aid. La quote-part de la Compagnie dans le bénéfice ou la perte net(te) de Rite Aid est ajustée afin de refléter l'amortissement des ajustements de juste valeur relié à la juste valeur de la participation de la Compagnie dans l'actif net identifiable de Rite Aid ainsi que pour éliminer l'effet de la répartition du prix d'achat comptabilisée par Rite Aid dans les intérêts conservés par la Compagnie dans les opérations américaines.

Le coût total de la participation de la Compagnie dans l'actif net identifiable acquis est alloué en fonction des justes valeurs, basé sur des évaluations indépendantes et en utilisant la méthode de l'acquisition. Les allocations du prix d'achat sont préliminaires et sont sujettes à changements lorsque les évaluations de l'actif net identifiable acquis seront finales et lorsque les ajustements de fonds de roulement ou autres ajustements du prix d'acquisition auront été effectuées.

L'allocation préliminaire de l'excédent du coût du placement dans Rite Aid sur la valeur nette comptable des actifs acquis totalisait 578,5 millions de dollars au 4 juin 2007, et représentait un ajustement à la méthode de l'épuisement successif pour l'inventaire de 178,0 millions de dollars, des actifs incorporels (constitués principalement de dossiers d'ordonnances et d'une marque de commerce) pour 414,5 millions de dollars, des impôts futurs pour 237,0 millions de dollars ainsi que de l'écart d'acquisition additionnel pour 223,0 millions de dollars.

Puisque la transaction avec Rite Aid a été complétée la dernière journée de l'exercice, aucun ajustement n'a été fait afin de refléter les opérations du 4 juin 2007 dans le calcul de la quote-part dans les bénéfices de Rite Aid.

Le placement dans Rite Aid se détaille comme suit :

	<b>Au 4 juin 2007</b>
	<b>\$</b>
250 millions d'actions ordinaires de Rite Aid reçues suite à la cession des opérations américaines	<b>1 637,5</b>
Portion non constatée du gain sur la vente des opérations américaines représentant l'intérêt économique conservé	<b>( 162,8)</b>
<b>Valeur comptable du placement dans Rite Aid</b>	<b>1 474,7</b>

**LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.****Notes aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

*(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)***10. Immobilisations**

	Au 4 juin 2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Terrains	3,5	-	3,5
Terrains destinés à la location	68,9	-	68,9
Immeubles	49,0	15,7	33,3
Immeubles destinés à la location	192,3	28,6	163,7
Améliorations locatives	10,7	5,5	5,2
Équipement	50,4	34,1	16,3
Équipement loué en vertu de contrats de location-acquisition	1,6	1,4	0,2
Constructions en cours	10,8	-	10,8
	<b>387,2</b>	<b>85,3</b>	<b>301,9</b>

	Au 27 mai 2006		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Terrains	134,2	-	134,2
Terrains destinés à la location	60,3	-	60,3
Immeubles	349,9	59,5	290,4
Immeubles destinés à la location	169,9	22,4	147,5
Améliorations locatives	397,7	134,0	263,7
Équipement	666,8	251,5	415,3
Équipement loué en vertu de contrats de location-acquisition	49,1	19,6	29,5
Constructions en cours	44,9	-	44,9
	<b>1 872,8</b>	<b>487,0</b>	<b>1 385,8</b>

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

## 11. Actifs incorporels

Au cours de l'exercice terminé le 4 juin 2007, la Compagnie a acquis des actifs incorporels pour un montant de 2 070 000 \$ (10 859 000 \$ en 2006) et a disposé de tous ses actifs incorporels le 4 juin 2007, dans le cadre de la transaction décrite à la note 4.

Les actifs incorporels se détaillent comme suit :

	Au 27 mai 2006		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Dossiers d'ordonnances	337,8	87,9	249,9
Conventions de non-concurrence	6,6	4,6	2,0
Baux avantageux	113,2	28,7	84,5
Marque de commerce <sup>(1)</sup>	353,0	-	353,0
	810,6	121,2	689,4

<sup>(1)</sup> Actif incorporel à durée de vie indéfinie, non amorti.

## 12. Écarts d'acquisition

La variation de la valeur comptable des écarts d'acquisition se présente comme suit :

	Au 4 juin 2007		
	Franchisage	Vente au détail	Total
	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	18,1	858,7	876,8
Disposition du secteur de vente au détail (note 4)	-	( 858,7)	( 858,7)
Variation du cours de change	0,8	-	0,8
Solde à la fin de l'exercice	18,9	-	18,9



**LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.****Notes aux états financiers consolidés****Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006***(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)***12. Écarts d'acquisition (suite)**

	Au 27 mai 2006		
	Franchisage	Vente au détail	Total
	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	17,2	849,3	866,5
Acquisition	-	9,4	9,4
Transfert aux actifs destinés à la vente	( 1,4)	-	( 1,4)
Variation du cours de change	2,3	-	2,3
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>18,1</b>	<b>858,7</b>	<b>876,8</b>

**13. Autres éléments de l'actif à long terme**

	Au 4	Au 27
	juin 2007	mai 2006
	\$	\$
Incitatifs versés aux franchisés, nets	17,7	18,7
Frais reportés, nets <sup>(1)</sup>	0,6	75,5
Impôts futurs (note 7)	21,2	5,9
Autres	8,1	13,5
	<b>47,6</b>	<b>113,6</b>

<sup>(1)</sup> Les frais reportés étaient constitués principalement des frais de financement et ont été radiés le 4 juin 2007 suite aux remboursements des dettes.

**LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.****Notes aux états financiers consolidés****Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006***(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)***14. Dette à long terme**

	<b>Au 4 juin 2007</b>	<b>Au 27 mai 2006</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Prêt à terme remboursé le 4 juin 2007, était garanti de premier rang, portant intérêt au taux LIBOR plus une marge variable (totalisant 7,6875 % au 27 mai 2006).	-	179,7
Prêt à terme remboursé le 4 juin 2007, était garanti de premier rang, portant intérêt au taux LIBOR plus une marge variable (totalisant 7,625 % au 27 mai 2006).	-	994,6
Billets de premier rang non garantis, portant intérêt au taux de 7,625 % et échéant le 1er août 2012, rachetables après le 1er août 2008.	-	350,0
Billets subordonnés de premier rang non garantis, portant intérêt au taux de 8,50 % et échéant le 1er août 2014, rachetables après le 1er août 2009.	<b>2,8</b>	850,0
Contrats de location-acquisition d'équipement informatique et de logiciels, portant intérêt au taux de 4,55 % (4,55 % à 10,25 % au 27 mai 2006).	<b>0,2</b>	14,7
Emprunts, garantis par des immeubles d'une valeur comptable nette de 4 954 000 \$ (3 169 000 \$ en 2006), portant intérêt à des taux variant de 5,5 % à 7,7 %, échéant à différentes dates jusqu'en 2015.	<b>4,6</b>	1,8
	<b>7,6</b>	2 390,8
<b>Portion échéant au cours du prochain exercice</b>	<b>0,6</b>	78,8
	<b>7,0</b>	2 312,0

## **LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.**

### **Notes aux états financiers consolidés**

**Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006**

*(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)*

---

#### **14. Dette à long terme (suite)**

##### **Conventions de crédit**

Le 30 juillet 2004, la Compagnie avait contracté une convention de crédit comprenant des facilités de crédit renouvelables ainsi que deux prêts à terme. Un montant de 350 000 000 \$ était disponible sous forme d'emprunts renouvelables, ou sous forme de lettres de crédit pour un montant n'excédant pas 180 000 000 \$. Les emprunts liés à cette convention de crédit portaient intérêt au taux préférentiel américain ou canadien plus une marge variable ou au taux LIBOR plus une marge variable (variant de 0,50 % à 2,50 %). La convention de crédit était garantie par une sûreté de premier rang grevant la quasi-totalité des actifs de la Compagnie et le gage en premier rang du capital-actions des filiales de la Compagnie. Au 27 mai 2006, les facilités de crédit disponibles étaient inutilisées, à l'exception d'un montant de lettres de crédit de 70 674 000 \$. Cette convention de crédit a été entièrement remboursée et annulée le 4 juin 2007 dans le cadre de la disposition du secteur de vente au détail. De plus, la Compagnie a transféré son obligation, d'un montant de 65 274 000 millions de dollars de lettres de crédit appartenant au secteur de vente au détail, à Rite Aid.

Effectif en date du 4 juin 2007, la Compagnie s'est engagée dans une nouvelle facilité de crédit renouvelable non garantie, échéant le 4 juin 2012, d'un montant de 500 000 000 \$ canadiens. Cette facilité de crédit comporte un terme initial de cinq ans qui peut être prolongé annuellement à son terme initial de cinq ans. Les emprunts liés à la facilité de crédit portent intérêt au taux préférentiel canadien plus une marge variable (totalisant 6,00 % au 4 juin 2007) ou au taux d'acceptation bancaire plus une marge variable (totalisant 4,38 % au 4 juin 2007). Les marges varient selon l'atteinte de certains ratios financiers. Au 4 juin 2007, la facilité de crédit était inutilisée à l'exception d'un montant de lettres de crédit de 310 000 \$ canadiens.

Selon les conditions des conventions de crédit, la Compagnie est soumise à certaines clauses restrictives en ce qui concerne le maintien de ratios financiers minimaux et de certaines conditions. Au 4 juin 2007 et au 27 mai 2006, la Compagnie respectait ces clauses et ces conditions.

##### **Remboursements des billets**

Conséquemment à la vente du secteur de vente au détail, la Compagnie a remboursé presque tous les billets de premier rang non garantis de 350 000 000 \$ (des consentements d'environ 99,9 % pour ces billets ont été obtenus) ainsi que presque tous les billets subordonnés de premier rang non garantis d'un montant de 850 000 000 \$ (des consentements d'environ 99,7 % pour ces billets ont été obtenus).

##### **Pertes encourues suite aux remboursements anticipés des dettes**

Lors du remboursement des prêts à terme et des billets, des charges de 168,3 millions de dollars (117,5 millions de dollars, déduction faite des impôts) ont été comptabilisées et représentent, les coûts de remboursement de ces dettes de 104,2 millions de dollars et la radiation des frais de financement reportés de 64,1 millions de dollars.

**LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.****Notes aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

*(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)***14. Dette à long terme (suite)****Remboursements minimaux**

Les remboursements minimaux à effectuer durant les cinq prochaines années sont les suivants :

	Dette à long terme	Contrats de location - acquisition
	Capital	Capital
	\$	\$
2008	0,4	0,2
2009	0,4	-
2010	5,3	-
2011	0,2	-
2012	0,2	-

**15. Autres éléments du passif à long terme**

	Au 4 juin 2007	Au 27 mai 2006
	\$	\$
Produits reportés	22,7	31,3
Obligations reportées relatives à des baux	5,0	29,0
Baux défavorables	-	29,6
Provision générale et d'indemnités pour accidents du travail	-	64,5
Provision pour fermeture d'établissements	-	72,4
Impôts futurs (note 7)	-	171,5
Autres	-	8,8
	<b>27,7</b>	<b>407,1</b>

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

*(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)*

---

#### 16. Provision pour fermeture d'établissements

La provision pour fermeture d'établissements relative au secteur de vente au détail représentait la valeur actualisée des obligations découlant des baux, net des loyers estimatifs de sous-location et des autres coûts de fin de bail. Au 27 mai 2006, la provision pour fermeture d'établissements représentait 94 288 000 \$, incluant la portion court terme et long terme. Pour l'exercice terminé le 4 juin 2007, des paiements de 21 729 000 \$ (32 426 000 \$ en 2006) ont été appliqués en réduction de la provision. Également, pour l'exercice terminé le 4 juin 2007, une charge de 3 322 000 \$ (3 568 000 \$ en 2006) a été enregistrée aux résultats pour tenir compte de nouvelles fermetures d'établissements. Un montant de 75 881 000 \$ pour provision pour fermeture d'établissements a été transféré à Rite Aid lors de la vente du secteur de vente au détail (note 4).

#### 17. Capital-actions

Autorisé, en nombre illimité :

Actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes, avec un droit de vote par action, échangeables au gré du porteur contre un même nombre d'actions catégorie B lors d'une offre publique d'achat portant uniquement sur les actions catégorie B, sans valeur nominale, dividende déclaré en dollars canadiens.

Actions catégorie B, participantes, avec dix droits de vote par action, échangeables contre des actions à droit de vote subalterne catégorie A à raison d'une action à droit de vote subalterne catégorie A pour une action catégorie B, sans valeur nominale, dividende déclaré en dollars canadiens.

Actions catégorie C, à être émises en une ou plusieurs séries selon des droits, privilèges, conditions et restrictions à être déterminés, non participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

**LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.****Notes aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

*(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)***17. Capital-actions (suite)**

Les changements survenus au capital-actions se détaillent comme suit :

	2007		2006	
	Nombre d'actions (en millions)	\$	Nombre d'actions (en millions)	\$
<b>Actions à droit de vote subalterne catégorie A</b>				
Actions émises au début de l'exercice	142,3	577,9	142,2	577,5
Actions catégorie B échangées contre des actions à droits de vote subalterne catégorie A	2,0	-	-	-
Options sur actions exercées	0,2	1,8	0,1	0,4
Actions émises à la fin de l'exercice	144,5	579,7	142,3	577,9
<b>Actions catégorie B</b>				
Actions émises au début de l'exercice	119,4	-	119,4	-
Actions catégorie B échangées contre des actions à droits de vote subalterne catégorie A	( 2,0)	-	-	-
Actions émises à la fin de l'exercice	117,4	-	119,4	-
<b>Total des actions émises à la fin de l'exercice</b>	<b>261,9</b>	<b>579,7</b>	<b>261,7</b>	<b>577,9</b>

**Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités**

Le 29 juin 2007, la Compagnie a annoncé son intention de racheter, à des fins d'annulation, un nombre maximal de 13 672 800 de ses actions à droits de vote subalterne catégorie A en circulation, ce qui représente environ 10 % des actions de catégorie A détenues dans le public et en circulation, sur une période de 12 mois se terminant au plus tard le 3 juillet 2008. Lorsque la Compagnie le jugera opportun, les actions seront rachetées par l'entremise des mécanismes de la Bourse de Toronto et conformément aux exigences de cette dernière.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

#### 18. Écart de conversion des devises

La variation du solde net de l'écart de conversion des devises se présente comme suit :

	Au 4 juin 2007	Au 27 mai 2006
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	121,0	46,2
Effet des variations des cours de change durant l'exercice :		
Sur l'investissement net dans les filiales étrangères autonomes	( 90,2)	( 122,6)
Sur la conversion dans la monnaie de présentation des états financiers de la société mère et de ses filiales canadiennes	127,2	197,4
Cession du secteur de ventes au détail (note 4)	187,2	-
Solde à la fin de l'exercice	345,2	121,0

#### 19. Rémunération à base d'actions

La Compagnie a un régime d'options sur actions à prix fixe. En vertu du régime d'options sur actions établi en 1995 en faveur de certains cadres, la Compagnie peut octroyer des options à ces employés jusqu'à concurrence de 8 millions d'actions à droit de vote subalterne catégorie A. Selon le régime, le prix de levée de chaque option ne peut être inférieur au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Compagnie à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours précédant la date d'octroi des options et la durée maximale d'une option est de 10 ans. Les options octroyées sont acquises annuellement sur une durée maximale de 4 ans.

**LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.**

**Notes aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

**19. Rémunération à base d'actions (suite)**

Les changements survenus dans le nombre d'options se détaillent comme suit :

	2007		2006	
	Nombre d'options (en millions)	Prix de levée moyen pondéré (en dollars canadiens)	Nombre d'options (en millions)	Prix de levée moyen pondéré (en dollars canadiens)
Options en cours au début de l'exercice	2,5	13,47	1,9	13,05
Options octroyées	0,2	14,92	0,7	14,69
Options levées	( 0,2)	8,78	( 0,1)	10,53
Options annulées	-	15,89	-	16,29
Options en cours à la fin de l'exercice	2,5	14,03	2,5	13,47
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice	1,8	13,61	1,6	12,48

Le tableau suivant résume l'information relative aux options sur actions en cours au 4 juin 2007 :

	Options en cours			Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options (en millions)	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (années)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars canadiens)	Nombre d'options (en millions)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars canadiens)
Fourchette des prix d'exercice (en dollars canadiens)					
Moins de 10 \$	0,5	3,1	8,63	0,5	8,63
10 \$ - 15 \$	1,1	8,0	14,31	0,7	14,07
15 \$ - 20 \$	0,9	6,7	16,53	0,6	16,69
	2,5	6,6	14,03	1,8	13,61



## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

#### 19. Rémunération à base d'actions (suite)

Les données suivantes représentent la moyenne pondérée des hypothèses utilisées dans l'évaluation du prix des options sur actions selon le modèle de Black et Scholes :

	2007	2006
Dividende annuel prévu	<b>0,95%</b>	0,81%
Volatilité prévue	<b>30,12%</b>	29,59%
Taux d'intérêt sans risque	<b>4,08%</b>	3,88%
Durée prévue (années)	<b>6</b>	6

Au cours de l'exercice terminé le 4 juin 2007, la Compagnie a octroyé 239 850 options (694 657 en 2006). La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options est de 5,12 \$CA au 4 juin 2007 (5,21 \$CA en 2006). Une somme de 1 731 000 \$ a été constatée dans les charges relatives au régime d'options sur actions pour l'exercice terminé le 4 juin 2007 (1 647 000 \$ en 2006).

Depuis le 1er juin 2003, le coût de la rémunération à base d'actions est comptabilisé selon la méthode de la juste valeur. Si le coût de la rémunération avait été établi selon la méthode de comptabilisation à la juste valeur à la date d'octroi, pour les octrois consentis au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2003, le bénéfice net pour l'exercice terminé le 4 juin 2007 aurait été réduit de 86 000 \$ (322 000 \$ en 2006). Le bénéfice par action de base et dilué pour ces exercices seraient demeurés inchangés.

#### 20. Garanties et éventualités

##### Garanties

Le 4 juin 2007, la Compagnie a cédé ses opérations américaines à Rite Aid Corporation (note 4). En plus, des indemnités prévues en cas de manquements éventuels en matière de représentations ou de garanties, la Compagnie a accordé des indemnités d'usage en faveur de l'acheteur pour des questions d'ordre fiscal, de relations de travail et autres indemnités relatives à des faits, circonstances ou conditions en existence préalablement au 4 juin 2007 relativement à la convention d'achat d'actions et autres ententes reliées intervenues avec J.C. Penney Company, Inc. et al. en date du 31 juillet 2004. Alors que certaines indemnités prennent fin 18 mois suivant la clôture de la transaction ou peu après l'expiration de la prescription applicable, d'autres indemnités ne sont pas limitées dans le temps. Certaines obligations d'indemnité sont limitées à 450 000 000 \$ tandis que d'autres ne prévoient aucun plafond quant au montant de couverture.

Il est impossible pour la Compagnie d'estimer le passif éventuel de garanties d'indemnités car les montants dépendent d'événements futurs dont la nature et la probabilité ne peuvent être établies pour le moment. La Compagnie n'a enregistré aucune provision relativement à ces indemnités dans les états financiers consolidés.

## **LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.**

### **Notes aux états financiers consolidés**

**Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006**

*(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)*

---

#### **20. Garanties et éventualités (suite)**

En date du 4 juin 2007, la Compagnie garantit le remboursement de certains emprunts bancaires contractés par des franchisés pour un montant maximum de 2 353 000 \$ (5 033 000 \$ au 27 mai 2006). La majorité des cautions s'applique à des prêts dont l'échéance maximum est de huit ans. Ces emprunts sont également cautionnés personnellement par les franchisés.

##### ***Conventions de rachat***

En vertu de conventions de rachat de stocks, la Compagnie s'est engagée auprès d'institutions bancaires à racheter les stocks de certains de ses franchisés jusqu'à concurrence du montant utilisé de la marge de crédit consentie par les institutions bancaires à ces mêmes franchisés. Au 4 juin 2007, les financements relatifs aux stocks se chiffrent à 59 859 000 \$ (55 670 000 \$ au 27 mai 2006). Toutefois, en vertu de ces conventions, la Compagnie ne s'est pas engagée à combler le déficit qui pourrait être créé si la valeur des stocks était inférieure au montant des avances.

En vertu de conventions de rachat d'équipements financés par des contrats de location-acquisition n'excédant pas cinq ans et des emprunts bancaires n'excédant pas huit ans, la Compagnie s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les équipements de certains de ses franchisés. Dans le cas de contrats de location-acquisition, la valeur de rachat est liée au solde net du bail à la date de rachat. Dans le cas d'équipements financés par emprunt bancaire, la valeur de rachat minimum est fixée par contrat avec l'institution financière. Au 4 juin 2007, les financements relatifs aux équipements se chiffrent à 18 321 000 \$ (22 338 000 \$ au 27 mai 2006). Toutefois, la direction considère que la valeur de réalisation des éléments d'actif ne peut être inférieure au montant éventuel du rachat.

La Compagnie n'a jamais eu à verser d'indemnisation en vertu de telles ententes et n'a enregistré aucun passif à l'égard de ces garanties dans ses états financiers consolidés du 4 juin 2007 et du 27 mai 2006.

##### ***Éventualités***

Dans le cours normal de son exploitation, la Compagnie fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers de la Compagnie.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

---

## 21. Engagements

Le solde des engagements relatifs à des contrats de location-exploitation d'immeubles et de matériel roulant échéant jusqu'en 2047 totalise 258 369 000 \$. La Compagnie a également des engagements pour la construction d'immeubles auprès d'entrepreneurs totalisant 8 638 000 \$ ainsi que des ententes avec des fournisseurs pour l'acquisition de stocks et de services totalisant 22 949 000 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	Contrats de location- exploitation	Autres engagements commerciaux
	\$	\$
2008	30,0	16,9
2009	28,0	6,2
2010	25,8	4,9
2011	23,8	3,5
2012	20,9	-

---

La Compagnie a consenti des contrats de location et de sous-location d'immeubles en vertu desquels elle doit recevoir jusqu'en 2047 des paiements minimums totalisant 271 485 000 \$. Ce montant tient compte du renouvellement des contrats de sous-location aux mêmes termes et conditions que les contrats de location.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

## 22. Régimes de retraite

La Compagnie offre des régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées à ses employés. La date de mesure utilisée aux fins de présentation de l'information financière des actifs et des obligations au titre des prestations est le 4 juin 2007 (le 27 mai en 2006).

La charge de la Compagnie au titre de ces régimes de retraite se présente comme suit :

	2007	2006
	\$	\$
	(note 1b)	(note 1b)
Charge de retraite pour les régimes à cotisations déterminées	<b>26,7</b>	23,5
Régimes de retraite à prestations déterminées		
Coût des services rendus au cours de l'exercice	<b>0,7</b>	0,6
Intérêts débiteurs	<b>0,7</b>	0,5
Rendement réel des actifs des régimes	<b>( 0,3)</b>	( 0,3)
Amortissement du coût des services passés	<b>3,3</b>	0,4
Perte actuarielle	<b>0,5</b>	1,2
Éléments de la charge pour les régimes à prestations déterminées avant les ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme de cette charge	<b>4,9</b>	2,4
Écart entre le rendement réel et le rendement prévu de l'actif des régimes	<b>( 0,1)</b>	( 0,1)
Écart entre le montant de perte actuarielle (gain actuariel) réel constaté pour l'exercice et le montant de perte actuarielle (gain actuariel) sur l'obligation au titre des prestations constituées	<b>( 0,9)</b>	( 1,2)
Charge de retraite pour les régimes à prestations déterminées	<b>3,9</b>	1,1

**LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.****Notes aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

*(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)***22. Régimes de retraite (suite)**

Les renseignements relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées se présentent comme suit :

	Au 4 juin 2007	Au 27 mai 2006
	\$	\$
<b>Obligations au titre des prestations constituées</b>		
Solde au début de l'exercice	12,8	7,1
Coût des services rendus au cours de l'exercice	0,7	0,6
Intérêts débiteurs	0,7	0,5
Coût des services passés	-	3,0
Prestations versées	-	( 0,1)
Règlements	( 0,1)	( 0,2)
Cession du secteur de ventes au détail	( 3,3)	-
Pertes actuarielles (gains actuariels)	0,5	0,9
Écart de conversion des devises	0,6	1,0
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>11,9</b>	<b>12,8</b>
<b>Actifs des régimes</b>		
Juste valeur au début de l'exercice	5,1	3,3
Rendement réel des actifs des régimes	0,3	0,3
Cotisations de l'employeur	4,6	1,3
Prestations versées	-	( 0,1)
Règlements	( 0,1)	( 0,2)
Cession du secteur de ventes au détail	( 3,3)	-
Écart de conversion des devises	0,4	0,5
<b>Juste valeur à la fin de l'exercice</b>	<b>7,0</b>	<b>5,1</b>
<b>Obligations au titre des prestations constituées</b>	<b>11,9</b>	<b>12,8</b>
<b>Actifs des régimes</b>	<b>( 7,0)</b>	<b>( 5,1)</b>
	<b>4,9</b>	<b>7,7</b>
Perte actuarielle nette non amortie	2,1	1,0
Coût non amorti des services passés	1,6	4,8
<b>Passif au titre de prestations constituées (inclus dans les créditeurs et charges à payer)</b>	<b>1,2</b>	<b>1,9</b>

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

## 22. Régimes de retraite (suite)

Au 4 juin 2007 et au 27 mai 2006, les obligations au titre des prestations constituées de chacun des régimes de retraite étaient supérieures à l'actif de ces régimes.

Au 4 juin 2007, 28 % (35 % en 2006) de la juste valeur des actifs des régimes était en dépôt à titre d'impôts canadiens remboursables et 72 % (65 % en 2006) était investi. La répartition des actifs investis se détaille comme suit :

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	%	%
Fonds équilibrés	<b>47</b>	44
Placements à revenus fixes et rente viagère	<b>19</b>	26
Fonds d'actions	<b>33</b>	28
Autres	<b>1</b>	2

Aucun actif des régimes n'est directement investi dans des titres de la société mère ou de ses filiales.

Les principales hypothèses actuarielles retenues par la Compagnie pour évaluer ses obligations au titre des prestations constituées et le coût des prestations sont les suivantes (moyenne pondérée) :

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
	%	%
Obligations au titre des prestations constituées		
Taux d'actualisation	<b>4,75</b>	5,42
Taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	<b>5,50</b>	6,00
Taux de croissance de la rémunération	<b>4,00</b>	4,00
Coût des prestations constituées		
Taux d'actualisation	<b>5,42</b>	5,93
Taux de croissance de la rémunération	<b>4,00</b>	4,00

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

### 23. Opérations entre apparentés

Les opérations conclues avec des entreprises contrôlées par un membre de la direction ayant une influence notable sur la Compagnie sont les suivantes :

	2007	2006
	\$	\$
	(note 1b)	(note 1b)
Produits		
Chiffre d'affaires	7,3	6,3
Redevances	0,5	0,4
Loyers	0,4	0,3
	<b>8,2</b>	<b>7,0</b>

Au 4 juin 2007, la Compagnie avait un solde à recevoir résultant de ces transactions de 686 000 \$ (581 000 \$ au 27 mai 2006). Ces opérations sont effectuées dans le cours normal des affaires et sont mesurées à la valeur d'échange.

Également, au 4 juin 2007, les créiteurs et charges à payer incluent un montant de 43 928 000 \$ payable à Rite Aid Corporation, une société satellite, qui représente un estimé de l'ajustement de prix de cession en ce qui concerne la disposition du secteur de vente au détail.

### 24. Instruments financiers

#### Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et des créiteurs et des charges à payer est comparable à leur valeur comptable en raison de leur échéance prochaine.

La juste valeur des prêts, avances et créances de franchisés à long terme n'a pas été déterminée car ces soldes résultent de transactions effectuées dans un contexte de relations commerciales privilégiées et à des termes et conditions qui peuvent différer de celles qui seraient négociées avec des non-franchisés.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

#### 24. Instruments financiers (suite)

L'estimation de la juste valeur des autres instruments financiers pour lesquels une juste valeur doit être présentée est déterminée en utilisant des cours du marché ou des taux d'intérêts disponibles sur le marché pour des instruments identiques ou semblables. Les estimations de la juste valeur et la valeur comptable de ces instruments sont les suivantes :

	Au 4 juin 2007		Au 27 mai 2006	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	7,8	7,6	2 325,3	2 390,8
Instruments financiers dérivés, actif :				
Conventions d'échange de taux d'intérêt	-	-	11,4	-

#### Risque de taux d'intérêt

##### *Conventions d'échange de taux d'intérêt*

Au cours de l'exercice 2005, la Compagnie a conclu des swaps de taux d'intérêt dans le but de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur une portion de sa dette à long terme. Ces swaps de taux d'intérêt échéant en juillet 2011, fixaient le taux d'intérêt LIBOR à 4,11 % sur un montant nominal de 200 millions de dollars. Ces contrats de swaps exigeaient l'échange périodique de paiements d'intérêts sans échange du nominal sur lequel les paiements étaient calculés. La Compagnie désignait ses contrats de swaps de taux d'intérêt comme couverture de l'intérêt sur la dette sous-jacente. Elle ajustait les intérêts débiteurs sur la dette pour y inclure les paiements faits ou reçus en vertu de ces contrats de swaps de taux d'intérêt. Le 29 mai 2007, la Compagnie a résilié ces contrats.

#### Risque de crédit

Le risque auquel est exposée la Compagnie en raison de la concentration de crédit est limité. Le risque de non-recouvrement est atténué du fait que les soldes à recevoir proviennent d'un grand nombre de clients.



## **24. Instruments financiers (suite)**

### **Risque de devises étrangères**

Même si la Compagnie utilise comme monnaie de présentation le dollar américain, les états financiers non consolidés de sa société mère et de ses filiales sont préparés en fonction de leurs monnaies fonctionnelles respectives, soit le dollar américain pour ses opérations américaines et le dollar canadien pour ses opérations canadiennes ainsi que pour ses activités corporatives.

Les opérations libellées en monnaie autre que la monnaie fonctionnelle pour chaque entité sont converties selon la méthode temporelle. Selon cette méthode, les actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, les actifs et passifs non monétaires en devises étrangères sont convertis au taux de change d'origine tandis que les éléments de l'état des résultats en devises étrangères sont convertis aux taux de change moyens mensuels. Tous les gains et pertes résultant de cette conversion sont de nature courante et sont inclus à l'état des résultats consolidés, sauf s'ils font l'objet de comptabilité de couverture.

### **Risque de concentration**

Au cours de l'exercice 2007, une portion significative des médicaments d'ordonnance d'origine pour le réseau américain ont été achetés du fournisseur McKesson Corporation avec lequel la Compagnie avait une entente d'approvisionnement avant la cession du secteur de vente au détail.

## LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

### Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 4 juin 2007 et 27 mai 2006

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

## 25. Renseignements complémentaires aux flux de trésorerie

	2007	2006
	\$	\$
	(note 1b)	(note 1b)
<b>Variation nette des éléments hors caisse de l'actif et du passif d'exploitation</b>		
Débiteurs, impôts à recevoir et charges payées d'avance	( 33,6)	( 21,0)
Stocks	22,5	( 68,2)
Créditeurs et charges à payer et impôts à payer	21,4	( 48,3)
Autres éléments de l'actif à long terme	( 2,8)	( 0,3)
Autres éléments du passif à long terme	( 13,0)	( 26,2)
Variation nette des éléments hors caisse de l'actif et du passif d'exploitation	( 5,5)	( 164,0)

### Autres renseignements

Intérêts versés	239,5	184,7
Impôts sur les bénéfices versés	32,7	28,4

Le 4 novembre 2005, la Compagnie a cédé certains actifs immobiliers de son secteur franchisage au Canada pour une contrepartie de 94,0 millions de dollars en espèces (111,7 millions de dollars canadiens) et a contracté des ententes de cession-bail pour les espaces utilisés par les pharmacies Jean Coutu. La Compagnie a réalisé un gain sur disposition avant impôts de 20,9 millions de dollars (24,8 millions de dollars canadiens). Quoiqu'uniquement 41 % des espaces locatifs vendus représente la portion cession-bail, les PCGR requièrent, selon certains critères, que la totalité du gain soit reportée sur la durée des nouveaux baux, lesquels sont d'une durée moyenne approximative de 16 ans. Le gain reporté est présenté dans les autres éléments du passif à long terme.

## 26. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice en cours.